



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

Edition n° 04 du 20 janvier 2012

Les actes dans leur intégralité peuvent être consultés à la préfecture ou auprès des services concernés.

Le recueil peut aussi être consulté :

- sur le site Internet des services de l'État en Meurthe-et-Moselle :
www.meurthe-et-moselle.gouv.fr
- aux guichets d'accueil de la préfecture et des sous-préfectures,
pendant deux mois à partir du 20 janvier 2012

SOMMAIRE

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES.....	76
PREFECTURE DE LA REGION LORRAINE.....	76
SECRETARIAT GENERAL POUR LES AFFAIRES REGIONALES.....	76
Mission nationale de contrôle et d'audit des organismes de sécurité sociale - Antenne de Nancy.....	76
Arrêté S.G.A.R. n° 2011-491 en date du 14 décembre 2011 portant nomination des membres du conseil de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Meurthe-et-Moselle.....	76
PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....	77
CABINET.....	77
Bureau du cabinet.....	77
Arrêté du 11 janvier 2012 attribuant une récompense pour actes de courage et de dévouement à M. Christophe CAVERZASI, gardien de la paix, M. Damien BCHINI, gardien de la paix, et Mme Sandrine MARTZ, gardien de la paix.....	77
Arrêté du 13 janvier 2012 attribuant une récompense pour actes de courage et de dévouement à M. Noël BONIFACI, adjudant chef de sapeur pompier.....	77
Service interministériel de défense et de protection civile.....	78
Arrêté du 13 janvier 2012 portant renouvellement d'un agrément à assurer les formations aux premiers secours – n° 17/2012/SIDPC54/secourisme – pour la FFSS.....	78
DIRECTION DES LIBERTES PUBLIQUES.....	78
Bureau de la citoyenneté.....	78
Arrêté du 16 janvier 2012 interdisant les quêtes et ventes d'objets sans valeur marchande propre sur la voie publique ou dans les lieux publics sur tout le territoire du département.....	78
DIRECTION DE L'ACTION LOCALE.....	79
Bureau des procédures environnementales.....	79
Code minier - Avis de signature d'un arrêté ministériel autorisant l'amodiation des titres miniers détenus par GDF-Suez au profit de sa filiale d'exploitation, la société STORENGY.....	79
DIRECTION DE LA COORDINATION INTERMINISTERIELLE ET DES MOYENS.....	79
Bureau de l'interministérielle.....	79
Arrêté du 18 janvier 2012 portant constitution de la commission départementale d'aménagement commercial - Composition générale et désignation des personnalités qualifiées.....	79
SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT.....	80
AGENCE REGIONALE DE SANTE DE LORRAINE.....	80
DELEGATION TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....	80
Secrétariat.....	80
Décision ARS-DT54 n° 2012-0119-003 du 19 janvier 2012 modifiant la décision ARS-DT54 N° 279/2011 fixant le montant et la répartition pour l'exercice 2011 de Dotation Globalisée Commune de l'ensemble des établissements de Meuse et de Meurthe-et-Moselle gérés par l'association Jean Baptiste Thierry à Maxéville.....	80
Etablissements de santé.....	81
Arrêté ARS/DT 54 n° 180/2011 du 9 décembre 2011 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Hospitalier de Pont-à-Mousson pour l'exercice 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 106 - N° FINESS Etablissement : 540 000 296.....	81
Arrêté ARS/DT 54 n° 195/2011 du 23 décembre 2011 portant fixation de la dotation relative au financement de la permanence des soins en établissement de santé pour le 1er trimestre 2012 - Clinique Ambroise Paré à Nancy - N° FINESS : 540 000 445.....	81
Arrêté ARS/DT 54 n° 196/2011 du 23 décembre 2011 portant fixation de la dotation relative au financement de la permanence des soins en établissement de santé pour le 1er trimestre 2012 - Clinique Louis Pasteur à Essey-lès-Nancy - N° FINESS : 540 000 478.....	82
Arrêté ARS/DT 54 n° 197/2011 du 23 décembre 2011 portant fixation de la dotation relative au financement de la permanence des soins en établissement de santé pour le 1er trimestre 2012 - Polyclinique Gentilly-Saint-Don à Nancy - N° FINESS : 540 000 486.....	82
Arrêté ARS/DT 54 n° 198/2011 du 23 décembre 2011 portant fixation de la dotation relative au financement de la permanence des soins en établissement de santé pour le 1er trimestre 2012 - Polyclinique Majorelle à Nancy - N° FINESS : 540 013 224.....	83
Arrêté ARS/DT 54 n° 199/2011 du 29 décembre 2011 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Psychothérapique de Nancy-Laxou pour l'exercice 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 056 - N° FINESS Etablissement : 540 014 073.....	83
Arrêté ARS/DT 54 n° 200/2011 du 29 décembre 2011 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Hospitalier de Saint-Nicolas-de-Port pour l'exercice 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 114 - N° FINESS Etablissement : 540 000 312.....	84
Arrêté ARS/DT 54 n° 201/2011 du 29 décembre 2011 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Hospitalier Intercommunal de Pompey pour l'exercice 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 003 399 - N° FINESS Etablissement : 540 000 270.....	84
Arrêté ARS/DT 54 n° 202/2011 du 29 décembre 2011 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Hospitalier Intercommunal 3 H SANTE pour l'exercice 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 019 007 - N° FINESS Etablissement : 540 000 148.....	85
Arrêté ARS/DT 54 n° 203/2011 du 29 décembre 2011 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Hospitalier de Briey pour l'exercice 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 767 - N° FINESS Etablissement : 540 001 070.....	85
Arrêté ARS/DT 54 n° 204/2011 du 29 décembre 2011 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Hospitalier Universitaire de Nancy pour l'exercice 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 002 078 - N° FINESS Etablissement : 540 001 138.....	85
Arrêté ARS/DT 54 n° 205/2011 du 29 décembre 2011 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Hospitalier de Pont-à-Mousson pour l'exercice 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 106 - N° FINESS Etablissement : 540 000 296.....	86
Arrêté ARS/DT 54 n° 206/2011 du 29 décembre 2011 portant fixation de la dotation annuelle de financement relative aux missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation pour l'exercice 2011 - Clinique Ambroise Paré à Nancy - N° FINESS : 540 000 445.....	86
Arrêté ARS/DT 54 n° 207/2011 du 29 décembre 2011 portant fixation de la dotation annuelle de financement relative aux missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation pour l'exercice 2011 - Clinique Saint-André à Vandœuvre-lès-Nancy - N° FINESS : 540 000 452.....	87
Arrêté ARS/DT 54 n° 208/2011 du 29 décembre 2011 portant fixation de la dotation annuelle de financement relative aux missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation pour l'exercice 2011 - Clinique Louis Pasteur à Essey-lès-Nancy - N° FINESS : 540 000 478.....	87
Arrêté ARS/DT 54 n° 209/2011 du 29 décembre 2011 portant fixation de la dotation annuelle de financement relative aux missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation pour l'exercice 2011 - Polyclinique Gentilly-Saint-Don à Nancy - N° FINESS : 540 000 486.....	88
Arrêté ARS/DT 54 n° 210/2011 du 29 décembre 2011 portant fixation de la dotation annuelle de financement relative aux missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation pour l'exercice 2011 - Polyclinique Majorelle à Nancy - N° FINESS : 540 013 224.....	88
Arrêté ARS/DT 54 n° 211/2011 du 29 décembre 2011 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à la Maternité Régionale pour l'exercice 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 031 - N° FINESS Etablissement : 540 000 015.....	89
Arrêté ARS/DT 54 n° 212/2011 du 29 décembre 2011 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Hospitalier de Toul pour l'exercice 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 049 - N° FINESS Etablissement : 540 000 023.....	89
Arrêté ARS/DT 54 n° 214/2011 du 29 décembre 2011 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Hospitalier de Lunéville pour l'exercice 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 080 - N° FINESS Etablissement : 540 000 155.....	90
Arrêté ARS/DT 54 n° 215/2011 du 29 décembre 2011 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à la Maison Hospitalière SAINT-CHARLES pour l'exercice 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 122 - N° FINESS Etablissement : 540 000 395.....	90
Arrêté ARS/DT 54 n° 216/2011 du 29 décembre 2011 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Alexis Vautrin à Vandœuvre pour l'exercice 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 003 019 - N° FINESS Etablissement : 540 001 286.....	91
Arrêté ARS/DT 54 n° 217/2011 du 29 décembre 2011 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Syndicat Interhospitalier Nancéen de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur (SINCAL) pour l'exercice 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 020 112 - N° FINESS Etablissement : 540 000 163.....	91
Arrêté ARS/DT 54 n° 218/2011 du 30 décembre 2011 fixant la dotation annuelle de financement de l'Unité de soins de longue durée de l'hôpital intercommunal 3H santé pour l'exercice 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 019 007 - N° FINESS USLD : 540 006 665.....	92
Arrêté ARS/DT 54 n° 219/2011 du 30 décembre 2011 fixant la dotation annuelle de financement de l'Unité de soins de longue durée du centre hospitalier de Lunéville pour l'exercice 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 080 - N° FINESS USLD : 540 006 780.....	92
Arrêté ARS/DT 54 n° 220/2011 du 30 décembre 2011 fixant la dotation annuelle de financement de l'Unité de soins de longue durée du centre hospitalier de Toul pour l'exercice 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 049 - N° FINESS USLD : 540 008 364.....	93

Arrêté ARS/DT 54 n° 221 /2011 du 30 décembre 2011 fixant la dotation annuelle de financement de l'Unité de soins de longue durée du centre hospitalier de Saint-Nicolas-de-Port pour l'exercice 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 114 - N° FINESS USLD : 540 008 737.....	93
Arrêté ARS/DT 54 n° 222 /2011 du 30 décembre 2011 fixant la dotation annuelle de financement de l'Unité de soins de longue durée de la Maison Hospitalière Saint-Charles à Nancy pour l'exercice 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 122 - N° FINESS USLD : 540 009 578.....	93
Arrêté ARS/DT 54 n° 223/2011 du 30 décembre 2011 fixant la dotation annuelle de financement de l'Unité de soins de longue durée du Centre Jacques Parisot à Bainville-sur-Madon pour l'exercice 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 006 707 - N° FINESS USLD : 540 009 586.....	94
Arrêté ARS/DT 54 n° 224 /2011 du 30 décembre 2011 fixant la dotation annuelle de financement de l'Unité de soins de longue durée de la Maison Hospitalière de Baccarat pour l'exercice 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 014 081 - N° FINESS USLD : 540 012 747.....	94
Arrêté ARS/DT 54 n° 226/2011 du 30 décembre 2011 modifiant l'arrêté ARS/DT 54 N° 215 du 29 décembre 2011, fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à la Maison Hospitalière Saint-Charles pour l'exercice 2011 – N° FINESS Entité juridique : 540 000 122 - N° FINESS Etablissement : 540 000 395.....	95
Arrêté n° 2012-01 du 2 janvier 2012 fixant la composition nominative du Conseil de Surveillance du Centre hospitalier de Saint-Nicolas-de-Port en Meurthe-et-Moselle.....	95
Arrêté ARS/DT 54 n° 2012/021 du 12 janvier 2012 portant fixation d'un tarif de prestation applicable au Centre Hospitalier de Saint-Nicolas-de-Port au 1er janvier 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 114 - N° FINESS Etablissement : 540 000 312.....	96
Arrêté n° 20120113-022 du 13 janvier 2012 portant autorisation d'un lieu de recherches biomédicales piscine ronde Nancy Thermal.....	96
Veille et sécurité sanitaires et environnementales.....	97
Arrêté n° 525 du 8 décembre 2011 portant modifications à la composition nominative du Comité Départemental de l'Aide Médicale Urgente de la Permanence des Soins et des Transports Sanitaires de Meurthe-et-Moselle.....	97
DIRECTION DE LA STRATEGIE.....	98
Arrêté n° 2012-011 du 10 janvier 2012 portant modifications à la composition de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie de Lorraine.....	98
Arrêté n° 2012-012 du 10 janvier 2012 portant modification des membres de la Commission Spécialisée de l'Organisation des Soins de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie de Lorraine.....	102
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES.....	104
AGRICULTURE - FORET - CHASSE.....	104
Arrêté 2011/DDT54/AFC/407 du 26 décembre 2011 relatif fixant la composition de la commission consultative paritaire des baux ruraux de Meurthe-et-Moselle.....	104
Décision de la commission départementale de la chasse et de la faune sauvage formation spécialisée pour l'indemnisation des dégâts de gibier aux cultures et aux récoltes agricoles - Année 2011.....	105
Arrêté 2012/DDT54/AFC/Association foncière/006 du 12 janvier 2012 approuvant les statuts de l'association foncière de Moyen.....	105
Arrêté n° 009 du 10 janvier 2012 concernant l'utilisation de sources lumineuses pour des comptages nocturnes d'animaux sauvages dans le département.....	105
ENVIRONNEMENT - EAU - BIODIVERSITE.....	107
Arrêté n° 54-DDT-DECHETS-2012-0001 du 8 janvier 2012 portant autorisation d'exploiter une installation de stockage de déchets inertes pris en application de l'article L.541-30-1 du code de l'environnement.....	107
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA COHESION SOCIALE.....	113
SOLIDARITE - INSERTION.....	113
Arrêté n° DDCCS/SI/2011-166 du 12 janvier 2012 portant agrément pour l'exercice à titre individuel de l'activité de Mandataire Judiciaire à la Protection des Majeurs.....	113
Arrêté n° DDCCS/SI/2011-167 du 12 janvier 2012 portant agrément pour l'exercice à titre individuel de l'activité de Mandataire Judiciaire à la Protection des Majeurs.....	113
Arrêté n° DDCCS/SI/2011-168 du 12 janvier 2012 modifiant et complétant l'arrêté n° DDCCS/SI/2010-74 du 16 février 2010 fixant la liste provisoire des mandataires judiciaires du département de Meurthe-et-Moselle.....	114
AUTRES SERVICES.....	115
RESEAU FERRE DE FRANCE.....	115
Décision du 16 décembre 2011 de déclassement du domaine public – RFF 20110419.....	115
AVIS ET COMMUNICATIONS.....	116
SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT.....	116
DIRECTION REGIONALE DES ENTREPRISES, DE LA CONCURRENCE, DE LA CONSOMMATION, DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI.....	116
AVIS relatif à l'extension d'un avenant salarial à la convention collective concernant les exploitations horticoles et pépinières du département de Meurthe-et-Moselle.....	116
AUTRES SERVICES.....	116
CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY.....	116
DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES.....	116
Recrutement sans concours dans le grade d'agent des services hospitaliers qualifié en date du 16 janvier 2012.....	116

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES**PREFECTURE DE LA REGION LORRAINE****SECRETARIAT GENERAL POUR LES AFFAIRES REGIONALES***Mission nationale de contrôle et d'audit des organismes de sécurité sociale - Antenne de Nancy***Arrêté S.G.A.R. n° 2011-491 en date du 14 décembre 2011 portant nomination des membres du conseil de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Meurthe-et-Moselle**

Le Préfet de la Région Lorraine,
 Préfet de la zone de Défense Est et de Sécurité Est,
 Préfet de la Moselle,

VU le code de la sécurité sociale et notamment les articles L.211-1 et R211-1

VU le décret 2009-1294 du 26 octobre 2009 relatif à la composition des Conseils des Caisses Primaires d'Assurance Maladie et de la Caisse Nationale de l'Assurance Maladie des Travailleurs Salariés

VU l'arrêté SGAR n°2009 -568 en date du 8 décembre 2009 relatif aux institutions intervenant dans le domaine de l'assurance maladie et siégeant au sein des conseils des caisses primaires d'assurance maladie de la région Lorraine ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté SGAR n° 84 en date du 12 mars 2010 portant nomination des membres du conseil de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Meurthe-et-Moselle ;

VU les désignations formulées par les organisations habilitées ;

SUR proposition du Chef de l'antenne interrégionale de Nancy de la Mission Nationale de Contrôle et d'audit des organismes de sécurité sociale:

ARRETE

Article 1er : Sont nommés membres du conseil de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Meurthe et Moselle pour le mandat en cours à échéance le 31 décembre 2014, les personnes désignées dans le tableau annexé au présent arrêté.

Article 2 : La Secrétaire Générale pour les Affaires régionales de Lorraine, le Préfet du département de Meurthe-et-Moselle et le Chef de l'antenne de Nancy de la Mission nationale de contrôle et d'audit des organismes de sécurité sociale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché et publié au bulletin officiel de la région Lorraine, ainsi qu'au recueil des actes administratifs la préfecture du département.

Le Préfet de la Région Lorraine,
 Pour le Préfet de Région,
 Le secrétaire Général Pour les Affaires Régionales
 Chantal CASTELNOT

*Annexe à l'arrêté portant nomination des membres du conseil :
 Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Meurthe-et-Moselle*

Représentants des assurés sociaux**Confédération générale du travail (CGT)**

TITULAIRE	Monsieur	BELLIVIER	Thierry
TITULAIRE	Monsieur	CICCOTELLI	Sylvio
SUPPLEANT	Madame	TINTURIER	Laurette
SUPPLEANT	Monsieur	LECAILLON	Laurent

Confédération française démocratique du travail (CFDT)

TITULAIRE	Monsieur	MARTIN	Jean-Paul
TITULAIRE	Madame	WIRTZ	Emilie
SUPPLEANT	Monsieur	DOLVECK	Gérard
SUPPLEANT	Madame	WACH	Nathalie

Confédération générale du travail – force ouvrière (CGT-FO)

TITULAIRE	Monsieur	FEUILLATRE	Patrick
TITULAIRE	Monsieur	GEORGES	Raymond
SUPPLEANT	Monsieur	ZAGAR	Patrice
SUPPLEANT	Madame	PORTAILLER	Francine

Confédération française des travailleurs chrétiens (CFTC)

TITULAIRE	Madame	TYKOCZINSKY	Caroline
SUPPLEANT	Monsieur	MACHADO	Louis

Confédération française de l'encadrement CGC (CFE-CGC)

TITULAIRE	Madame	CLASQUIN	Nathalie
SUPPLEANT	Monsieur	BELLUSSI	Benoît

Représentants des employeurs**Mouvement des entreprises de France (MEDEF)**

TITULAIRE	Monsieur	BELLOCCHIO	Jean-Marie
TITULAIRE	Monsieur	LEOUTRE	Gérard
TITULAIRE	Madame	PELTIER	Marie-Odile
TITULAIRE	Madame	RECEVEUR	Stéphanie
SUPPLEANT	Madame	FELLER-NORIS	Fanny
SUPPLEANT	Monsieur	PERRIN	Philippe
SUPPLEANT	Madame	RENAUDIN	Marie-France
SUPPLEANT	Madame	SCHNEIDER	Lina

Confédération générale des petites et moyennes entreprises (CGPME)

TITULAIRE	Monsieur	HEIT	Stéphane
TITULAIRE	Monsieur	VOINSON	Dominique
SUPPLEANT	Monsieur	MALHER	Etienne
SUPPLEANT	Monsieur	BOONEN	Jean

Union Professionnelle Artisanale (UPA)

TITULAIRE	Monsieur	PINELLI	Pascal
TITULAIRE	Monsieur	HAMARD	Claudius
SUPPLEANT	Monsieur	JACQUOT	Jean-Pierre
SUPPLEANT	Monsieur	CHRETIEN	Francis

Représentants de la Fédération Nationale de la Mutualité Française (FNMF)

TITULAIRE	Monsieur	MASSON	Laurent
TITULAIRE	Monsieur	MERANGER	Pierre-Alain
SUPPLEANT	Monsieur	COLNOT	Francis

Représentants des institutions intervenant dans le domaine de l'assurance maladie

Association des accidentés de la vie (FNATH)

TITULAIRE	Madame	BETIS	Michèle
SUPPLEANT	Madame	BOSSERR	Josiane

Union départementale des associations familiales (UDAF)

TITULAIRE	Monsieur	DUPRE	Yves
SUPPLEANT	Monsieur	FAILLON	Patrick

Collectif Inter Associatif sur la Santé (CISS)

TITULAIRE	Monsieur	PERRIN	Jean
SUPPLEANT	Monsieur	HUREL	Rémi

Personnes qualifiées

Madame	FRAGNIERE	Marie-Noëlle
--------	-----------	--------------

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

CABINET

Bureau du cabinet

Arrêté du 11 janvier 2012 attribuant une récompense pour actes de courage et de dévouement à M. Christophe CAVERZASI, gardien de la paix, M. Damien BCHINI, gardien de la paix, et Mme Sandrine MARTZ, gardien de la paix

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le décret du 16 novembre 1901 modifié par le décret du 9 décembre 1924 ;

VU le décret n°70-221 du 17 mars 1970 portant déconcentration en matière d'attribution de la médaille pour actes de courage et de dévouement ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

SUR proposition du directeur départemental de la sécurité publique ;

ARRETE

Article 1er : la médaille de bronze pour actes de courage et de dévouement est décernée à :

- M. Christophe CAVERZASI, gardien de la paix ;
- M. Damien BCHINI, gardien de la paix ;
- Mme Sandrine MARTZ, gardien de la paix.

Le 26 décembre 2011 vers 23 H 30, à Joeuf, ces trois fonctionnaires ont sauvé de la noyade un homme qui venait de tomber dans la rivière "l'Orne". leur courage et leur sang froid leur ont permis de sauver la victime, malgré un sol vaseux, une eau fraîche et un manque de visibilité.

Article 2 : la sous-préfète, directrice de cabinet est chargée de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée au directeur départemental de la sécurité publique et sera insérée au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Nancy, le 11 janvier 2012

Le Préfet,
Raphaël BARTOLT

Arrêté du 13 janvier 2012 attribuant une récompense pour actes de courage et de dévouement à M. Noël BONIFACI, adjudant chef de sapeur pompier

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le décret du 16 novembre 1901 modifié par le décret du 9 décembre 1924 ;

VU le décret n°70-221 du 17 mars 1970 portant déconcentration en matière d'attribution de la médaille pour actes de courage et de dévouement ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

SUR proposition du directeur départemental des services d'incendie et de secours, chef du corps départemental de sapeurs-pompiers ;

ARRETE

Article 1er : la médaille d'argent de 2ème classe pour actes de courage et de dévouement est décernée à :

- M. Noël BONIFACI, adjudant chef de sapeur pompier.

Le 26 décembre 2011 vers 23 H 30, à Joeuf, M. BONIFACI a sauvé de la noyade un homme qui est tombé dans la rivière "l'Orne". Son courage et son sang froid lui ont permis de sauver la victime, malgré un sol vaseux, une eau fraîche et un manque de visibilité.

Article 2 : la sous-préfète, directrice de cabinet est chargée de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée au directeur départemental des services d'incendie et de secours, chef du corps départemental de sapeurs-pompiers et sera insérée au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Nancy, le 13 janvier 2012

Le Préfet,
Raphaël BARTOLT

*Service interministériel de défense et de protection civile***Arrêté du 13 janvier 2012 portant renouvellement d'un agrément à assurer les formations aux premiers secours – n° 17/2012/SIDPC54/secourisme – pour la FFSS**

VU le décret n° 91-834 du 30 août 1991 modifié relatif à la formation aux premiers secours ;
VU l'arrêté ministériel du 08 juillet 1992 modifié relatif aux conditions d'habilitation ou d'agrément pour les formations aux premiers secours modifié ;
VU l'arrêté ministériel du 26 mai 1993 portant agrément à la fédération française de sauvetage et de secourisme pour les formations aux premiers secours ;
VU l'arrêté préfectoral du 13 décembre 1993 portant agrément à assurer les formations aux premiers secours à la fédération française de sauvetage et de secourisme de Meurthe-et-Moselle ;
VU les arrêtés préfectoraux des 8 février 1996, 30 mars 1998, 3 mai 2000 et 27 juin 2002, 7 avril 2004, 21 janvier 2008, 24 février 2010, portant renouvellement de l'agrément à assurer les formations aux premiers secours à la fédération française de sauvetage et de secourisme de Meurthe-et-Moselle ;
VU la demande de renouvellement d'agrément établie le 6 janvier 2012 par M. le Président du comité départemental de la fédération française de sauvetage et de secourisme de Meurthe-et-Moselle ;
SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet ;

ARRETE

Article 1er : La fédération française de sauvetage et de secourisme de Meurthe-et-Moselle est reconnue et agréée au niveau départemental, pour assurer différentes formations aux premiers secours mentionnées dans le paragraphe 5 de la déclaration du 6 janvier 2012, en application du titre 2, chapitre 2, de l'arrêté ministériel du 08 juillet 1992 susvisé, pour une période de deux années à compter de la date de notification du présent arrêté.

Article 2 : L'agrément renouvelé par le présent arrêté peut être retiré en cas de non-respect des conditions fixées par l'arrêté ministériel du 08 juillet 1992 relatif aux conditions d'habilitation ou d'agrément pour les formations aux premiers secours modifié.

Article 3 : La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet, et M. le Président du conseil départemental de la fédération française de sauvetage et de secourisme de Meurthe-et-Moselle, représentant légal de cet organisme, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera inséré au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 13 janvier 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet,
Magali DAVERTON

DIRECTION DES LIBERTES PUBLIQUES*Bureau de la citoyenneté***Arrêté du 16 janvier 2012 interdisant les quêtes et ventes d'objets sans valeur marchande propre sur la voie publique ou dans les lieux publics sur tout le territoire du département**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L 2212-2 et L 2215-1 du code général des collectivités territoriales ;
VU la loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association ;
VU la loi n° 91-772 du 7 août 1991 relative au congé de représentation en faveur des associations et des mutuelles et au contrôle des comptes des organismes faisant appel à la générosité publique ;
VU le décret n° 92-1011 du 17 septembre 1992 relatif au contrôle des comptes des organismes faisant appel à la générosité publique ;
VU le décret du 9 septembre 1950 du ministre de l'intérieur relative à l'appel à la générosité publique ;
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
VU la circulaire n° NOR IOCD 1130518C du ministre d'Etat, ministre de l'intérieur, de l'Outre Mer, des collectivités territoriales et de l'immigration du 16 décembre 2011, relative au calendrier fixant la liste des journées nationales d'appel à la générosité publique pour l'année 2012 ;
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

ARRETE

Article 1er : Les quêtes et ventes d'objets sans valeur marchande propre sur la voie publique ou dans les lieux publics sont interdites sur tout le territoire du département.

Article 2 : L'interdiction visée à l'article 1er n'est pas applicable aux organismes mentionnés, et pour les dates fixées, dans le calendrier annuel des journées nationales d'appel à la générosité publique établi par le ministre de l'intérieur, de l'outre-mer, des collectivités locales et de l'immigration et publié au journal officiel du 21 décembre 2012. Elle n'est pas non plus applicable aux organismes ayant fait l'objet d'un arrêté municipal ou préfectoral d'autorisation.

Article 3 : Les personnes habilitées à quêter en vertu de l'article 2 doivent porter, d'une façon ostensible, une carte indiquant l'œuvre au profit de laquelle elles collectent des fonds et la date de la quête. Cette carte n'est valable que pour la durée de la quête autorisée ; elle doit être visée par le préfet.

Article 4 : Le secrétaire général de la préfecture, les sous-préfets, les maires, le commandant du groupement de gendarmerie de Meurthe et Moselle, le directeur départemental de la sécurité publique, le directeur départemental de la cohésion sociale, l'inspecteur d'académie, le directeur départemental de l'office national des anciens combattants et victimes de guerre, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 16 janvier 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
La Secrétaire Générale par intérim,
Christine BOEHLER

DIRECTION DE L'ACTION LOCALE
Bureau des procédures environnementales

Code minier - Avis de signature d'un arrêté ministériel autorisant l'amodiation des titres miniers détenus par GDF-Suez au profit de sa filiale d'exploitation, la société STORENGY

Par arrêté du 12 décembre 2011, le ministre auprès du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, chargé de l'industrie, de l'énergie et de l'économie numérique a autorisé l'amodiation des concessions de stockage souterrain d'Etrez (Ain), Hauterives et Tersanne (Drôme), Céré-la-Ronde (Indre-et-Loire), Chémery et Soings-en-Sologne (Loir-et-Cher), Trois Fontaines (Haute-Marne, Marne et Meuse), Cerville-Velaine (Meurthe-et-Moselle), Gournay-sur-Aronde (Oise), Germigny-sous-Coulombs (Aisne, Seine-et-Marne et Oise), Saint-Clair-sur-Epte (Eure, Oise et Val d'Oise), Saint-Illiers-la-Ville (Yvelines), détenues par GDF SUEZ, au profit de la société STORENGY.

Le présent arrêté sera notifié au concessionnaire par les soins des préfets de la Drôme, de l'Indre-et-Loire, du Loir-et-Cher, de la Marne, de la Meurthe-et-Moselle, de l'Oise, de la Seine-et-Marne, du Val-d'Oise et de la préfète des Yvelines qui en feront également assurer la publication sous forme d'extrait pour chacune des concessions de stockage souterrain les concernant :

- a) l'affichage auxdites préfectures et dans les communes situées sur le périmètre de chacune des concessions de stockage souterrain ;
- b) la publication au recueil des actes administratifs de ces préfectures ;
- c) la publication, aux frais du concessionnaire, dans un journal national, régional ou local, dont la diffusion s'étend à toute les zones couvertes par les concessions.

Nota : Le texte complet de l'arrêté peut être consulté au ministère de l'écologie, du développement durable, des transports et du logement, sous-direction de la sécurité d'approvisionnement et des nouveaux produits énergétiques, bureau exploration production des hydrocarbures, Arche de la Défense – Paroi Nord 92055 LA DEFENSE cedex ainsi qu'aux directions régionales de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) ci-après :

- DREAL de la région Centre, 5, avenue Buffon, BP 6407, 45064 Orléans Cedex 02 : Céré-la-Ronde (départements Indre-et-Loire et Loir-et-Cher), Chémery et Soings-en-Sologne : (département Loir-et-Cher) ;
- DREAL de la région de Champagne-Ardenne, 40, boulevard Anatole France, 51022 Châlons-en-Champagne Cedex : Trois-Fontaines (départements de la Haute-Marne, de la Marne et de la Meuse) ;
- DREAL de Lorraine, GreenPark, 2, rue Augustin Fresnel, BP 95038, 57071 Metz Cedex 3 : Cerville-Velaine (département de Meurthe-et-Moselle) ; Trois-Fontaines (départements de la Haute-Marne, de la Marne et de la Meuse) ;
- DREAL de Picardie, 56, rue Jules Barni, 80040 Amiens Cedex 1 : Gournay-sur-Aronde (départements de l'Oise et de la Somme) ;
- DREAL de Rhône-Alpes, 208bis, rue Garibaldi, 69422 Lyon Cedex 03 : Etrez (département de l'Ain), Hauterives (département de la Drôme), Tersanne (département de la Drôme) ;
- et de la DRIEE (direction régionale et interdépartementale de l'environnement et de l'énergie de la région Ile-de-France) : 10, rue Crillon, 75194 Paris Cedex 04 : Germigny-sous-Coulombs (départements de Seine-et-Marne, de l'Aisne et de l'Oise), Saint-Clair-sur-Epte (départements de l'Eure, de l'Oise et du Val d'Oise), Saint-Illiers-la-Ville (département des Yvelines).

DIRECTION DE LA COORDINATION INTERMINISTERIELLE ET DES MOYENS
Bureau de l'interministérialité

Arrêté du 18 janvier 2012 portant constitution de la commission départementale d'aménagement commercial - Composition générale et désignation des personnalités qualifiées

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de commerce ;
VU le code de l'urbanisme ;
VU la loi n° 2008-776 du 4 août 2008 de modernisation de l'économie, notamment son article 102 ;
VU les articles L 2122-17 et 2122-18 du code général des collectivités territoriales ;
VU le décret n° 2008-1212 du 24 novembre 2008 relatif à l'aménagement commercial ;
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, modifié par le décret n° 2010-146 du 16 février 2010 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
SUR proposition de M. le secrétaire général de la préfecture ;

ARRETE

Article 1er : La commission départementale d'aménagement commercial prévue à l'article L 751-2 du code de commerce, présidée par le préfet ou son représentant membre du corps préfectoral, est constituée comme suit :

1) Cinq élus locaux :

- Le maire de la commune d'implantation ou son représentant.
- Le président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'aménagement de l'espace et de développement dont est membre la commune d'implantation ou, à défaut, le conseiller général du canton d'implantation.
- Le maire de la commune la plus peuplée de l'arrondissement, autre que la commune d'implantation.
Dans le cas où la commune d'implantation appartient à une agglomération comportant au moins 5 communes, le maire de la commune la plus peuplée est choisi parmi les maires des communes de ladite agglomération.
- Le président du conseil général ou son représentant.
- Le président du syndicat mixte chargé du schéma de cohérence territoriale auquel adhère la commune d'implantation ou son représentant ou, à défaut, un adjoint au maire de la commune d'implantation.

Lorsque l'un des élus détient plusieurs des mandats mentionnés ci-dessus, le préfet désigne pour le remplacer le maire d'une commune située dans la zone de chalandise concernée.

2) Trois personnalités qualifiées en matière de consommation, de développement durable et d'aménagement du territoire :

Collège consommation :

- M. Daniel CILLA
Confédération générale du logement
- Mme Edith BARBIER
Association Consommation logement et cadre de vie
- M. Christian PERRIN
Association UFC que choisir

Collège développement durable :

- M. Jean-Pierre HUSSON
Professeur de géographie

- M. Thierry WEILL
Urbaniste – paysagiste
- M. Raynald RIGLOT
Fédération pour la promotion de l'environnement et du cadre de vie

Collège aménagement du territoire :

- Mme Colette RENARD- GRANDMONTAGNE
Maître de conférence en géographie

- M. Yves GRY
Professeur d'urbanisme

- Mme Anne HECKER
Maître de conférences en géographie – aménagement

3) Un membre du comité consultatif de la diffusion cinématographique lorsque la commission siège pour examiner les projets d'aménagement cinématographique.

4) Lorsque la zone de chalandise du projet dépasse les limites du département, la commission est complétée par au moins un élu et une personnalité qualifiée de chaque autre département.

Article 2 : Le mandat des personnalités qualifiées est de 3 ans à compter de la date du présent arrêté.

Article 3 : Le présent arrêté abroge l'arrêté du 9 janvier 2009 ainsi que les arrêtés modificatifs du 2 février 2009 et du 26 janvier 2010.

Article 4 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont copie sera adressée au directeur départemental des territoires, aux personnalités qualifiées et aux membres permanents

Nancy, le 18 janvier 2012

Le Préfet,
Raphaël BARTOLT

SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT
AGENCE REGIONALE DE SANTE DE LORRAINE
DELEGATION TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Secrétariat

Décision ARS-DT54 n° 2012-0119-003 du 19 janvier 2012 modifiant la décision ARS-DT54 N° 279/2011 fixant le montant et la répartition pour l'exercice 2011 de Dotation Globalisée Commune de l'ensemble des établissements de Meuse et de Meurthe-et-Moselle gérés par l'association Jean Baptiste Thiéry à Maxéville

Le Directeur Général de l'ARS de Lorraine,

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles, notamment les articles L312-1, L314-1, L313.8 et L314.3 à L314.8 et R314-1 à R314-207 ;

VU le Code de la Sécurité Sociale ;

VU la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 « de financement de la Sécurité Sociale pour 2011 » publiée au Journal Officiel du 21 décembre 2010

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 modifié fixant les modèles de documents prévus aux articles 9, 12, 16, 18, 19, 47 et 83 du décret n° 2003-1010 du 22 octobre 2003 relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux mentionnés au I de l'article L312.1 du Code de l'Action Sociale et des Familles ;

VU l'arrêté ministériel du 9 Mai 2011 publié au Journal Officiel du 13 Mai 2011 pris en application de l'article L.314.3 du Code de l'Action Sociale et des Familles fixant, pour l'année 2011 l'objectif global de dépenses d'assurance maladie et le montant total de dépenses médico-sociales autorisées pour les établissements et services médico-sociaux publics et privés ;

VU la décision du directeur de la CNSA en date du 18 mai 2011 « publié au Journal Officiel du 22 mai 2011 » prise en application des articles L314-3 et R314-36 du Code de l'Action Sociale et des Familles, fixant pour l'année 2011 les dotations régionales prises en compte pour le calcul des tarifs des établissements et services médico-sociaux mentionnés à l'article L314-3-1 du CASF ;

VU Le décret du 8 juillet 2011 portant nomination Jean-François BENEVEISE en qualité de directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté n°11 BI.66 du 18 juillet 2011 accordant délégation de signature à Monsieur Jean-François BENEVEISE, directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine ;

VU l'arrêté n°2011-265 du 11 juillet 2011 portant délégation de signature du directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine à Monsieur Philippe ROMAC Délégué territorial de Meurthe-et-Moselle et en cas d'empêchement de celui-ci à Madame Odile DE JONG, animateur territorial ;

VU le Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens entre les Préfets de Meuse et de Meurthe-et-Moselle et l'association Jean Baptiste Thiéry de Maxéville conclu le 5 décembre 2008 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2009-653 fixant le montant et la répartition pour l'exercice 2010 de Dotation Globalisée Commune de l'ensemble des établissements de Meuse et de Meurthe-et-Moselle géré par l'association Jean Baptiste Thiéry ;

VU la lettre de la CPAM de Nancy en date du 21 juin 2004 fixant le tarif "soir-nuit" de la Maison d'Accueil Spécialisée de Maxéville ;

VU la décision tarifaire ARS-DT54 n° 279-2011 du 9 décembre 2011 fixant le montant et la répartition pour l'exercice 2011 de Dotation Globalisée Commune de l'ensemble des établissements de Meuse et de Meurthe-et-Moselle géré par l'association Jean Baptiste Thiéry ;

VU l'avenant n°1-2010 au Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens entre l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et l'Association Jean Baptiste Thiéry ;

VU l'avenant n°2-2011 au Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens entre l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et l'Association Jean Baptiste Thiéry ;

D E C I D E

Article 1er : la décision ARS-DT54 N° 279/2011 du 9 décembre 2011 susvisée est modifiée ainsi qu'il suit :

Article 5 : à compter du 1er janvier 2012, la DGC sera versée à l'association JB Thiéry par fractions forfaitaires structurelles de 1.689.989,82 €.

Le forfait "soir-nuit" évoqué à l'article 3 ci-dessus est à rajouter à cette dotation mensuelle pour une fraction forfaitaire égale à 1.600,00 €.

Article 2 : Les recours dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4, rue Bénit - 54035 NANCY Cedex, dans un délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles elle sera notifiée, à compter de sa notification.

Article 3 : une copie de la présente décision sera notifiée au Président de l'association Jean Baptiste Thiéry.

Article 4 : les tarifs fixés dans la présente décision seront publiés au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Article 5 : Monsieur le Délégué territorial de Meurthe-et-Moselle de l'ARS Lorraine est chargé de l'exécution de la présente décision dont copie sera adressée à :

- Monsieur le Directeur Général de l'association JB Thiéry
- Madame la Déléguée Territoriale de Meuse de l'ARS Lorraine
- Monsieur le Président du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle - DISAS
- Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Nancy
- Monsieur le Directeur de la Caisse de Mutualité Sociale Agricole
- Madame la Directrice de la Caisse de Mutuelle de la Fonction Publique
- Madame la Directrice de la CARSAT

Nancy, le 19 janvier 2012

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Le Délégué Territorial,
Philippe ROMAC

Etablissements de santé

Arrêté ARS/DT 54 n° 180/2011 du 9 décembre 2011 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Hospitalier de Pont-à-Mousson pour l'exercice 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 106 - N° FINESS Etablissement : 540 000 296

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L162-22-12, L162-22-14, L174-1, L174-4, L162-22-16 R162-32 à R162-32-2 ;
VU le code de la santé publique, notamment les articles L6145-1 et suivants ;
VU la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée et notamment son article 33 ;
VU la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011 ;
VU l'ordonnance n°2005-406 du 2 mai 2005 simplifiant le régime juridique des établissements de santé ;
VU le décret n° 2005-840 du 20 juillet 2005 relatif à la sixième partie (dispositions réglementaires) du code de la santé publique et modifiant certaines dispositions de ce code ;
VU le décret n°2005-1474 du 30 novembre 2005 relatif à l'état des prévisions de recettes et de dépenses des établissements de santé ;
VU les arrêtés des 29 mars et 8 novembre 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales affectées aux missions d'intérêt général et à l'aide à la contractualisation ;
VU la circulaire n° DGOS/R1/DSS/2011/125 du 30 mars 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé ;
VU la circulaire n° DGOS/R1/DSS/2011/443 du 9 novembre 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé ;

ARRETE

Article 1er : Le montant des ressources d'assurance maladie du Centre Hospitalier de PONT A MOUSSON est fixé pour l'année 2011, aux articles 2 à 4 du présent arrêté.

Article 2 : Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code de la sécurité sociale est fixé à 3 846 989 €

Article 3 : Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, M.I.G.A.C., mentionnée à l'article L.162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à 4 426 426 €

Article 4 : Le montant des forfaits annuels mentionnés à l'article L162-22-12 du code de la sécurité sociale sont fixés à :

799 940 € pour le forfait annuel relatif à l'activité d'accueil et de traitement des urgences ;

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de prélèvement d'organe ;

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de transplantation d'organes et de greffe de moelle osseuse ;

Article 5 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir auprès du secrétariat du tribunal compétent, dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 6 : Le délégué territorial de l'ARS Lorraine et le directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Le Chef du département des établissements de santé,
Stéphanie GEYER

Arrêté ARS/DT 54 n° 195/2011 du 23 décembre 2011 portant fixation de la dotation relative au financement de la permanence des soins en établissement de santé pour le 1er trimestre 2012 - Clinique Ambroise Paré à Nancy - N° FINESS : 540 000 445

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la Santé Publique et notamment l'article L. 6145-1 et suivants, et R. 6145-10 et suivants ;
VU le code de la Sécurité Sociale, notamment les articles L.162-22-6, L. 162-22-9, L. 162-22-13, L. 174-1, R. 162-42 ;
VU l'arrêté du 13 mars 2009 modifié, pris pour l'application de l'article D.162-8 du code de la sécurité sociale, fixant les listes des missions d'intérêt général et des activités de soins spécifiques donnant lieu à un financement au titre de la dotation mentionnée à l'article L.162-22-13 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 28 février 2011, portant détermination pour l'année 2011 de la dotation nationale de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L.162-22-13 du Code de la Sécurité Sociale ;
VU l'arrêté du 8 novembre 2011 modifié, fixant pour l'année 2011, les montants régionaux des dotations annuelles, les dotations régionales de l'ODAM et les dotations régionales affectées aux missions d'intérêt général et à l'aide à la contractualisation ;
VU le contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens signé entre l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine et la Clinique Ambroise Paré à Nancy ;

ARRETE

Article 1er : Le montant de la dotation de financement de la mission relative à la permanence des soins en établissement de santé, mentionnée à l'article 4 de l'arrêté du 13 mars 2009 susvisé est fixé à 25 670 € pour la Clinique Ambroise Paré à Nancy.

Les critères d'attribution de cette dotation, de même que les critères de sa compensation, seront précisés par avenant au contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens.

La dotation est attribuée au titre du 1er trimestre 2012 pour les spécialités suivantes :

Spécialité anesthésie :

- Nombre de gardes ou astreintes à l'année : 73 gardes

Spécialité cardiologie :

- Nombre de gardes ou astreintes à l'année : 376 gardes

Article 2 : Les montants notifiés au titre du précédent article sont enregistrés par l'établissement en produits de l'année 2012 (produits constatés d'avance si enregistrement avant le 31 décembre 2011 ou produits simples si enregistrement après le 31 décembre 2011).

Article 3 : Le présent arrêté est notifié à la Clinique Ambroise Paré à Nancy et à la caisse mentionnée à l'article R. 174-17 du code de la sécurité sociale.

Article 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (4 rue Bénit - 54035 NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L.351-1 à L.351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 5 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé,
Par délégation,
Le Directeur de l'Offre de Santé, de l'Autonomie et de l'Animation Territoriale,
Lucien VICENZUTTI

Arrêté ARS/DT 54 n° 196/2011 du 23 décembre 2011 portant fixation de la dotation relative au financement de la permanence des soins en établissement de santé pour le 1er trimestre 2012 - Clinique Louis Pasteur à Essey-lès-Nancy - N° FINESS : 540 000 478

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la Santé Publique et notamment l'article L. 6145-1 et suivants, et R. 6145-10 et suivants;

VU le code de la Sécurité Sociale, notamment les articles L.162-22-6, L. 162-22-9, L. 162-22-13, L. 174-1, R. 162-42 ;

VU l'arrêté du 13 mars 2009 modifié, pris pour l'application de l'article D.162-8 du code de la sécurité sociale, fixant les listes des missions d'intérêt général et des activités de soins spécifiques donnant lieu à un financement au titre de la dotation mentionnée à l'article L.162-22-13 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 28 février 2011, portant détermination pour l'année 2011 de la dotation nationale de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L.162-22-13 du Code de la Sécurité Sociale ;

VU l'arrêté du 8 novembre 2011 modifié, fixant pour l'année 2011, les montants régionaux des dotations annuelles, les dotations régionales de l'ODAM et les dotations régionales affectées aux missions d'intérêt général et à l'aide à la contractualisation ;

VU le contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens signé entre l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine et la Clinique Louis Pasteur à Essey-lès-Nancy ;

ARRETE

Article 1er : Le montant de la dotation de financement de la mission relative à la permanence des soins en établissement de santé, mentionnée à l'article 4 de l'arrêté du 13 mars 2009 susvisé est fixé à 47 508 € pour la Clinique Louis Pasteur à Essey-lès-Nancy.

Les critères d'attribution de cette dotation, de même que les critères de sa compensation, seront précisés par avenant au contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens.

La dotation est attribuée au titre du 1er trimestre 2012 pour les spécialités suivantes :

Spécialité anesthésie :

- Nombre de gardes ou astreintes à l'année : 391 gardes

Spécialité cardiologie :

- Nombre de gardes ou astreintes à l'année : 440 gardes

Article 2 : Les montants notifiés au titre du précédent article sont enregistrés par l'établissement en produits de l'année 2012 (produits constatés d'avance si enregistrement avant le 31 décembre 2011 ou produits simples si enregistrement après le 31 décembre 2011)

Article 3 : Le présent arrêté est notifié à la Clinique Louis Pasteur à Essey-lès-Nancy et à la caisse mentionnée à l'article R. 174-17 du code de la sécurité sociale.

Article 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (4 rue Bénit - 54035 NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L.351-1 à L.351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 5 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé,
Par délégation,
Le Directeur de l'Offre de Santé, de l'Autonomie et de l'Animation Territoriale,
Lucien VICENZUTTI

Arrêté ARS/DT 54 n° 197/2011 du 23 décembre 2011 portant fixation de la dotation relative au financement de la permanence des soins en établissement de santé pour le 1er trimestre 2012 - Polyclinique Gentilly-Saint-Don à Nancy - N° FINESS : 540 000 486

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la Santé Publique et notamment l'article L. 6145-1 et suivants, et R. 6145-10 et suivants;

VU le code de la Sécurité Sociale, notamment les articles L.162-22-6, L. 162-22-9, L. 162-22-13, L. 174-1, R. 162-42 ;

VU l'arrêté du 13 mars 2009 modifié, pris pour l'application de l'article D.162-8 du code de la sécurité sociale, fixant les listes des missions d'intérêt général et des activités de soins spécifiques donnant lieu à un financement au titre de la dotation mentionnée à l'article L.162-22-13 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 28 février 2011, portant détermination pour l'année 2011 de la dotation nationale de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L.162-22-13 du Code de la Sécurité Sociale ;

VU l'arrêté du 8 novembre 2011 modifié, fixant pour l'année 2011, les montants régionaux des dotations annuelles, les dotations régionales de l'ODAM et les dotations régionales affectées aux missions d'intérêt général et à l'aide à la contractualisation ;

VU le contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens signé entre l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine et la Polyclinique de Gentilly-Saint-Don à Nancy ;

ARRETE

Article 1er : Le montant de la dotation de financement de la mission relative à la permanence des soins en établissement de santé, mentionnée à l'article 4 de l'arrêté du 13 mars 2009 susvisé est fixé à 73 005 € pour la Polyclinique de Gentilly-Saint-Don à Nancy.

Les critères d'attribution de cette dotation, de même que les critères de sa compensation, seront précisés par avenant au contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens.

La dotation est attribuée au titre du 1er trimestre 2012 pour les spécialités suivantes :

Spécialité anesthésie :

- Nombre de gardes ou astreintes à l'année : 317 gardes et 391 astreintes

Spécialité cardiologie :

- Nombre de gardes ou astreintes à l'année : 1 garde

Spécialité chirurgie orthopédique :

- Nombre de gardes ou astreintes à l'année : 661 astreintes

Spécialité chirurgie viscérale et digestive :

- Nombre de gardes ou astreintes à l'année : 1 garde et 409 astreintes

Article 2 : Les montants notifiés au titre du précédent article sont enregistrés par l'établissement en produits de l'année 2012 (produits constatés d'avance si enregistrement avant le 31 décembre 2011 ou produits simples si enregistrement après le 31 décembre 2011).

Article 3 : Le présent arrêté est notifié à la Polyclinique Gentilly-Saint-Don à Nancy et à la caisse mentionnée à l'article R. 174-17 du code de la sécurité sociale.

Article 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (4 rue Bénit - 54035 NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L.351-1 à L.351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 5 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé,

Par délégation,

Le Directeur de l'Offre de Santé, de l'Autonomie et de l'Animation Territoriale,
Lucien VICENZUTTI

Arrêté ARS/DT 54 n° 198/2011 du 23 décembre 2011 portant fixation de la dotation relative au financement de la permanence des soins en établissement de santé pour le 1er trimestre 2012 - Polyclinique Majorelle à Nancy - N° FINESS : 540 013 224

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la Santé Publique et notamment l'article L. 6145-1 et suivants, et R. 6145-10 et suivants;

VU le code de la Sécurité Sociale, notamment les articles L.162-22-6, L. 162-22-9, L. 162-22-13, L. 174-1, R. 162-42 ;

VU l'arrêté du 13 mars 2009 modifié, pris pour l'application de l'article D.162-8 du code de la sécurité sociale, fixant les listes des missions d'intérêt général et des activités de soins spécifiques donnant lieu à un financement au titre de la dotation mentionnée à l'article L.162-22-13 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 28 février 2011, portant détermination pour l'année 2011 de la dotation nationale de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L.162-22-13 du Code de la Sécurité Sociale ;

VU l'arrêté du 8 novembre 2011 modifié, fixant pour l'année 2011, les montants régionaux des dotations annuelles, les dotations régionales de l'ODAM et les dotations régionales affectées aux missions d'intérêt général et à l'aide à la contractualisation ;

VU le contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens signé entre l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine et la Polyclinique Majorelle à Nancy ;

ARRETE

Article 1er : Le montant de la dotation de financement de la mission relative à la permanence des soins en établissement de santé, mentionnée à l'article 4 de l'arrêté du 13 mars 2009 susvisé est fixé à 102 476 € pour la Polyclinique Majorelle à Nancy.

Les critères d'attribution de cette dotation, de même que les critères de sa compensation, seront précisés par avenant au contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens.

La dotation est attribuée au titre du 1er trimestre 2012 pour les spécialités suivantes :

Spécialité anesthésie :

- Nombre de gardes ou astreintes à l'année : 428 gardes et 427 astreintes

Spécialité gynéco-obstétrique :

- Nombre de gardes ou astreintes à l'année : 354 gardes et 461 astreintes

Spécialité pédiatrie :

- Nombre de gardes ou astreintes à l'année : 428 gardes

Article 2 : Les montants notifiés au titre du précédent article sont enregistrés par l'établissement en produits de l'année 2012 (produits constatés d'avance si enregistrement avant le 31 décembre 2011 ou produits simples si enregistrement après le 31 décembre 2011).

Article 3 : Le présent arrêté est notifié à la Polyclinique Majorelle à Nancy et à la caisse mentionnée à l'article R. 174-17 du code de la sécurité sociale.

Article 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (4 rue Bénit - 54035 NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L.351-1 à L.351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 5 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé,

Par délégation,

Le Directeur de l'Offre de Santé, de l'Autonomie et de l'Animation Territoriale,
Lucien VICENZUTTI

Arrêté ARS/DT 54 n° 199/2011 du 29 décembre 2011 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Psychothérapique de Nancy-Laxou pour l'exercice 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 056 - N° FINESS Etablissement : 540 014 073

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L162-22-12, L162-22-14, L174-1, L 174-4, L162-22-16 R 162-32 à R 162-32-2 ;

VU le code de la santé publique, notamment les articles L 6145-1 et suivants ;

VU la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée et notamment son article 33

VU la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011 ;

VU l'ordonnance n°2005-406 du 2 mai 2005 simplifiant le régime juridique des établissements de santé ;

VU le décret n° 2005-840 du 20 juillet 2005 relatif à la sixième partie (dispositions réglementaires) du code de la santé publique et modifiant certaines dispositions de ce code ;

VU le décret n° 2005-1474 du 30 novembre 2005 relatif à l'état des prévisions de recettes et de dépenses des établissements de santé ;

VU les arrêtés des 29 mars et 8 novembre 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales affectées aux missions d'intérêt général et à l'aide à la contractualisation ;

VU la circulaire n° DGOS/R1/DSS/2011/125 du 30 mars 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé ;

ARRETE

Article 1er : Le montant des ressources d'assurance maladie du Centre Psychothérapique de NANCY-LAXOU est fixé pour l'année 2011, à l'article 2 du présent arrêté.

Article 2 : Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code la sécurité sociale est fixé à 78 636 209 €.

Article 3 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir auprès du secrétariat du tribunal compétent, dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée, à compter de la date de notification, conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 4 : Le délégué territorial et le directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur de l'Agence Régionale de Santé et par délégation,
Le Délégué Territorial,
Philippe ROMAC

Arrêté ARS/DT 54 n° 200/2011 du 29 décembre 2011 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Hospitalier de Saint-Nicolas-de-Port pour l'exercice 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 114 - N° FINESS Etablissement : 540 000 312

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L162-22-12, L162-22-14, L174-1, L 174-4, L162-22-16 R 162-32 à R 162-32-2 ;

VU le code de la santé publique, notamment les articles L 6145-1 et suivants ;

VU la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée et notamment son article 33

VU la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011 ;

VU l'ordonnance n°2005-406 du 2 mai 2005 simplifiant le régime juridique des établissements de santé ;

VU le décret n° 2005-840 du 20 juillet 2005 relatif à la sixième partie (dispositions réglementaires) du code de la santé publique et modifiant certaines dispositions de ce code ;

VU le décret n°2005-1474 du 30 novembre 2005 relatif à l'état des prévisions de recettes et de dépenses des établissements de santé ;

VU les arrêtés des 29 mars et 8 novembre 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales affectées aux missions d'intérêt général et à l'aide à la contractualisation ;

VU la circulaire n° DGOS/R1/DSS/2011/125 du 30 mars 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé ;

ARRETE

Article 1er : Le montant des ressources d'assurance maladie du Centre hospitalier de Saint Nicolas de Port est fixé pour l'année 2011, à l'article 2 du présent arrêté.

Article 2 : Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code la sécurité sociale est fixé à 14 299 532 €.

Article 3 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir auprès du secrétariat du tribunal compétent, dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée, à compter de la date de notification, conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 4 : Le délégué territorial et le directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur de l'Agence Régionale de Santé et par délégation,
Le Délégué Territorial,
Philippe ROMAC

Arrêté ARS/DT 54 n° 201/2011 du 29 décembre 2011 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Hospitalier Intercommunal de Pompey pour l'exercice 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 003 399 - N° FINESS Etablissement : 540 000 270

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L162-22-12, L162-22-14, L174-1, L 174-4, L162-22-16 R 162-32 à R 162-32-2 ;

VU le code de la santé publique, notamment les articles L 6145-1 et suivants ;

VU la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée et notamment son article 33

VU la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011 ;

VU l'ordonnance n°2005-406 du 2 mai 2005 simplifiant le régime juridique des établissements de santé ;

VU le décret n° 2005-840 du 20 juillet 2005 relatif à la sixième partie (dispositions réglementaires) du code de la santé publique et modifiant certaines dispositions de ce code ;

VU le décret n° 2005-1474 du 30 novembre 2005 relatif à l'état des prévisions de recettes et de dépenses des établissements de santé ;

VU les arrêtés des 29 mars et 8 novembre 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales affectées aux missions d'intérêt général et à l'aide à la contractualisation ;

VU la circulaire n° DGOS/R1/DSS/2011/125 du 30 mars 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé ;

ARRETE

Article 1er : Le montant des ressources d'assurance maladie du Centre hospitalier intercommunal de POMPEY est fixé pour l'année 2011, à l'article 2 du présent arrêté.

Article 2 : Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code la sécurité sociale est fixé à 2 823 816 €.

Article 3 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir auprès du secrétariat du tribunal compétent, dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée, à compter de la date de notification, conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 4 : Le délégué territorial et la directrice de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur de l'Agence Régionale de Santé et par délégation,
Le Délégué Territorial,
Philippe ROMAC

Arrêté ARS/DT 54 n° 202/2011 du 29 décembre 2011 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Hospitalier Intercommunal 3 H SANTE pour l'exercice 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 019 007 - N° FINESS Etablissement : 540 000 148

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L162-22-12, L162-22-14, L174-1, L174-4, L162-22-16 R 162-32 à R 162-32-2 ;
VU le code de la santé publique, notamment les articles L 6145-1 et suivants ;
VU la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée et notamment son article 33
VU la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011 ;
VU l'ordonnance n°2005-406 du 2 mai 2005 simplifiant le régime juridique des établissements de santé ;
VU le décret n° 2005-840 du 20 juillet 2005 relatif à la sixième partie (dispositions réglementaires) du code de la santé publique et modifiant certaines dispositions de ce code ;
VU le décret n°2005-1474 du 30 novembre 2005 relatif à l'état des prévisions de recettes et de dépenses des établissements de santé ;
VU les arrêtés des 29 mars et 8 novembre 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales affectées aux missions d'intérêt général et à l'aide à la contractualisation ;
VU les arrêtés des 29 mars et 8 novembre 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales affectées aux missions d'intérêt général et à l'aide à la contractualisation ;
VU la circulaire n° DGOS/R1/DSS/2011/125 du 30 mars 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé ;

ARRETE

Article 1er : Le montant des ressources d'assurance maladie du Centre hospitalier intercommunal 3 H SANTE est fixé pour l'année 2011, à l'article 2 du présent arrêté.

Article 2 : Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code la sécurité sociale est fixé à 2 831 675 €.

Article 3 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir auprès du secrétariat du tribunal compétent, dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée, à compter de la date de notification, conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 4 : Le délégué territorial et le directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur de l'Agence Régionale de Santé et par délégation,
Le Délégué Territorial,
Philippe ROMAC

Arrêté ARS/DT 54 n° 203/2011 du 29 décembre 2011 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Hospitalier de Briey pour l'exercice 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 767 - N° FINESS Etablissement : 540 001 070

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L162-22-12, L162-22-14, L174-1, L174-4, L162-22-16 R 162-32 à R 162-32-2 ;
VU le code de la santé publique, notamment les articles L 6145-1 et suivants ;
VU la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée et notamment son article 33 ;
VU la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011 ;
VU l'ordonnance n°2005-406 du 2 mai 2005 simplifiant le régime juridique des établissements de santé ;
VU le décret n° 2005-840 du 20 juillet 2005 relatif à la sixième partie (dispositions réglementaires) du code de la santé publique et modifiant certaines dispositions de ce code ;
VU le décret n° 2005-1474 du 30 novembre 2005 relatif à l'état des prévisions de recettes et de dépenses des établissements de santé ;
VU les arrêtés des 29 mars et 8 novembre 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales affectées aux missions d'intérêt général et à l'aide à la contractualisation ;
VU la circulaire n° DGOS/R1/DSS/2011/125 du 30 mars 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé ;

ARRETE

Article 1er : Le montant des ressources d'assurance maladie du Centre Hospitalier de Briey est fixé pour l'année 2011, aux articles 2 à 4 du présent arrêté.

Article 2 : Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code la sécurité sociale est fixé à 9 115 905 €

Article 3 : Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, M.I.G.A.C., mentionnée à l'article L162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à 5 037 344 €

Article 4 : Le montant des forfaits annuels mentionnés à l'article L162-22-12 du code de la sécurité sociale sont fixés à :

1 636 776 € pour le forfait annuel relatif à l'activité d'accueil et de traitement des urgences ;

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de prélèvement d'organe ;

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de transplantation d'organes et de greffe de moelle osseuse ;

Article 5 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir auprès du secrétariat du tribunal compétent, dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 6 : Le délégué territorial de l'ARS Lorraine et la directrice de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur de l'Agence Régionale de Santé et par délégation,
Le Délégué Territorial,
Philippe ROMAC

Arrêté ARS/DT 54 n° 204/2011 du 29 décembre 2011 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Hospitalier Universitaire de Nancy pour l'exercice 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 002 078 - N° FINESS Etablissement : 540 001 138

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L162-22-12, L162-22-14, L174-1, L174-4, L162-22-16 R 162-32 à R 162-32-2 ;
VU le code de la santé publique, notamment les articles L 6145-1 et suivants ;

VU la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée et notamment son article 33 ;
VU la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011 ;
VU l'ordonnance n° 2005-406 du 2 mai 2005 simplifiant le régime juridique des établissements de santé ;
VU le décret n° 2005-840 du 20 juillet 2005 relatif à la sixième partie (dispositions réglementaires) du code de la santé publique et modifiant certaines dispositions de ce code ;
VU le décret n° 2005-1474 du 30 novembre 2005 relatif à l'état des prévisions de recettes et de dépenses des établissements de santé ;
VU les arrêtés des 29 mars et 8 novembre 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales affectées aux missions d'intérêt général et à l'aide à la contractualisation ;
VU la circulaire n° DGOS/R1/DSS/2011/125 du 30 mars 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé ;

ARRETE

Article 1er : Le montant des ressources d'assurance maladie du Centre Hospitalier Universitaire de NANCY est fixé pour l'année 2011, aux articles 2 à 4 du présent arrêté.

Article 2 : Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code la sécurité sociale est fixé à 16 764 099 €

Article 3 : Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, M.I.G.A.C., mentionnée à l'article L162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à 108 504 469 €

Article 4 : Le montant des forfaits annuels mentionnés à l'article L162-22-12 du code de la sécurité sociale sont fixés à :

3 693 308 € pour le forfait annuel relatif à l'activité d'accueil et de traitement des urgences ;

686 147 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de prélèvement d'organe ;

1 147 367 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de transplantation d'organes et de greffe de moelle osseuse ;

Article 5 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir auprès secrétariat du tribunal compétent, dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 6 : Le délégué territorial de l'ARS Lorraine et le directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur de l'Agence Régionale de Santé et par délégation,
Le Délégué Territorial,
Philippe ROMAC

Arrêté ARS/DT 54 n° 205/2011 du 29 décembre 2011 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Hospitalier de Pont-à-Mousson pour l'exercice 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 106 - N° FINESS Etablissement : 540 000 296

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L162-22-12, L162-22-14, L174-1, L 174-4, L162-22-16 R 162-32 à R 162-32-2 ;

VU le code de la santé publique, notamment les articles L 6145-1 et suivants ;

VU la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée et notamment son article 33 ;

VU la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011 ;

VU l'ordonnance n°2005-406 du 2 mai 2005 simplifiant le régime juridique des établissements de santé ;

VU le décret n° 2005-840 du 20 juillet 2005 relatif à la sixième partie (dispositions réglementaires) du code de la santé publique et modifiant certaines dispositions de ce code ;

VU le décret n°2005-1474 du 30 novembre 2005 relatif à l'état des prévisions de recettes et de dépenses des établissements de santé ;

VU les arrêtés des 29 mars et 8 novembre 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales affectées aux missions d'intérêt général et à l'aide à la contractualisation ;

VU la circulaire n° DGOS/R1/DSS/2011/443 du 9 novembre 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé ;

ARRETE

Article 1er : Le montant des ressources d'assurance maladie du Centre Hospitalier de PONT A MOUSSON est fixé pour l'année 2011, aux articles 2 à 4 du présent arrêté.

Article 2 : Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code la sécurité sociale est fixé à 3 869 674 €

Article 3 : Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, M.I.G.A.C., mentionnée à l'article L.162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à 4 498 126 €

Article 4 : Le montant des forfaits annuels mentionnés à l'article L162-22-12 du code de la sécurité sociale sont fixés à :

799 940 € pour le forfait annuel relatif à l'activité d'accueil et de traitement des urgences ;

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de prélèvement d'organe ;

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de transplantation d'organes et de greffe de moelle osseuse ;

Article 5 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir auprès secrétariat du tribunal compétent, dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 6 : Le délégué territorial de l'ARS Lorraine et le directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur de l'Agence Régionale de Santé et par délégation,
Le Délégué Territorial,
Philippe ROMAC

Arrêté ARS/DT 54 n° 206/2011 du 29 décembre 2011 portant fixation de la dotation annuelle de financement relative aux missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation pour l'exercice 2011 - Clinique Ambroise Paré à Nancy - N° FINESS : 540 000 445

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU les lois de financement de la sécurité sociale ;

VU le code de la Santé Publique et notamment l'article L. 6115-3, L. 6115-4 ;

VU le code de la Sécurité Sociale, notamment les articles L.162-22-6, L. 162-22-10, L. 162-22-14, L. 162-22-15, R.162-42-4, R. 174-22-1 ;

VU l'arrêté du 13 mars 2009 modifié, pris pour l'application de l'article D.162-8 du code de la sécurité sociale, fixant les listes des missions d'intérêt général et des activités de soins spécifiques donnant lieu à un financement au titre de la dotation mentionnée à l'article L.162-22-13 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 28 février 2011, portant détermination pour l'année 2011 de la dotation nationale de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L.162-22-13 du Code de la Sécurité Sociale ;

VU l'arrêté du 29 mars 2011, fixant pour l'année 2011, les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation ;
VU le contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens signé entre l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine et la Clinique Ambroise Paré à NANCY ;

ARRETE

Article 1er : Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, fixé par l'arrêté n°187 du 9 mai 2011 et mentionné à l'article L.162-22-14 du code de la sécurité sociale est majoré d'un montant de 4 306 € pour la Clinique Ambroise Paré à NANCY.

Article 2 : Cette dotation se décompose comme suit :

A titre de crédits reconductibles : 4 306 €

- Crédits MIG : 0 €

- Crédits AC : 4 306 € au titre du financement systèmes d'information hospitaliers (tranche 2011)

A titre de crédits non reconductibles : 0 €

- Crédits MIG : 0 €

- Crédits AC : 0 €

Article 3 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (4 rue Bénit - 54035 NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L.351-1 à L.351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 4 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Pour le Directeur de l'Agence Régionale de Santé et par délégation,
Le Délégué Territorial,
Philippe ROMAC

Arrêté ARS/DT 54 n° 207/2011 du 29 décembre 2011 portant fixation de la dotation annuelle de financement relative aux missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation pour l'exercice 2011 - Clinique Saint-André à Vandoeuvre-lès-Nancy - N° FINESS : 540 000 452

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU les lois de financement de la sécurité sociale ;

VU le code de la Santé Publique et notamment l'article L. 6115-3, L. 6115-4 ;

VU le code de la Sécurité Sociale, notamment les articles L.162-22-6, L. 162-22-10, L. 162-22-14, L. 162-22-15, R.162-42-4, R. 174-22-1 ;

VU l'arrêté du 13 mars 2009 modifié, pris pour l'application de l'article D.162-8 du code de la sécurité sociale, fixant les listes des missions d'intérêt général et des activités de soins spécifiques donnant lieu à un financement au titre de la dotation mentionnée à l'article L.162-22-13 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 28 février 2011, portant détermination pour l'année 2011 de la dotation nationale de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L.162-22-13 du Code de la Sécurité Sociale ;

VU l'arrêté du 29 mars 2011, fixant pour l'année 2011, les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation ;

VU le contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens signé entre l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine et la Clinique Saint-André à VANDOEUVRE lès NANCY ;

ARRETE

Article 1er : Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, fixé par l'arrêté n°187 du 9 mai 2011 et mentionné à l'article L.162-22-14 du code de la sécurité sociale est majoré d'un montant de 3 904 € pour la clinique Saint-André à VANDOEUVRE lès NANCY

Article 2 : Cette dotation se décompose comme suit :

A titre de crédits reconductibles : 3 904 €

- Crédits MIG : 0 €

- Crédits AC : 3 904 € au titre du financement systèmes d'information hospitaliers (tranche 2011)

A titre de crédits non reconductibles : 0 €

- Crédits MIG : 0 €

- Crédits AC : 0 €

Article 3 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (4 rue Bénit - 54035 NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L.351-1 à L.351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 4 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Pour le Directeur de l'Agence Régionale de Santé et par délégation,
Le Délégué Territorial,
Philippe ROMAC

Arrêté ARS/DT 54 n° 208/2011 du 29 décembre 2011 portant fixation de la dotation annuelle de financement relative aux missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation pour l'exercice 2011 - Clinique Louis Pasteur à Essey-lès-Nancy - N° FINESS : 540 000 478

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU les lois de financement de la sécurité sociale ;

VU le code de la Santé Publique et notamment l'article L. 6115-3, L. 6115-4 ;

VU le code de la Sécurité Sociale, notamment les articles L.162-22-6, L. 162-22-10, L. 162-22-14, L. 162-22-15, R.162-42-4, R. 174-22-1 ;

VU l'arrêté du 13 mars 2009 modifié, pris pour l'application de l'article D.162-8 du code de la sécurité sociale, fixant les listes des missions d'intérêt général et des activités de soins spécifiques donnant lieu à un financement au titre de la dotation mentionnée à l'article L.162-22-13 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 28 février 2011, portant détermination pour l'année 2011 de la dotation nationale de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L.162-22-13 du Code de la Sécurité Sociale ;

VU l'arrêté du 29 mars 2011, fixant pour l'année 2011, les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation ;

VU le contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens signé entre l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine et la Clinique Louis Pasteur à Essey-lès-Nancy ;

ARRETE

Article 1er : Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, fixé par l'arrêté n°187 du 9 mai 2011 et mentionné à l'article L.162-22-14 du code de la sécurité sociale est majoré d'un montant de 12 771 € pour la Clinique Louis Pasteur à Essey-lès-Nancy.

Article 2 : Cette dotation se décompose comme suit :

A titre de crédits reconductibles : 12 771 €

- Crédits MIG : 0 €

- Crédits AC : 12 771 € au titre du financement systèmes d'information hospitaliers (tranche 2011)

A titre de crédits non reconductibles : 0 €

- Crédits MIG : 0 €

- Crédits AC : 0 €

Article 3 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (4 rue Bénit - 54035 NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L.351-1 à L.351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 4 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Pour le Directeur de l'Agence Régionale de Santé et par délégation,
Le Délégué Territorial,
Philippe ROMAC

Arrêté ARS/DT 54 n° 209/2011 du 29 décembre 2011 portant fixation de la dotation annuelle de financement relative aux missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation pour l'exercice 2011 - Polyclinique Gentilly-Saint-Don à Nancy - N° FINESS : 540 000 486

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU les lois de financement de la sécurité sociale ;

VU le code de la Santé Publique et notamment l'article L. 6115-3, L. 6115-4 ;

VU le code de la Sécurité Sociale, notamment les articles L.162-22-6, L. 162-22-10, L. 162-22-14, L. 162-22-15, R.162-42-4, R. 174-22-1 ;

VU l'arrêté du 13 mars 2009 modifié, pris pour l'application de l'article D.162-8 du code de la sécurité sociale, fixant les listes des missions d'intérêt général et des activités de soins spécifiques donnant lieu à un financement au titre de la dotation mentionnée à l'article L.162-22-13 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 28 février 2011, portant détermination pour l'année 2011 de la dotation nationale de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L.162-22-13 du Code de la Sécurité Sociale ;

VU l'arrêté du 29 mars 2011, fixant pour l'année 2011, les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation ;

VU le contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens signé entre l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine et la Polyclinique Gentilly-Saint-Don à Nancy ;

ARRETE

Article 1er : Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, fixé par l'arrêté n°188 du 9 mai 2011 et mentionné à l'article L.162-22-14 du code de la sécurité sociale est majoré d'un montant de 96 248 € pour la polyclinique Gentilly-Saint-Don.

Article 2 : Cette dotation se décompose comme suit :

A titre de crédits reconductibles : 14 248 €

- Crédits MIG : 0 €

- Crédits AC : 14 248 € au titre du financement systèmes d'information hospitaliers (tranche 2011)

A titre de crédits non reconductibles : 82 000 €

- Crédits MIG : 82 000 € au titre de l'attribution suite à enquête régionale 2011, dépenses ATU nominatives et cohorte (M10)

- Crédits AC : 0 €

Article 3 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (4 rue Bénit - 54035 NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L.351-1 à L.351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 4 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Pour le Directeur de l'Agence Régionale de Santé et par délégation,
Le Délégué Territorial,
Philippe ROMAC

Arrêté ARS/DT 54 n° 210/2011 du 29 décembre 2011 portant fixation de la dotation annuelle de financement relative aux missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation pour l'exercice 2011 - Polyclinique Majorelle à Nancy - N° FINESS : 540 013 224

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU les lois de financement de la sécurité sociale ;

VU le code de la Santé Publique et notamment l'article L. 6115-3, L. 6115-4 ;

VU le code de la Sécurité Sociale, notamment les articles L.162-22-6, L. 162-22-10, L. 162-22-14, L. 162-22-15, R.162-42-4, R. 174-22-1 ;

VU l'arrêté du 13 mars 2009 modifié, pris pour l'application de l'article D.162-8 du code de la sécurité sociale, fixant les listes des missions d'intérêt général et des activités de soins spécifiques donnant lieu à un financement au titre de la dotation mentionnée à l'article L.162-22-13 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 28 février 2011, portant détermination pour l'année 2011 de la dotation nationale de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L.162-22-13 du Code de la Sécurité Sociale ;

VU l'arrêté du 29 mars 2011, fixant pour l'année 2011, les dotations régionales de financement des missions d'intérêts général et d'aide à la contractualisation ;

VU le contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens signé entre l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine et la Polyclinique Majorelle à Nancy ;

ARRETE

Article 1er : Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, fixé par l'arrêté n°189 du 9 mai 2011 et mentionné à l'article L.162-22-14 du code de la sécurité sociale est majoré d'un montant de 9 228€ pour la polyclinique Majorelle.

Article 2 : Cette dotation se décompose comme suit :

A titre de crédits reconductibles : 9 228 €

- Crédits MIG : 0 €

- Crédits AC : 9 228 € au titre du financement des systèmes d'information hospitaliers (tranche 2011)

A titre de crédits non reconductibles : 0 €

- Crédits MIG : 0 €

- Crédits AC : 0 €

Article 3 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (4 rue Bénit - 54035 NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L.351-1 à L.351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 4 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Pour le Directeur de l'Agence Régionale de Santé et par délégation,
Le Délégué Territorial,
Philippe ROMAC

Arrêté ARS/DT 54 n° 211/2011 du 29 décembre 2011 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à la Maternité Régionale pour l'exercice 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 031 - N° FINESS Etablissement : 540 000 015

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L162-22-12, L162-22-14, L174-1, L 174-4, L162-22-16 R 162-32 à R 162-32-2 ;

VU le code de la santé publique, notamment les articles L 6145-1 et suivants ;

VU la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée et notamment son article 33 ;

VU la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011 ;

VU l'ordonnance n°2005-406 du 2 mai 2005 simplifiant le régime juridique des établissements de santé ;

VU le décret n° 2005-840 du 20 juillet 2005 relatif à la sixième partie (dispositions réglementaires) du code de la santé publique et modifiant certaines dispositions de ce code ;

VU le décret n°2005-1474 du 30 novembre 2005 relatif à l'état des prévisions de recettes et de dépenses des établissements de santé ;

VU l'arrêté du 27 février 2010, fixant pour l'année 2010 les ressources d'assurance maladie des établissements de santé exerçant une activité de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie ;

VU les arrêtés des 29 mars et 8 novembre 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales affectées aux missions d'intérêt général et à l'aide à la contractualisation ;

VU la circulaire n° DGOS/R1/DSS/2011/125 du 30 mars 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé ;

ARRETE

Article 1er : Le montant des ressources d'assurance maladie de la Maternité Régionale est fixé pour l'année 2011, aux articles 2 à 4 du présent arrêté.

Article 2 : Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code la sécurité sociale est fixée à 0 €

Article 3 : Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, M.I.G.A.C., mentionnée à l'article L162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à 15 965 994 €

Article 4 : Le montant des forfaits annuels mentionnés à l'article L162-22-12 du code de la sécurité sociale sont fixés à :

470 553 € pour le forfait annuel relatif à l'activité d'accueil et de traitement des urgences ;

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de prélèvement d'organe ;

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de transplantation d'organes et de greffe de moelle osseuse ;

Article 5 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir auprès du secrétariat du tribunal compétent, dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 6 : Le délégué territorial de l'ARS Lorraine et le directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur de l'Agence Régionale de Santé et par délégation,
Le Délégué Territorial,
Philippe ROMAC

Arrêté ARS/DT 54 n° 212/2011 du 29 décembre 2011 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Hospitalier de Toul pour l'exercice 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 049 - N° FINESS Etablissement : 540 000 023

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L162-22-12, L162-22-14, L174-1, L 174-4, L162-22-16 R 162-32 à R 162-32-2 ;

VU le code de la santé publique, notamment les articles L 6145-1 et suivants ;

VU la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée et notamment son article 33

VU la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011 ;

VU l'ordonnance n°2005-406 du 2 mai 2005 simplifiant le régime juridique des établissements de santé ;

VU le décret n° 2005-840 du 20 juillet 2005 relatif à la sixième partie (dispositions réglementaires) du code de la santé publique et modifiant certaines dispositions de ce code ;

VU le décret n°2005-1474 du 30 novembre 2005 relatif à l'état des prévisions de recettes et de dépenses des établissements de santé ;

VU l'arrêté du 27 février 2010, fixant pour l'année 2010 les ressources d'assurance maladie des établissements de santé exerçant une activité de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie ;

VU les arrêtés des 29 mars et 8 novembre 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales affectées aux missions d'intérêt général et à l'aide à la contractualisation ;

VU la circulaire n° DGOS/R1/DSS/2011/125 du 30 mars 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé ;

ARRETE

Article 1er : Le montant des ressources d'assurance maladie du Centre Hospitalier de TOUL est fixé pour l'année 2011, aux articles 2 à 4 du présent arrêté.

Article 2 : Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code la sécurité sociale est fixé à 0 €

Article 3 : Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, M.I.G.A.C., mentionnée à l'article L162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à 4 174 083 €

Article 4 : Le montant des forfaits annuels mentionnés à l'article L162-22-12 du code de la sécurité sociale sont fixés à :

1 129 327 € pour le forfait annuel relatif à l'activité d'accueil et de traitement des urgences ;

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de prélèvement d'organe ;

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de transplantation d'organes et de greffe de moelle osseuse ;

Article 5 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir auprès du secrétariat du tribunal compétent, dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 6 : Le délégué territorial de l'ARS Lorraine et le directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur de l'Agence Régionale de Santé et par délégation,
Le Délégué Territorial,
Philippe ROMAC

Arrêté ARS/DT 54 n° 214/2011 du 29 décembre 2011 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Hospitalier de Lunéville pour l'exercice 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 080 - N° FINESS Etablissement : 540 000 155

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L162-22-12, L162-22-14, L174-1, L 174-4, L162-22-16 R 162-32 à R 162-32-2 ;

VU le code de la santé publique, notamment les articles L 6145-1 et suivants ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée et notamment son article 33 ;

VU la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011 ;

VU l'ordonnance n°2005-406 du 2 mai 2005 simplifiant le régime juridique des établissements de santé ;

VU le décret n° 2005-840 du 20 juillet 2005 relatif à la sixième partie (dispositions réglementaires) du code de la santé publique et modifiant certaines dispositions de ce code ;

VU le décret n°2005-1474 du 30 novembre 2005 relatif à l'état des prévisions de recettes et de dépenses des établissements de santé ;

VU l'arrêté du 27 février 2010, fixant pour l'année 2010 les ressources d'assurance maladie des établissements de santé exerçant une activité de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie ;

VU les arrêtés des 29 mars et 8 novembre 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales affectées aux missions d'intérêt général et à l'aide à la contractualisation ;

VU la circulaire n° DGOS/R1/DSS/2011/125 du 30 mars 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé ;

ARRETE

Article 1er : Le montant des ressources d'assurance maladie du Centre Hospitalier de Lunéville est fixé pour l'année 2011, aux articles 2 à 4 du présent arrêté.

Article 2 : Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code la sécurité sociale est fixé à 0 €

Article 3 : Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, M.I.G.A.C., mentionnée à l'article L162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à 4 365 008 €

Article 4 : Le montant des forfaits annuels mentionnés à l'article L162-22-12 du code de la sécurité sociale sont fixés à :

964 633 € pour le forfait annuel relatif à l'activité d'accueil et de traitement des urgences ;

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de prélèvement d'organe ;

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de transplantation d'organes et de greffe de moelle osseuse ;

Article 5 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir auprès du secrétariat du tribunal compétent, dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 6 : Le délégué territorial de l'ARS Lorraine et le directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur de l'Agence Régionale de Santé et par délégation,
Le Délégué Territorial,
Philippe ROMAC

Arrêté ARS/DT 54 n° 215/2011 du 29 décembre 2011 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à la Maison Hospitalière SAINT-CHARLES pour l'exercice 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 122 - N° FINESS Etablissement : 540 000 395

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L162-22-12, L162-22-14, L174-1, L 174-4, L162-22-16 R 162-32 à R 162-32-2 ;

VU le code de la santé publique, notamment les articles L 6145-1 et suivants ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée et notamment son article 33 ;

VU la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011 ;

VU l'ordonnance n°2005-406 du 2 mai 2005 simplifiant le régime juridique des établissements de santé ;

VU le décret n° 2005-840 du 20 juillet 2005 relatif à la sixième partie (dispositions réglementaires) du code de la santé publique et modifiant certaines dispositions de ce code ;

VU le décret n°2005-1474 du 30 novembre 2005 relatif à l'état des prévisions de recettes et de dépenses des établissements de santé ;

VU l'arrêté du 27 février 2010, fixant pour l'année 2010 les ressources d'assurance maladie des établissements de santé exerçant une activité de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie ;

VU les arrêtés des 29 mars et 8 novembre 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales affectées aux missions d'intérêt général et à l'aide à la contractualisation ;

VU la circulaire n° DGOS/R1/DSS/2011/125 du 30 mars 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé ;

ARRETE

Article 1er : Le montant des ressources d'assurance maladie de la Maison Hospitalière SAINT-CHARLES est fixé pour l'année 2011, aux articles 2 à 4 du présent arrêté.

Article 2 : Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code la sécurité sociale est fixé à 0 €

Article 3 : Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, M.I.G.A.C., mentionnée à l'article L162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à 191 545 €

Article 4 : Le montant des forfaits annuels mentionnés à l'article L162-22-12 du code de la sécurité sociale sont fixés à :

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité d'accueil et de traitement des urgences ;

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de prélèvement d'organe ;

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de transplantation d'organes et de greffe de moelle osseuse ;

Article 5 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir auprès du secrétariat du tribunal compétent, dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 6 : Le délégué territorial de l'ARS Lorraine et le directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur de l'Agence Régionale de Santé et par délégation,

Le Délégué Territorial,

Philippe ROMAC

Arrêté ARS/DT54 n° 216/2011 du 29 décembre 2011 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Alexis Vautrin à Vandœuvre pour l'exercice 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 003 019 - N° FINESS Etablissement : 540 001 286

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L162-22-12, L162-22-14, L174-1, L 174-4, L162-22-16 R 162-32 à R 162-32-2 ;

VU le code de la santé publique, notamment les articles L 6145-1 et suivants ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée et notamment son article 33 ;

VU la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011 ;

VU l'ordonnance n°2005-406 du 2 mai 2005 simplifiant le régime juridique des établissements de santé ;

VU le décret n° 2005-840 du 20 juillet 2005 relatif à la sixième partie (dispositions réglementaires) du code de la santé publique et modifiant certaines dispositions de ce code ;

VU le décret n°2005-1474 du 30 novembre 2005 relatif à l'état des prévisions de recettes et de dépenses des établissements de santé ;

VU l'arrêté du 27 février 2010, fixant pour l'année 2010 les ressources d'assurance maladie des établissements de santé exerçant une activité de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie ;

VU les arrêtés des 29 mars et 8 novembre 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales affectées aux missions d'intérêt général et à l'aide à la contractualisation ;

VU la circulaire n° DGOS/R1/DSS/2011/125 du 30 mars 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé ;

ARRETE

Article 1er : Le montant des ressources d'assurance maladie du Centre Alexis Vautrin est fixé pour l'année 2011, aux articles 2 à 4 du présent arrêté.

Article 2 : Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code de la sécurité sociale est fixé à 0 €

Article 3 : Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, M.I.G.A.C., mentionnée à l'article L162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à 12 365 414€

Article 4 : Le montant des forfaits annuels mentionnés à l'article L162-22-12 du code de la sécurité sociale sont fixés à :

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité d'accueil et de traitement des urgences ;

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de prélèvement d'organe ;

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de transplantation d'organes et de greffe de moelle osseuse ;

Article 5 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir auprès du secrétariat du tribunal compétent, dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 6 : Le délégué territorial de l'ARS Lorraine et le directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur de l'Agence Régionale de Santé et par délégation,

Le Délégué Territorial,

Philippe ROMAC

Arrêté ARS/DT 54 n° 217/2011 du 29 décembre 2011 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Syndicat Interhospitalier Nancéien de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur (SINCAL) pour l'exercice 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 020 112 - N° FINESS Etablissement : 540 000 163

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L162-22-12, L162-22-14, L174-1, L 174-4, L162-22-16 R 162-32 à R 162-32-2 ;

VU le code de la santé publique, notamment les articles L 6145-1 et suivants ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée et notamment son article 33 ;

VU la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011 ;

VU l'ordonnance n°2005-406 du 2 mai 2005 simplifiant le régime juridique des établissements de santé ;

VU le décret n° 2005-840 du 20 juillet 2005 relatif à la sixième partie (dispositions réglementaires) du code de la santé publique et modifiant certaines dispositions de ce code ;

VU le décret n°2005-1474 du 30 novembre 2005 relatif à l'état des prévisions de recettes et de dépenses des établissements de santé ;

VU l'arrêté du 27 février 2010, fixant pour l'année 2010 les ressources d'assurance maladie des établissements de santé exerçant une activité de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie ;

VU les arrêtés des 29 mars et 8 novembre 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales affectées aux missions d'intérêt général et à l'aide à la contractualisation ;

VU la circulaire n° DGOS/R1/DSS/2011/125 du 30 mars 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé ;

ARRETE

Article 1er : Le montant des ressources d'assurance maladie du Syndicat Interhospitalier Nancéien de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur est fixé pour l'année 2011, aux articles 2 à 4 du présent arrêté.

Article 2 : Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code de la sécurité sociale est fixé à 0 €

Article 3 : Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, M.I.G.A.C., mentionnée à l'article L162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à 2 443 975 €

Article 4 : Le montant des forfaits annuels mentionnés à l'article L162-22-12 du code de la sécurité sociale sont fixés à :

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité d'accueil et de traitement des urgences ;

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de prélèvement d'organe ;

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de transplantation d'organes et de greffe de moelle osseuse ;

Article 5 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir auprès du secrétariat du tribunal compétent, dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 6 : Le délégué territorial de l'ARS Lorraine et le directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur de l'Agence Régionale de Santé et par délégation,
Le Délégué Territorial,
Philippe ROMAC

Arrêté ARS/DT 54 n° 218 /2011 du 30 décembre 2011 fixant la dotation annuelle de financement de l'Unité de soins de longue durée de l'hôpital intercommunal 3H santé pour l'exercice 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 019 007 - N° FINESS USLD : 540 006 665

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.174-1-1, L. 174-5, L.174-6 ;

VU le code de la santé publique, notamment les articles L 6145-1 et suivants et R.6145-1 et suivants ;

VU la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011 ;

VU l'arrêté ARH /Préfecture de Meurthe et Moselle, n° 2/2008 en date du 15 décembre 2008, fixant la répartition des capacités et des ressources d'assurances maladie de l'unité de soins de longue durée de l'hôpital local intercommunal 3H santé entre le sanitaire et le médico-social ;

VU l'arrêté du 8 décembre 2010 fixant les règles de calcul des tarifs plafonds et de mise en œuvre de la convergence tarifaire prévues à l'article L.174-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 29 mars 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation ;

VU la circulaire n° DGOS/R1/DSS/2011/125 du 30 mars 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé ;

VU la convention tripartite annuelle de l'unité de soins de longue durée de l'hôpital intercommunal 3H santé entrée en vigueur le 1er janvier 2007 ;

ARRETE

Article 1er : Les établissements dont le tarif afférent aux soins est supérieur au tarif plafond mentionné à l'arrêté du 8 décembre 2010 se verront appliquer un taux de réduction de l'écart de 16,66 %, au titre de l'année 2011.

Article 2 : La dotation annuelle de financement, représentant la part des dépenses obligatoirement prises en charge par les régimes d'assurance maladie est fixée, pour l'exercice 2011 comme suit :

U.S.L.D. (D.A.F.)1 230 032 €

(valeur du point 2011 = 13.10 €)

Article 3 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir auprès du secrétariat du tribunal compétent, dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 4 : Le délégué territorial et le directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur de l'Agence Régionale de Santé et par délégation,
Le Délégué Territorial,
Philippe ROMAC

Arrêté ARS/DT 54 n° 219 /2011 du 30 décembre 2011 fixant la dotation annuelle de financement de l'Unité de soins de longue durée du centre hospitalier de Lunéville pour l'exercice 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 080 - N° FINESS USLD : 540 006 780

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.174-1-1, L. 174-5, L.174-6 ;

VU le code de la santé publique, notamment les articles L 6145-1 et suivants et R.6145-1 et suivants ;

VU la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011 ;

VU l'arrêté ARH /Préfecture de Meurthe et Moselle, n° 1/2007 en date du 31 décembre 2007, fixant la répartition des capacités et des ressources d'assurances maladie de l'unité de soins de longue durée du centre hospitalier de Lunéville entre le sanitaire et le médico-social ;

VU l'arrêté du 8 décembre 2010 fixant les règles de calcul des tarifs plafonds et de mise en œuvre de la convergence tarifaire prévues à l'article L.174-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 29 mars 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation ;

VU la circulaire n° DGOS/R1/DSS/2011/125 du 30 mars 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé ;

VU la convention tripartite annuelle de l'unité de soins de longue durée du centre hospitalier de Lunéville entrée en vigueur le 1er janvier 2007 ;

ARRETE

Article 1er : Les établissements dont le tarif afférent aux soins est supérieur au tarif plafond mentionné à l'arrêté du 8 décembre 2010 se verront appliquer un taux de réduction de l'écart de 16,66 %, au titre de l'année 2011.

Article 2 : La dotation annuelle de financement, représentant la part des dépenses obligatoirement prises en charge par les régimes d'assurance maladie est fixée, pour l'exercice 2011 comme suit :

U.S.L.D. (D.A.F.)949 321 €

(valeur du point 2011 = 13.10 €)

Article 3 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir auprès du secrétariat du tribunal compétent, dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 4 : Le délégué territorial et le directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur de l'Agence Régionale de Santé et par délégation,
Le Délégué Territorial,
Philippe ROMAC

Arrêté ARS/DT 54 n° 220 /2011 du 30 décembre 2011 fixant la dotation annuelle de financement de l'Unité de soins de longue durée du centre hospitalier de Toul pour l'exercice 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 049 - N° FINESS USLD : 540 008 364

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.174-1-1, L.174-5, L.174-6 ;
VU le code de la santé publique, notamment les articles L.6145-1 et suivants et R.6145-1 et suivants ;
VU la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011 ;
VU l'arrêté ARH /Préfecture de Meurthe et Moselle, n° 1/2008 en date du 15 décembre 2008, fixant la répartition des capacités et des ressources d'assurances maladie de l'unité de soins de longue durée du centre hospitalier de Toul entre le sanitaire et le médico-social ;
VU l'arrêté du 8 décembre 2010 fixant les règles de calcul des tarifs plafonds et de mise en œuvre de la convergence tarifaire prévues à l'article L.174-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 29 mars 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L.174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation ;
VU la circulaire n° DGOS/R1/DSS/2011/125 du 30 mars 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé ;
VU la convention tripartite annuelle de l'unité de soins de longue durée du centre hospitalier de Toul entrée en vigueur le 1er janvier 2007 ;

ARRETE

Article 1er : Les établissements dont le tarif afférent aux soins est supérieur au tarif plafond mentionné à l'arrêté du 8 décembre 2010 se verront appliquer un taux de réduction de l'écart de 16,66 %, au titre de l'année 2011.

Article 2 : La dotation annuelle de financement, représentant la part des dépenses obligatoirement prises en charge par les régimes d'assurance maladie est fixée, pour l'exercice 2011 comme suit :

U.S.L.D. (D.A.F.)1 138 062€

(valeur du point 2011 = 13.10 €)

Article 3 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir auprès du secrétariat du tribunal compétent, dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L.351-1 à L.351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 4 : Le délégué territorial et le directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur de l'Agence Régionale de Santé et par délégation,
Le Délégué Territorial,
Philippe ROMAC

Arrêté ARS/DT 54 n° 221 /2011 du 30 décembre 2011 fixant la dotation annuelle de financement de l'Unité de soins de longue durée du centre hospitalier de Saint-Nicolas-de-Port pour l'exercice 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 114 - N° FINESS USLD : 540 008 737

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.174-1-1, L.174-5, L.174-6 ;
VU le code de la santé publique, notamment les articles L.6145-1 et suivants et R.6145-1 et suivants ;
VU la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011 ;
VU l'arrêté ARH /Préfecture de Meurthe et Moselle, n° 6/2007 en date du 31 décembre 2007, fixant la répartition des capacités et des ressources d'assurances maladie de l'unité de soins de longue durée du centre hospitalier de Saint-Nicolas-de-Port entre le sanitaire et le médico-social ;
VU l'arrêté du 8 décembre 2010 fixant les règles de calcul des tarifs plafonds et de mise en œuvre de la convergence tarifaire prévues à l'article L.174-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 29 mars 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L.174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation ;
VU la circulaire n° DGOS/R1/DSS/2011/125 du 30 mars 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé ;
VU la convention tripartite annuelle de l'unité de soins de longue durée du centre hospitalier de Saint-Nicolas-de-Port entrée en vigueur le 1er janvier 2007 ;

ARRETE

Article 1er : Les établissements dont le tarif afférent aux soins est supérieur au tarif plafond mentionné à l'arrêté du 8 décembre 2010 se verront appliquer un taux de réduction de l'écart de 16,66 %, au titre de l'année 2011.

Article 2 : La dotation annuelle de financement, représentant la part des dépenses obligatoirement prises en charge par les régimes d'assurance maladie est fixée, pour l'exercice 2011 comme suit :

U.S.L.D. (D.A.F.)928 316 €

(valeur du point 2011 = 13.10 €)

Article 3 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir auprès du secrétariat du tribunal compétent, dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L.351-1 à L.351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 4 : Le délégué territorial et le directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur de l'Agence Régionale de Santé et par délégation,
Le Délégué Territorial,
Philippe ROMAC

Arrêté ARS/DT 54 n° 222 /2011 du 30 décembre 2011 fixant la dotation annuelle de financement de l'Unité de soins de longue durée de la Maison Hospitalière Saint-Charles à Nancy pour l'exercice 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 122 - N° FINESS USLD : 540 009 578

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.174-1-1, L.174-5, L.174-6 ;
VU le code de la santé publique, notamment les articles L.6145-1 et suivants et R.6145-1 et suivants ;
VU la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011 ;
VU l'arrêté ARH /Préfecture de Meurthe et Moselle, n°6/2007 en date du 31 décembre 2007, fixant la répartition des capacités et des ressources d'assurances maladie de l'unité de soins de longue durée de la maison hospitalière Saint-Charles à Nancy entre le sanitaire et le médico-social ;

VU l'arrêté du 8 décembre 2010 fixant les règles de calcul des tarifs plafonds et de mise en œuvre de la convergence tarifaire prévues à l'article L.174-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 29 mars 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation ;
VU la circulaire n° DGOS/R1/DSS/2011/125 du 30 mars 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé ;
VU la convention tripartite annuelle de l'unité de soins de longue durée de la maison hospitalière Saint-Charles à Nancy entrée en vigueur le 1er janvier 2007 ;

ARRETE

Article 1er : Les établissements dont le tarif afférent aux soins est supérieur au tarif plafond mentionné à l'arrêté du 8 décembre 2010 se verront appliquer un taux de réduction de l'écart de 16,66 %, au titre de l'année 2011.

Article 2 : La dotation annuelle de financement, représentant la part des dépenses obligatoirement prises en charge par les régimes d'assurance maladie est fixée, pour l'exercice 2011 comme suit :

U.S.L.D. (D.A.F.)1 941 585 €

(valeur du point 2011 = 13.10 €)

Article 3 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir auprès du secrétariat du tribunal compétent, dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 4 : Le délégué territorial et le directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur de l'Agence Régionale de Santé et par délégation,
Le Délégué Territorial,
Philippe ROMAC

Arrêté ARS/DT 54 n° 223/2011 du 30 décembre 2011 fixant la dotation annuelle de financement de l'Unité de soins de longue durée du Centre Jacques Parisot à Bainville-sur-Madon pour l'exercice 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 006 707 - N° FINESS USLD : 540 009 586

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.174-1-1, L. 174-5, L.174-6 ;
VU le code de la santé publique, notamment les articles L 6145-1 et suivants et R.6145-1 et suivants ;
VU la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011 ;
VU l'arrêté ARH /Préfecture de Meurthe et Moselle, n° 5 /2007 en date du 31 décembre 2007, fixant la répartition des capacités et des ressources d'assurances maladie de l'unité de soins de longue durée du centre Jacques Parisot à Bainville-sur-Madon entre le sanitaire et le médico-social ;
VU l'arrêté du 8 décembre 2010 fixant les règles de calcul des tarifs plafonds et de mise en œuvre de la convergence tarifaire prévues à l'article L.174-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 29 mars 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation ;
VU la circulaire n° DGOS/R1/DSS/2011/125 du 30 mars 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé ;
VU la convention tripartite annuelle de l'unité de soins de longue durée du centre Jacques Parisot à Bainville-sur-Madon entrée en vigueur le 1er janvier 2008 ;

ARRETE

Article 1er : Les établissements dont le tarif afférent aux soins est supérieur au tarif plafond mentionné à l'arrêté du 8 décembre 2010 se verront appliquer un taux de réduction de l'écart de 16,66 %, au titre de l'année 2011.

Article 2 : La dotation annuelle de financement, représentant la part des dépenses obligatoirement prises en charge par les régimes d'assurance maladie est fixée, pour l'exercice 2011 comme suit :

U.S.L.D. (D.A.F.) 1 686 612 €

(valeur du point 2011 = 13.10 €)

Article 3 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir auprès du secrétariat du tribunal compétent, dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 4 : Le délégué territorial et le directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur de l'Agence Régionale de Santé et par délégation,
Le Délégué Territorial,
Philippe ROMAC

Arrêté ARS/DT 54 n° 224 /2011 du 30 décembre 2011 fixant la dotation annuelle de financement de l'Unité de soins de longue durée de la Maison Hospitalière de Baccarat pour l'exercice 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 014 081 - N° FINESS USLD : 540 012 747

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.174-1-1, L. 174-5, L.174-6 ;
VU le code de la santé publique, notamment les articles L 6145-1 et suivants et R.6145-1 et suivants ;
VU la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011 ;
VU l'arrêté ARH /Préfecture de Meurthe et Moselle, n° 4 /2007 en date du 31 décembre 2007, fixant la répartition des capacités et des ressources d'assurances maladie de l'unité de soins de longue durée de la Maison Hospitalière de Baccarat entre le sanitaire et le médico-social ;
VU l'arrêté du 8 décembre 2010 fixant les règles de calcul des tarifs plafonds et de mise en œuvre de la convergence tarifaire prévues à l'article L.174-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 29 mars 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation ;
VU la circulaire n° DGOS/R1/DSS/2011/125 du 30 mars 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé ;
VU la convention tripartite annuelle de l'unité de soins de longue durée de la Maison Hospitalière de Baccarat entrée en vigueur le 1er janvier 2004 ;

ARRETE

Article 1er : Les établissements dont le tarif afférent aux soins est supérieur au tarif plafond mentionné à l'arrêté du 8 décembre 2010 se verront appliquer un taux de réduction de l'écart de 16,66 %, au titre de l'année 2011.

Article 2 : La dotation annuelle de financement, représentant la part des dépenses obligatoirement prises en charge par les régimes d'assurance maladie est fixée, pour l'exercice 2011 comme suit :

U.S.L.D. (D.A.F.)1 289 859 €

(valeur du point 2011 = 13.10 €)

Article 3 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir auprès du secrétariat du tribunal compétent, dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 4 : Le délégué territorial et le directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur de l'Agence Régionale de Santé et par délégation,
Le Délégué Territorial,
Philippe ROMAC

Arrêté ARS/DT 54 n° 226/2011 du 30 décembre 2011 modifiant l'arrêté ARS/DT 54 N° 215 du 29 décembre 2011, fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à la Maison Hospitalière Saint-Charles pour l'exercice 2011 – N° FINESS Entité juridique : 540 000 122 - N° FINESS Etablissement : 540 000 395

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L162-22-12, L162-22-14, L174-1, L 174-4, L162-22-16 R 162-32 à R 162-32-2 ;
VU le code de la santé publique, notamment les articles L 6145-1 et suivants ;
VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée et notamment son article 33 ;
VU la loi n° 2010-1594 du 20 décembre 2010 de financement de la sécurité sociale pour 2011 ;
VU l'ordonnance n°2005-406 du 2 mai 2005 simplifiant le régime juridique des établissements de santé ;
VU le décret n° 2005-840 du 20 juillet 2005 relatif à la sixième partie (dispositions réglementaires) du code de la santé publique et modifiant certaines dispositions de ce code ;
VU le décret n°2005-1474 du 30 novembre 2005 relatif à l'état des prévisions de recettes et de dépenses des établissements de santé ;
VU l'arrêté du 27 février 2010, fixant pour l'année 2010 les ressources d'assurance maladie des établissements de santé exerçant une activité de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie ;
VU les arrêtés des 29 mars et 8 novembre 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L. 174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales affectées aux missions d'intérêt général et à l'aide à la contractualisation ;
VU la circulaire n° DGOS/R1/DSS/2011/125 du 30 mars 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé ;

ARRETE

Article 1er : L'arrêté ARS/DT 54 N° 215/2011 du 29 décembre est modifié ainsi qu'il suit :

Le montant des ressources d'assurance maladie de la Maison Hospitalière SAINT-CHARLES est fixé pour l'année 2011, aux articles 2 à 4 du présent arrêté.

Article 2 : Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code la sécurité sociale est fixé à 3 715 619 €

Article 3 : Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, M.I.G.A.C., mentionnée à l'article L162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à 191 545 €

Article 4 : Le montant des forfaits annuels mentionnés à l'article L162-22-12 du code de la sécurité sociale sont fixés à :

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité d'accueil et de traitement des urgences ;

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de prélèvement d'organe ;

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de transplantation d'organes et de greffe de moelle osseuse ;

Article 5 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir auprès du secrétariat du tribunal compétent, dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 6 : Le délégué territorial de l'ARS Lorraine et le directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur de l'Agence Régionale de Santé et par délégation,
Le Délégué Territorial,
Philippe ROMAC

Arrêté n° 2012-01 du 2 janvier 2012 fixant la composition nominative du Conseil de Surveillance du Centre hospitalier de Saint-Nicolas-de-Port en Meurthe-et-Moselle

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;
VU le code de la santé publique, notamment ses articles L. 6143-5, L. 6143-6, R. 6143-1 à R. 6143-4 et R. 6143-12 ;
VU le décret n° 2010-336 du 31 mars 2010 portant création des agences régionales de santé ;
VU le décret n° 2010-361 du 8 avril 2010 relatif aux conseils de surveillance des établissements publics de santé ;
CONSIDERANT la demande de l'établissement en date du 14 décembre 2011 proposant le remplacement de Madame Martine TROHA par Madame Marie-Laure BORSA en qualité de représentante de la Commission de soins infirmiers, de rééducation et médico-techniques ;

ARRETE

Article 1er : Le conseil de surveillance du centre hospitalier de Saint-Nicolas-de-Port, rue du Jeu de Paume – 54210 SAINT-NICOLAS-DE-PORT (54), établissement public de santé de ressort communal est composé des membres ci-après :

I) Sont membres du conseil de surveillance avec voix délibérative :

* 1° en qualité de représentant des collectivités territoriales

- Monsieur Luc BINSINGER, maire de Saint-Nicolas-De-Port

- Madame Véronique HUCHOT, représentante de la communauté de communes Sel et Vermois

- Monsieur Jean-Claude PISSENEM, représentant du conseil général du département de Meurthe-et-Moselle

* 2° en qualité de représentant du personnel

- Madame Marie-Laure BORSA, représentante de la commission de soins infirmiers, de rééducation et médico-techniques ;

- Madame le Docteur Béatrice DUGNY, représentante de la commission médicale d'établissement ;

- Madame Henriette SALTEL-ISELLA, représentante désignée par les organisations syndicales ; (CFDT)

* 3° en qualité de personnalité qualifiée

- Monsieur Paul LETE, personnalité qualifiée désignée par le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé

- Monsieur Pierre VIDAL (UDAF) et Monsieur Stéphane VOINSON (Espoir 54), représentants des usagers désignés par le Préfet de Meurthe-et-Moselle

II) Sont membres du conseil de surveillance avec voix consultative

- Le vice Président du Directoire du Centre Hospitalier de Saint-Nicolas-De-Port

- Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine

- Le représentant de la structure chargée de la réflexion d'éthique au sein du Centre Hospitalier de Saint-Nicolas-de-Port (si cette structure existe)

- Le Directeur de la caisse d'assurance maladie de Meurthe-et-Moselle

- Monsieur Lionel DEBIEMME, représentant des familles de personnes accueillies en USLD et en EHPAD.

Article 2 : La durée des fonctions des membres du conseil de surveillance est fixée à cinq ans sous réserve des dispositions particulières prévues à l'article R. 6143-12 du code de la santé publique.

Article 3 : Un recours contre le présent arrêté peut être formé auprès du Tribunal administratif de Nancy dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté. A l'égard des tiers, ces délais courent à compter de la date de publication de la décision au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 4 : Le Directeur de l'Offre de Santé, de l'Autonomie et de l'Animation Territoriale est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Lorraine et au Recueil des actes administratifs de la préfecture de département de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 2 janvier 2012

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,
Jean-François BENEVEISE

Arrêté ARS/DT 54 n° 2012/021 du 12 janvier 2012 portant fixation d'un tarif de prestation applicable au Centre Hospitalier de Saint-Nicolas-de-Port au 1er janvier 2012 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 114 - N° FINESS Etablissement : 540 000 312

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale, notamment les articles L.162-22-12, L.162-22-14, L.174-1, L.174-4, L.162-22-16, R.162-32 à R.162-32-2 ;

VU le code de la santé publique, notamment les articles L.6145-1 et suivants ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée et notamment son article 33 ;

VU la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009, portant réforme de l'Hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

VU la loi n°2011-1977 du 28 décembre 2011 de financement de la sécurité sociale pour 2012 ;

VU l'ordonnance n° 2005-406 du 2 mai 2005 simplifiant le régime juridique des établissements de santé ;

VU le décret n° 2005-30 du 14 janvier 2005 modifié, relatif au budget des établissements de santé ;

VU le décret n° 2005-840 du 20 juillet 2005, relatif à la sixième partie (dispositions réglementaires) du code de la santé publique et modifiant certaines dispositions de ce code ;

VU le décret n° 2005-1474 du 30 novembre 2005, relatif à l'état des prévisions de recettes et de dépenses des établissements de santé ;

VU l'arrêté du 1er mars 2011, fixant pour l'année 2011, les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L.162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article L.351-1 du code de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU les arrêtés des 29 mars et 8 novembre 2011 fixant pour l'année 2011 les dotations régionales mentionnées à l'article L.174-1-1 du code de la sécurité sociale et les dotations régionales de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation ;

VU la circulaire n° DGOS/R1/2011/483 du 19 décembre 2011 relative à la campagne tarifaire 2011 des établissements de santé ;

VU l'arrêté ARS/DT 54 N° 200/2011 du 29 décembre 2011 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au centre hospitalier de Saint Nicolas de Port pour l'exercice 2011 ;

VU l'arrêté ARS-DT54 N° 118/2011 du 2 septembre 2011, portant fixation des tarifs de prestations applicables au centre hospitalier de Saint Nicolas de Port à effet du 1er août 2011 ;

CONSIDÉRANT l'avenant n° 8 au Contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens, signé le 31 janvier 2011 entre l'Agence régionale de santé et le centre hospitalier de Saint Nicolas de Port ;

ARRETE

Article 1er : A partir du 1er janvier 2012 sera appliqué pour la facturation des soins, l'hébergement des malades non couverts par les régimes d'assurance maladie et pour le calcul de la participation laissée à la charge des assurés, le tarif journalier de prestation suivant:

Hospitalisation de jour

50 – Hôpital de jour 207.65€

Article 2 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au greffe du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (4, rue Bénit - 54035 – NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois franc à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions des articles L.351-1 à L.351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 3 : Le Délégué Territorial de Meurthe et Moselle et le Directeur du centre hospitalier de Saint Nicolas de Port, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux Organismes de Sécurité Sociale et inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et par délégation,
Le Délégué Territorial,
Philippe ROMAC

Arrêté n° 20120113-022 du 13 janvier 2012 portant autorisation d'un lieu de recherches biomédicales piscine ronde Nancy Thermal

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le Code de la Santé Publique et notamment ses articles L.1121-3, L.1121-13 et R.1121-11 à R.1121-16 ;

VU l'arrêté du 12 mai 2009 fixant les conditions mentionnées à l'article R.1121-11 devant figurer dans la demande d'autorisation des lieux de recherches biomédicales prévues à l'article L.1121-11 du Code de la Santé Publique ;

VU l'arrêté du 29 septembre 2010 fixant les conditions d'aménagement, d'équipement, d'entretien et de fonctionnement ainsi que les qualifications nécessaires du personnel intervenant dans les lieux de recherches biomédicales devant faire l'objet d'une autorisation selon les articles L.1121-13 du Code de la Santé Publique ;

VU l'arrêté du 6 mai 2011 modifiant l'arrêté du 29 septembre 2010 fixant les conditions d'aménagement, d'équipement, d'entretien et de fonctionnement ainsi que les qualifications nécessaires du personnel intervenant dans les lieux de recherches biomédicales devant faire l'objet d'une autorisation selon les articles L.1121-13 du Code de la Santé Publique ;

VU la demande, par son Président, Monsieur André ROSSINOT, adressée au Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine en date du 22 novembre 2011 ;

VU la convention établie entre le CHU de NANCY et la communauté urbaine du Grand Nancy le 2 mars 2011 ;

VU le rapport d'enquête du Médecin Inspecteur de Santé Publique en date du xx, faisant suite à la visite des installations effectuée le 11 janvier 2012 ;

CONSIDERANT que le lieu envisagé est distinct d'un lieu de soins et par conséquent soumis à l'autorisation prévue par l'article L 1121-13 du Code de la Santé Publique ;

CONSIDERANT que le dossier présenté par la Communauté Urbaine du Grand Nancy réunit les conditions d'aménagement, d'équipement, d'entretien et de fonctionnement ainsi que les qualifications nécessaires du personnel intervenant dans les lieux de recherches biomédicales devant faire l'objet d'une autorisation selon l'article L 1121-13 du Code de la Santé Publique ;

CONSIDERANT les conclusions du rapport du Médecin Inspecteur de Santé Publique favorable à l'autorisation du lieu aux fins de recherches biomédicales ;

ARRETE

Article 1er : L'autorisation mentionnée à l'article L 1121-13 du Code de la Santé Publique, est accordée aux fins de recherches biomédicales pour les locaux de thermalisme aménagés dans le bâtiment de la piscine ronde de Nancy Thermal sis : 43 rue du Sergent Blandan - 54000 NANCY.

Ces recherches sont placées sous la responsabilité de l'investigateur : Madame le Professeur CHARY-WALCKENAERE, Service de Rhumatologie du C.H.U. de Nancy-Brabois.

Le projet est présenté par le promoteur de l'étude clinique, le C.H.U. de Nancy représenté par Monsieur Philippe VIGOUROUX, Directeur Général.

Article 2 : Cette autorisation de lieu concerne des recherches cliniques ayant pour objectif de comparer l'efficacité de deux types de soins thermaux (une « cure classique » et une « cure active ») dans la gonarthrose symptomatique en utilisant l'eau thermo-minérale de Nancy Thermal.

Il s'agit d'un essai clinique monocentrique, randomisé, en simple aveugle, de non infériorité comparant les deux types de prises en charge thermique.

Article 3 : Cette autorisation est délivrée pour une durée de **cinq ans** à compter de la date de notification du présent arrêté.

Si aucune recherche n'est entreprise dans l'année suivant la délivrance de l'autorisation, cette dernière devient caduque, sauf motifs dûment justifiés.

Toute modification relative aux éléments énumérés à l'article R 1121-3 du Code de la Santé Publique devra faire l'objet d'une nouvelle demande d'autorisation, dans les formes prévues à l'article R 1121-13 du même Code.

Article 4 : Le présent arrêté sera notifié au promoteur par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 5 : Les dispositions du présent arrêté pourront faire l'objet d'un recours, dans un délai de deux mois :

auprès du Ministre du Travail, de l'Emploi et de la Santé – 8 Avenue de Ségur, 75 350 PARIS SP 07, pour le recours hiérarchique ;

devant le Tribunal Administratif de Nancy, 5 Place de la Carrière, Case Officielle 20038, 54 036 NANCY Cedex, pour le recours contentieux ;

A compter de sa notification ou de sa publication au recueil des actes administratifs.

Article 6 : Le Directeur de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Région Lorraine et de la préfecture du département de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 13 janvier 2012

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,
Jean-François BENEVEISE

Veille et sécurité sanitaires et environnementales

Arrêté n° 525 du 8 décembre 2011 portant modifications à la composition nominative du Comité Départemental de l'Aide Médicale Urgente de la Permanence des Soins et des Transports Sanitaires de Meurthe-et-Moselle

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la santé publique, notamment ses articles L. 1435-5 et L. 6314-1, et R. 6313-1 et suivants ;

VU le décret n° 2006-672 du 8 juin 2006 relatif à la création, à la composition et au fonctionnement des commissions administratives à caractère consultatif ;

VU la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

VU le décret n° 2010-809 du 13 juillet 2010 relatif aux modalités d'organisation de la permanence des soins, notamment son article 4 ;

VU le décret n° 2010-810 du 13 juillet 2010 relatif au comité départemental de l'aide médicale urgente, de la permanence des soins et des transports sanitaires ;

VU l'arrêté n° 52 du 14 février 2011 portant composition nominative du Comité Départemental de l'Aide Médicale Urgente de la Permanence des Soins et des Transports Sanitaires de Meurthe-et-Moselle ;

CONSIDÉRANT les candidatures proposées conformément aux dispositions de l'article R 6313-1-1 du code de la santé publique ;

ARRETE

Article 1er : La composition du Comité Départemental de l'Aide Médicale Urgente, de la Permanence des Soins et des Transports Sanitaires, prévue à l'article 1er de l'arrêté n° 52 du 14 février 2011 portant composition nominative du Comité Départemental de l'Aide Médicale Urgente, de la Permanence des Soins et des Transports Sanitaires de Meurthe-et-Moselle, coprésidé par le Préfet ou son représentant, et le directeur général de l'agence régionale de santé ou son représentant, est modifiée comme suit :

1°) de représentants de collectivités territoriales :

a) un conseiller général désigné par le conseil général : Mme Dominique OLIVIER

b) deux maires désignés par l'association départementale des maires ou, à défaut, élus par le collège des maires du département, convoqué à cet effet par le préfet, à la représentation proportionnelle à la plus forte moyenne, sans adjonction ni suppression de noms et sans modification de l'ordre de présentation. Le vote peut avoir lieu par correspondance : M. Jean-Pierre HURPEAU, maire de Jarville-La-Malgrange – Mme Annie VILLA, maire-adjointe de Neuves-Maisons

2°) des partenaires de l'aide médicale urgente :

a) un médecin responsable du service d'aide médicale urgente et un médecin responsable de structure mobile d'urgence et de réanimation dans le département : M. le Docteur NACE (SAMU) – M. le Docteur Laurent DACCORDI (SMUR)

b) un directeur d'établissement public de santé doté, de moyens mobiles de secours et de soins d'urgence : M. Jean-Marc LALLEMAND, directeur du Centre hospitalier de Lunéville

c) le président du conseil d'administration du service d'incendie et de secours ou son représentant : M. Bernard LECLERC

d) le directeur départemental du service d'incendie et de secours ou son représentant : M. le Colonel Stéphane BEAUDOUX

e) le médecin-chef départemental du service d'incendie et de secours : M. Francis HUOT-MARCHAND

f) un officier de sapeurs-pompiers chargé des opérations, désigné par le directeur départemental des services d'incendie et de secours : M. Bruno CESCO

3°) des membres nommés sur proposition des organismes qu'ils représentent :

a) un médecin représentant le conseil départemental de l'Ordre des médecins : M. le Docteur Didier MASSE

b) quatre représentants de l'union régionale des professionnels de santé représentant les médecins : Mme le Docteur Angélique GLUZIKI – M. le Docteur Jean-Jacques DERLON – M. le Docteur Rémi UNVOIS – M. le Docteur Michel VIRTE

- c) un représentant du conseil de la délégation départementale de la Croix-Rouge Française : M. Cyril CORON
- d) deux praticiens hospitaliers proposés chacun respectivement par les deux organisations les plus représentatives au plan national des médecins exerçant dans les structures des urgences hospitalières : M. le Docteur VINCKEL (AMUHF) – M. le Docteur Ph. ATAIN KOUADIO (SAMU de France)
- e) un médecin proposé par l'organisation la plus représentative au niveau national des médecins exerçant dans les structures de médecine d'urgence des établissements de santé privés, lorsqu'elles existent dans le département : M. le Docteur Thierry POLET, président de la CME de la Clinique de Gentilly
- f) un représentant de chacune des associations de permanence des soins lorsqu'elles interviennent dans le dispositif de permanence des soins au plan départemental : M. le Docteur Joseph FABRE
- g) un représentant de l'organisation la plus représentative de l'hospitalisation publique : M. Jean LEFEVRE, directeur du Centre hospitalier de Pont-à-Mousson
- h) un représentant de chacune des deux organisations d'hospitalisation privée les plus représentatives au plan départemental, dont un directeur d'établissement de santé privé assurant des transports sanitaires : M. Renaud MICHEL (FEHAP) – Mlle Alexandra PAYA (FHP)
- i) un représentant de chacune des quatre organisations professionnelles nationales des transports sanitaires les plus représentatives au plan départemental : M. Anthony POIREL (CNSA) – M. Jérémy YVON (FNAA)
- j) un représentant de l'association départementale de transports sanitaires d'urgence la plus représentative au plan départemental : M. Joseph GIORDANO
- k) un représentant du conseil régional de l'Ordre des pharmaciens : Mme Monique DURAND
- l) un représentant de l'union régionale des professionnels de santé représentant les pharmaciens d'officine : M. Eric RUPINI
- m) un représentant de l'organisation de pharmaciens d'officine la plus représentative au niveau national : M. Jean GERARD
- n) un représentant du conseil départemental de l'Ordre des chirurgiens-dentistes : M. le Docteur Michel PASDZIERNY
- o) un représentant de l'union régionale des professionnels de santé représentant les chirurgiens-dentistes : M. le Docteur Marc AYMÉ
- 4°) un représentant des associations d'usagers : M. Bernard BLAISON (ALIRAS)

Article 2 : Le Préfet de Meurthe-et-Moselle et le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 3 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de NANCY, 5, place de la Carrière – 54000 NANCY, dans un délai de 2 mois à compter de sa publication.

Article 4 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,
Raphaël BARTOLT

Le Directeur Général de l'ARS de Lorraine,
Pour Jean-François BENEVEISE,
Marie-Hélène MAITRE

DIRECTION DE LA STRATEGIE

Arrêté n° 2012-011 du 10 janvier 2012 portant modifications à la composition de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie de Lorraine

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires et notamment l'article 118 codifié à l'article L 1432-2 du code de la santé publique ;

VU l'ordonnance n° 2010-177 du 23 février 2010 de coordination pour la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

VU le décret n° 2010-344 du 31 mars 2010 tirant les conséquences au niveau réglementaire de l'intervention de la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

VU le décret n° 2010-336 du 31 mars 2010 portant création des Agences Régionales de Santé ;

VU le décret n° 2010-348 du 31 mars 2010 relatif à la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie ;

VU le décret en date du 11 juillet 2011, portant nomination de Monsieur Jean-François BENEVEISE, en qualité de Directeur Général de l'ARS de Lorraine ;

VU l'arrêté n° 2011- 516 du 5 décembre 2011, portant modification de la composition de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie de Lorraine ;

ARRETE

Article 1er : La conférence régionale de la santé et de l'autonomie de Lorraine dont les missions sont définies par le décret du 31 mars 2010 est ainsi composée :

Collège n° 1 : Représentants des collectivités territoriales

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Conseillers régionaux	
Brigitte VAISSE (Conseillère Régionale)	Daouia BEZAZ (Conseillère Régionale)
Jacqueline FONTAINE (Vice Présidente au Conseil Régional)	Guy HARAU (Conseiller Régional)
Michèle GRUNER (Conseillère Régionale)	Maryvonne MUSSET (Conseillère Régionale)
Conseils généraux	
Michèle PILOT (Vice Présidente Conseil Général Meurthe et Moselle)	Béatrice LONGUEVILLE (Directrice Générale Adjointe aux Solidarités CG 54)
Jean-Marie MISSLER (Vice Président Conseil général de la Meuse)	Jean-François LAMORLETTE (Vice Président Conseil Général de la Meuse)
Alex STAUB (Vice Président Conseil Général de la Moselle)	Jean KARMANN (Vice Président Conseil Général de la Moselle)
Yannick DARS (Conseiller Général CG 88)	Jean-Pierre NOEL (Directeur Général Adjoint Conseil Général des Vosges)
Représentants des groupements de communes	
Philippe TARILLON (Président Groupement de Communes du VAL de FENSCH)	Philippe DAVID (Vice président Communauté de Communes)

Jacques FLORENTIN (Président Communauté de Communes SEILLE et MAUCHERE)	Chantal CHERY (Vice présidente Communauté de Communes)
Arsène LUX (Président Communauté de Communes de VERDUN)	Michel VEDEL (Conseiller communautaire)
Représentants des communes	
Isabelle KAUCIC (adjoindte au maire de Metz)	Laurent KALINOWSKI (Maire de Forbach)
Valérie JURIN (adjoindte au maire de Nancy)	Guy VATTIER (Maire de Briey)
Michel HEINRICH (maire d'Epinal)	Nelly JAQUET (Maire de Bar le Duc)

Collège n° 2 : Représentants des usagers de services de santé ou médico-sociaux

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Représentants des associations agréées	
Marie-Claude BARROCHE (Présidente Espoir 54)	Marie-Thérèse PRECHEUR (Déléguee Régionale UNAFAM)
Marie-Lise DUBIEF (Consommation logement et cadre de vie)	Marie-Hélène PRECHEUR (Vice Présidente France Dépression Lorraine)
Nathalie BAUCHAT (Le Planning Familial)	Angélique VINOLAS (Directrice AFM Alsace-Lorraine)
Marianne RIVIERE (Déléguee Régionale Alliance maladies rares)	Valérie DOLLE (Déléguee Régionale Association Grandir)
Rosario RUSSO (Président FNATH)	Michel BRICK (Président UPPC)
Marcel DOSSMANN (Directeur Général UDAF)	Frédéric GRAFF (Président Les Amis de la Santé en Moselle)
Josette BURY (Présidente AFTC)	Jean Philippe JULO (Délégué Départemental 54 Aides)
Jacques FROMENT (Président Comité Meuse ligue contre le cancer)	Jean-Paul CLEMENT (Représentant France Parkinson)
Représentants des associations de retraités et de personnes âgées	
Marius HAMANN (Confédération Française de l'Encadrement /Moselle)	Yves FICI (Union Syndicale des Retraités CGT/Moselle)
Marie-Thérèse ANDREUX (Représentante Retraités CFDT/Meurthe & Moselle)	Georges GIRARD (Fédération Générale Retraités Fonction Publique/Meurthe & Moselle)
Jean-Marcel HINGRAY (Fédération Générale Retraités de la Fonction Publique/Vosges)	Claude LEROY (Union Territoriale Retraités CFDT / Vosges)
René MASSON (Fédération Nationale Association Retraités de l'Artisanat)	Françoise LAMY (Union Territoriale Retraités CFDT/Meuse)
Représentants des associations des personnes handicapées	
Jean-Pierre HARTEL (UDAPEIM)	Michèle FRANOZ (Association ENVOL Lorraine)
Bertrand HESSE (Président Association Turbulence - Vosges)	Philippe BOURGOGNE (Président de la FMS - Vosges)
Emmanuel HOCHSTRASSER (Délégué départemental APF Meuse)	En attente de désignation
Geneviève MAUGUIN (URAPEDA)	Chantal HAVEN (Association Trisomie 21)

Collège n° 3 : Représentants des conférences de territoire

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Jean-Marie SCHLERET (Conférence de Territoire de Meurthe et Moselle - Collège 1)	Renaud MICHEL (Conférence de Territoire Meurthe et Moselle - Collège 1)
Roger CHARLIER (Conférence de Territoire de la Meuse - Collège 8)	Philippe BLANCHIN (Conférence de Territoire de la Meuse- Collège 8)
Christiane PALLEZ (Conférence de Territoire de la Moselle - Collège 2)	Marie RIBLET (Conférence de Territoire de la Moselle - Collège 2)
Luc LIVET (Conférence de Territoire des Vosges - Collège 2)	Grégory AUBRY (Conférence de Territoire des Vosges - Collège 2)

Collège n° 4 : Partenaires sociaux

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Représentants des organisations syndicales de salariés	
Bernadette HILPERT (CGT)	Sylvio CICCOTELLI (CGT)
Dominique TOUSSAINT (CFDT)	Claude ROMBACH (CFDT)
Pascale LINCK (CFTC)	Pascal SPLITTGERBER (CFTC)
Brigitte FIDRY (FO)	Didier BIRIG (FO)
Philippe ZUNINO (CFE-CGC)	Elise CUVILLON (CFE-CGC)

Représentants des organisations professionnelles d'employeurs	
Philippe TOURRAND (MEDEF)	Jacky FRANCOIS (MEDEF)
M. Jean BIWER (CGPME)	Pierre MULLER (CGPME)
Catherine GIRAUD (SYNEAS-AVSEA)	Abdelali FAHIME (SYNEAS-CMSEA)
Représentant des organisations syndicales représentatives des artisans, des commerçants et des professions libérales	
Bernard NICOLLE (Président Régional UNPL)	En attente de désignation
Représentant des organisations syndicales représentatives des exploitants agricoles	
Nathalie THOMAS (Organisation représentant les Exploitants agricoles)	Gérard RENOUARD (Organisation représentant les Exploitants agricoles)

Collège n° 5 : Acteurs de la cohésion et de la protection sociale

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Représentants des associations œuvrant dans le champ de la lutte contre la précarité	
Anne-Marie WORMS (Médecin du Monde)	Alain BUFFONI (administrateur FNARS)
Danièle SOMMELET (Présidente Départementale 54 Croix Rouge)	Chantal SIBUE-De CAIGNY (Représentante Délégation Régionale Lorraine ATD QUART MONDE)
Représentants de l'assurance vieillesse et de la branche accidents du travail-maladies professionnelles	
Hubert ATTENONT (Président du Conseil d'Administration CARSAT)	Jean-Louis OLAIZOLA (2 ^{ème} Vice-président CARSAT)
Anne Frédérique SIMS-LAGADEC (Directrice CARSAT)	Catherine VERONIQUE (Sous Directrice CARSAT)
Représentant des caisses d'allocations familiales	
Robert CANTISANI (Président du Conseil d'administration CAF 57)	Lucrezia BUVELL (Membre du Conseil d'administration CAF 57)
Représentant de la mutualité française	
Jean-Philippe MAMCARZ (Président Mutualité Française)	André LECOINTRE (Représentant UD 55)

Collège n° 6 : Acteurs de la prévention et de l'éducation pour la santé

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Représentants des services de santé scolaire	
Rozenn de LAVENNE (Infirmière Conseillère technique Rectorat Nancy-Metz)	Martine ROSENBACHER-BERLEMONT (Directrice service santé interuniversitaire)
Sylvie VAILLANT (Médecin directeur du SUMPPS)	Sylvie WOLTRAGER (Conseillère technique Service social rectorat)
Représentants des services de santé au travail	
Martine LEONARD (Médecin Inspecteur du Travail en Lorraine)	Patrick CUIGNET (Médecin - Service de Santé au travail du BTP)
Denis LECLERC (Médecin du Travail AMETRA)	Catherine VOIRY (Médecin – Service de Santé au travail)
Représentants des services départementaux de PMI	
Philippe BADOIT (Médecin Chef PMI)	Fabienne BAPTISTE SCHUTZ (Médecin Chef service PMI Metz Est)
Jean-Louis GERHARD (Médecin Adjoint Chef PMI)	Fati ALAOUI (Médecin Chef service PMI Saint-Avold)
Représentants des organismes œuvrant dans le champ de la promotion de la santé, prévention ou éducation pour la santé	
Jeanne MEYER (Présidente IREPS)	Marie PERSIANI (Directrice IREPS)
Muriel CONTE (Délégue Régionale ANPAA)	Martine DEMANGEON (Délégue Régionale ANITEA)
Représentant des organismes œuvrant dans les domaines de l'observation de la santé	
Michel BONNEFOY (Directeur ORSAS)	Pierre-Edouard BOLLAERT (Professeur d'Université)
Représentant des associations de protection de l'environnement agréées	
Norlhouda WERNAIN (Administratrice Conservatoire des Sites Lorrains)	Michèle JOCHEM-CANTAUD (Administratrice Conservatoire des Sites Lorrains)

Collège n° 7 : Offreurs des services de santé

TITULAIRES	SUPPLEANTS
Représentants des établissements publics de santé	
Philippe VIGOUROUX (Directeur Général du CHU de Nancy)	Thierry GEBEL (Directeur du CH d'Epinal)
Véronique ANATOLE-TOUZET (Directrice générale du CHR de Metz-Thionville)	Jean-Claude KNEIB (Directeur des hôpitaux de Sarreguemines)
	Gérard DELENA (Directeur CH de Sarrebourg)
Khalifé KHALIFE (Président de la CME du CHR Metz-Thionville)	Jean-Pierre MAZUR (Directeur du CH de Verdun)
Jean-Pascal PAREJA (Président de la CME du CPN de LAXOU)	Jean-Paul COLOTTE (Directeur du CH de Toul)

Représentants des établissements de santé à but lucratif	
Jacques DELFOSSE (Directeur d'établissement FHP)	Jean-Pierre TEYSSIER (Directeur d'établissement FHP)
Vincent MAUVADY (Président CME – FHP)	Christian BRETON (Président CME – FHP)
Représentants des établissements privés à but non lucratif	
Patrick LSTIBUREK (Directeur d'établissement FEHAP)	Camille BECK (Directeur d'établissement FEHAP)
José BIEDERMANN (Président CME – FEHAP)	Etienne ROYER (Président CME – FEHAP)
Représentant des établissements assurant des activités d'hospitalisation à domicile	
Marie Dominique AUGUSTIN (Directrice Nancy et agglomération HAD)	Jacqueline DELEAU (Médecin Coordonnateur HAD)
Représentants des personnes morales gestionnaires d'institutions accueillant des personnes handicapées	
Denis BUREL (Délégué Interrégional GEPSO)	Laurent SPANNAGEL (Directeur d'EHPAD)
Etienne FABERT (Délégué Régional FEGAPEI)	Alain RIOU (Directeur Général APEI Vallée de L'orne)
Alexandre HORRACH (Directeur général AEIM)	Gatien BEAUMONT (Directeur Général Adjoint AEIM)
Sylvie MATHIEU (Directrice URIOPSS)	Michel ULRICH (APF)
Représentants des personnes morales gestionnaires d'institutions accueillant des personnes âgées	
Vincent RENAULT (Directeur Général Alpha Santé)	Bernard MATHIEU (Directeur Maison Hospitalière Saint-Charles)
Hamid IDIRI (Directeur de l'EHPAD de Vic sur Seille)	Christophe GASSER (Directeur de la Maison de Retraite de Gerbéviller)
Gilbert MONPERRUS Vice-Pt CCAS Bar le Duc / Président UDCCAS Meuse)	en attente de désignation
Vincent POIROT (Directeur Résidence Pierre Herment à BAN ST MARTIN)	Catherine CHAIX (Directrice Résidence l'Oseraie à LAXOU)
Représentant des personnes morales gestionnaires d'institutions accueillant des personnes en difficulté sociale	
Guy RENARD (Administrateur FNARS)	Serge BEE (UDAF 57)
Représentant des centres de santé, des maisons et pôles de santé	
Marie-France GERARD (Président FEMALOR)	Audrey PATOUILLARD (Directrice des Œuvres CARMI)
Représentant des réseaux de santé	
Ivan KRAKOWSKI (Président ONCOLOR)	Marie-Yvonne GEORGE (Présidente Réseau Gérard Cuny)
Représentant de des associations de permanence des soins	
Jean-Baptiste GALLIOT (Président ASSUM 88)	Alain PROCHASSON (Président MEDIGARDE 57)
Médecin d'un SAMU-SMUR	
Lionel NACE (Directeur Médical SAMU 54)	Michel AUSSÉDAT (Directeur Médical SAMU 57)
Représentant des transporteurs sanitaires	
Dominique HUNAUT (ambulancier)	Denis SIEBENSCHUH (ambulancier)
Représentant des SDIS	
Eric FAURE (Directeur SDIS des Vosges)	Hervé BERTHOVIN (Directeur SDIS de la Meuse)
Représentant des organisations syndicales des médecins en établissements publics de santé	
Jean GARRIC (Délégué Général INPH)	Philippe SATTONNET (CPH)
Représentants des professionnels de santé	
Christophe WILCKE (Fédération des Syndicats Pharmaceutiques de France)	Guillaume PAQUIN (UNPF Lorraine)
Danièle ANTOINE (Fédération Nationale des Infirmiers)	Gilles CHESNEAU (Syndicat National des Infirmiers Libéraux)
Marc AYME (Président Syndicat chirurgiens dentistes M et M)	Jean-Luc MASSERANN (Président Syndicat chirurgiens dentistes Moselle)
Christine SPAHN (Membre du Syndicat Interdépartemental de l'ONSSF)	Laurence GUILLAUME (Présidente Syndicat Interdépartemental de l'ONSSF)
Corinne FRICHE (Fédération Nationale des Masseurs Kinésithérapeutes)	Arnaud SACHOT (Syndicat National des Masseurs Kinésithérapeutes)
Rémi UNVOIS (Président de l'URPS)	Michel VIRTE (Vice-président de l'URPS)
Représentant de l'ordre des médecins	
Vincent ROYAUX (Président de l'Ordre des Médecins)	Eliane ABRAHAM (Conseillère Ordinale Ordre des Médecins)
Représentant des internes en médecine	
Soydan KURUN (APIHNS)	Neelesh Deshpriya DHUNY (RAOUL-IMG)

Collège n° 8 : Personnalités qualifiées

- Jean-François COLLIN - Maître de Conférence - Ecole de Santé Publique
- Thierry GODEFROY - Directeur Médical – UC-CMP

Article 2 : Sont appelés à siéger, avec voix consultative, aux travaux de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie :

- Le Préfet de Région,
- Le Président du Conseil Economique et Social Régional,
- Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,
- Le Directeur Régional des Entreprises, de la Concurrence et de la Consommation, du Travail et de l'Emploi,
- Le Directeur Régional de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt,
- Le Directeur Régional des Affaires Culturelles,
- Le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement,
- Le Directeur Régional des Finances Publiques,
- Le Directeur Régional de la Jeunesse, des Sports et de la Cohésion Sociale,
- Le Recteur de l'Académie Nancy-Metz,
- Un membre des Conseils des organismes locaux d'assurance maladie du régime général,
- Un représentant du Régime Local d'Alsace Moselle,
- Un administrateur d'un organisme local d'assurance maladie relevant de la Mutualité Sociale Agricole,
- Le Président de la Caisse de base du Régime Social des Indépendants.

Article 3 : Le mandat des membres de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie de Lorraine est de quatre ans, renouvelable, une fois.

Article 4 : Le secrétariat de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie est assuré par l'Agence Régionale de Santé de Lorraine.

Article 5 : Dans les deux mois de sa notification ou de sa publication, le présent arrêté peut faire l'objet, soit d'un recours gracieux devant l'autorité compétente, soit d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent.

Article 6 : Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé, en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Lorraine et des préfectures de chacun des départements de la région.

Nancy le 10 janvier 2012

Le Directeur Général de l'Agence Régionale
De Santé de Lorraine
Jean-François BENEVEISE

Arrêté n° 2012-012 du 10 janvier 2012 portant modification des membres de la Commission Spécialisée de l'Organisation des Soins de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie de Lorraine

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

Vu le code de la santé publique ;

Vu la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires et notamment l'article 118 codifié à l'article L 1432-2 du code de la santé publique;

Vu l'ordonnance n° 2010-177 du 23 février 2010 de coordination pour la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

Vu le décret n° 2010-344 du 31 mars 2010 tirant les conséquences au niveau réglementaire de l'intervention de la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

Vu le décret n° 2010-336 du 31 mars 2010 portant création des Agences Régionales de Santé ;

Vu le décret n° 2010-348 du 31 mars 2010 relatif à la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie ;

Vu le décret en date du 11 juillet 2011, portant nomination de Monsieur Jean-François BENEVEISE, en qualité de Directeur Général de l'ARS de Lorraine ;

Vu les arrêtés portant modification de la composition de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie de Lorraine ;

Vu l'arrêté n° 2011 - 405 du 21 octobre 2011, portant nomination des membres de la Commission Spécialisée de l'Organisation des Soins de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie de Lorraine ;

A R R E T E

Article 1er : La Commission spécialisée de l'organisation des soins constituée au sein de la Conférence Régionale de la santé et de l'Autonomie de Lorraine, est composée comme suit :

Collège n° 1 : Représentants des collectivités territoriales

Titulaires	Suppléants
Brigitte VAISSE (Conseillère Régionale)	Daouia BEZAZ (Conseillère Régionale)
Michèle PILOT (Vice-présidente Conseil Général de Meurthe et Moselle)	Béatrice LONGUEVILLE (CG 54)
Arsène LUX (Pt Communauté de Communes de Verdun)	Michel VEDEL (Conseiller Communautaire)
Valérie JURIN (Adjointe au Maire de Nancy)	Guy VATTIER (Maire de Briey)

Collège n° 2 : Représentants des usagers de services de santé ou médico-sociaux

Titulaires	Suppléants
Marianne RIVIERE (Déléguee Régionale Alliance maladies rares)	Valérie DOLLE (Déléguee Régionale Association Grandir)
Jacques FROMENT (Président Comité Meuse ligue contre le cancer)	Jean-Paul CLEMENT (Représentant France Parkinson)
Marius HAMANN (Vice-président CODERPA Moselle)	Yves FICI (Union Syndicale des Retraités CGT/Moselle)
Geneviève MAUGUIN (URAPEDA)	Chantal HAVEN (Association Trisomie 21)

Collège n° 3 : Représentant des Conférences de Territoire

Titulaires	Suppléants
Christiane PALLEZ (Conférence de Territoire de la Moselle - collège 2 - Vice présidente CCAS Metz)	Marie RIBLET (Conférence de Territoire de la Moselle - collège 2 - administrateur CMSEA)

Collège n° 4 : Partenaires sociaux

Titulaires	Suppléants
Dominique TOUSSAINT (CFDT)	Claude ROMBACH (CFDT)
Bernadette HILPERT (CGT)	Sylvio CICCOTELLI (CGT)
Brigitte FIDRY (FO)	Didier BIRIG (F.O.)
Philippe TOURRAND (MEDEF)	Jacky FRANCOIS (MEDEF)
Bernard NICOLLE (Président Régional UNPL)	En attente de désignation
Nathalie THOMAS (Organisation représentant les exploitants agricoles)	Gérard RENOARD (Organisation représentant les Exploitants Agricoles)

Collège n° 5 : Acteurs de la cohésion et de la protection sociale

Titulaires	Suppléants
Anne-Frédérique SIMS-LAGADEC (Directrice CARSAT NORD EST)	Catherine VERONIQUE (Sous Directrice CARSAT)
Jean-Philippe MAMCARZ (Président de la Mutualité Française)	André LECOINTRE (Représentant UD 55)

Collège n° 6 : Acteurs de la prévention et de l'éducation pour la santé

Titulaires	Suppléants
Muriel CONTE (Déléguée Régionale ANPAA)	Martine DEMANGEON (Déléguée Régionale ANITEA)
Michel BONNEFOY (Directeur ORSAS)	Pierre Edouard BOLLAERT (Professeur d'Université)

Collège n° 7 : Offreurs des services de santé

Titulaires	Suppléants
Philippe VIGOUROUX (Directeur Général CHU Nancy)	Thierry GEBEL (Directeur du CH d'Epinal)
Véronique ANATOLE TOUZET (Directrice Générale CHR Metz Thionville)	Jean-Claude KNEIB (Directeur des Hôpitaux de Sarreguemines)
Attente de désignation	Gérard DELENA (Directeur des CH de Sarrebourg)
Khalifé KHALIFE (Président de la CME CHR Metz-Thionville)	Jean Pierre MAZUR (Directeur CH Verdun)
Jean Pascal PAREJA (Président de la CME CPN de Laxou)	Jean-Paul COLOTTE (Directeur du CH de Toul)
Jacques DELFOSSE (Directeur d'établissement FHP)	Jean Pierre TEYSSIER (Directeur Etablissement FHP)
Vincent MAUVADY (Président CME - FHP)	Christian BRETON (Président CME – FHP)
Patrick LSTIBUREK (Directeur d'établissement FEHAP)	Camille BECK (Directeur Etablissement FEHAP)
José BIEDERMANN (Président CME - FEHAP)	Etienne ROYER (Président CME – FEHAP)
Marie-Dominique AUGUSTIN (Directrice HAD Nancy et agglomération)	Jacqueline DELEAU (Médecin Coordonnateur HAD)
Marie-France GERARD (Présidente FEMALOR)	Audrey PATOUILLARD (Directrice des Œuvres de la CARMI)
Ivan KRAKOWSKI (Président ONCOLOR)	Marie-Yvonne GEORGE (Présidente Réseau Gérard Cuny)
Jean-Baptiste GALLIOT (Président ASSUM 88)	Alain PROCHASSON (Président MEDIGARDE 57)
Lionel NACE (Directeur Médical SAMU 54)	Michel AUSSÉDÉ (Directeur Médical SAMU 57)
Dominique HUNAULT (Ambulancier)	Denis SIEBENSCHUH (Ambulancier)
Eric FAURE (Directeur SDIS Vosges)	Hervé BERTHOVIN (Directeur du SDIS de la Meuse)
Jean GARRIC (Délégué Général INPH)	Philippe SATTONNET (CPH)
Christine SPAHN (membre CDO Sages Femmes Moselle)	Laurence GUILLAUME (Présidente Syndicats Interdépartemental ONSSF)
Marc AYME (Président Syndicat des Chirurgiens Dentistes de Meurthe et Moselle)	Jean Luc MASSERANN (Président Syndicat chirurgiens dentistes de Moselle)
Corinne FRICHE (Fédération Nationale des Masseurs Kiné)	Arnaud SACHOT (Syndicat National des Masseurs Kiné)
Rémi UNVOIS (Président de l'URPS))	Michel VIRTE (Vice président de l'URPS)
Vincent ROYAUX (Président de l'Ordre des Médecins)	Eliane ABRAHAM (Conseillère Ordinale Ordre des Médecins)
Soydan KURUN (APIHNS)	Neelesh DHUNY (RAOUL – IMG)

Représentants de la Commission Spécialisée dans le domaine des prises en charge et accompagnements médico-sociaux

Titulaires	Suppléants
Sylvie MATHIEU (Directrice URIOPSS)	Michel ULRICH (APF)
Vincent POIROT (Directeur Résidence Pierre Herment à Ban Saint Martin)	Catherine CHAIX (Directrice Résidence l'Oseraie à LAXOU)

Article 2 : La Présidente de la Commission spécialisée de l'organisation des soins est Mme Brigitte VAISSE.

Le Vice-président est M. Rémi UNVOIS.

Article 3 : Dans les deux mois de sa notification ou de sa publication, le présent arrêté peut faire l'objet, soit d'un recours gracieux devant l'autorité compétente, soit d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent de Nancy.

Article 4 : Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé, en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Lorraine et des préfectures de chacun des départements de la région.

Nancy le 10 janvier 2012

Le Directeur Général de l'Agence Régionale
De Santé de Lorraine
Jean-François BENEVEISE

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES

AGRICULTURE - FORET - CHASSE

Arrêté 2011/DDT54/AFC/407 du 26 décembre 2011 relatif fixant la composition de la commission consultative paritaire des baux ruraux de Meurthe-et-Moselle

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le livre IV du code rural (partie réglementaire) et son article R 414-1 fixant la composition de la commission consultative paritaire départementale des baux ruraux,

VU l'arrêté préfectoral du 26 mai 2011 modifiant l'arrêté fixant la liste des organisations syndicales à vocation générale d'exploitants agricoles représentatives dans le département de Meurthe-et-Moselle,

VU l'arrêté préfectoral du 12 février 2010 proclamant l'élection des membres assesseurs des tribunaux paritaires des baux ruraux de Brie, Lunéville et Nancy et des membres de la commission départementale consultative des baux ruraux pour les circonscriptions de Brie, Lunéville et Nancy,

VU les propositions de M. PAQUIN Président le FDSEA, de M. PIARD Président des Jeunes Agriculteurs et de M. François. TOUSSAINT, Président de la Coordination rurale.

ARRETE

Article 1er : Les dispositions de l'arrêté préfectoral du 09 juillet 2002 sont abrogées.

Article 2 : La commission consultative paritaire départementale des baux ruraux prévue à l'article R 414-1 du code rural est constituée ainsi qu'il suit pour le département de Meurthe-et-Moselle :

Président :

- Le préfet ou son représentant.

1°) Membres de droit :

- M. le directeur départemental des territoires ou son représentant

- M. le président de la Chambre départementale d'agriculture ou son représentant

- M. Christian RENAUDIN, représentant la Fédération Départementale des Syndicats d'Exploitants Agricoles

- M. Jean-Philippe BASTIEN, représentant les Jeunes Agriculteurs

- M. François TOUSSAINT, représentant de la Coordination rurale

- M. le président du Syndicat Départemental de la Propriété Agricole ou son représentant

- M. le président de l'organisation départementale des fermiers et des métayers ou son représentant

- M. le président de la Chambre Départementale des Notaires ou son représentant.

2°) Membres élus :

* Collège des bailleurs :

- M. Roland REINERT - titulaire

- M. Jacques PANOT - titulaire

- M. Denis DORION - suppléant

- M. Pierre HARDOUIN - suppléant

- M. Christian CHERRIER - titulaire

- M. Bernard GENAY - titulaire

- M. Mme Evelyne ANDRE - suppléant

- M. Marcel MARCHAND - suppléant

- M. Marc PEULTIER - titulaire

- M. Gérard OUDOT - titulaire

- M. Jean MASSON - suppléant

- M. François TOUSSAINT - suppléant

* Collège des preneurs :

- M. Eric GILLARDIN - titulaire

- M. Philippe MANGEOT - titulaire

- M. Christophe GERARD - suppléant

- M. Vincent DAVILLE - suppléant

- M. Pascal PIERRON - titulaire

- Mme Isabelle GUILLAUMONT - titulaire

- Mme Bérengère VUILLEMIN - suppléant

- M. Rémi VUILLAUME - suppléant

- M. Jean-Marc REIGNIER - titulaire

- M. Olivier BASTIEN - titulaire

- M. Vincent ORY - suppléant

- M. Denis SCHMITT - suppléant.

Article 3 : Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle sont chargés de l'exécution du présent arrêté, qui sera adressé à chacun des intéressés, à titre de notification et qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe- et- Moselle.

Nancy, le 26 décembre 2011

Le Préfet,
Raphaël BARTOLT

Décision de la commission départementale de la chasse et de la faune sauvage formation spécialisée pour l'indemnisation des dégâts de gibier aux cultures et aux récoltes agricoles - Année 2011

Le barème d'indemnisation des dégâts de gibier aux cultures et aux récoltes agricoles a été fixé comme suit pour la campagne en cours :
Barème d'indemnisation (4^{ème} partie) :

Maïs grain (€)	Maïs ensilage (€)	Tournesol (€)	Betterave (€)
14,80	3,30	36,70	2,63

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental,
Christophe FOTRÉ

Arrêté 2012/DDT54/AFC/Association foncière/006 du 12 janvier 2012 approuvant les statuts de l'association foncière de Moyen

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU l'ordonnance n° 2004-632 du 1er juillet 2004 relative aux associations syndicales des propriétaires et notamment son article 60 ;
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
VU le décret n° 2006-504 du 03 mai 2006 portant application de l'ordonnance n° 2004-632 du 1er juillet 2004 et notamment ses articles 13,19,20,40 et 102 ;
VU les dispositions du code rural en vigueur au 31 décembre 2005 ;
VU l'arrêté préfectoral en date du 08 septembre 2011 portant délégation de signature à M. Alexis ANDRES, sous-préfet de l'arrondissement de Lunéville ;
VU l'arrêté préfectoral en date du 20 juillet 1965 portant institution de l'association foncière de MOYEN ;
VU la proposition du bureau de l'association foncière de MOYEN en date du 6 septembre 2011 ;
VU la délibération de l'assemblée des propriétaires de l'association foncière de MOYEN en date du 10 octobre 2011 portant adoption des statuts proposés par le bureau de l'association ;
VU les statuts de l'association foncière de MOYEN ;
VU le courrier du président de l'association foncière transmettant les statuts de l'association, reçu à la direction départementale des territoires de Meurthe-et-Moselle le 27 octobre 2011 ;
SUR proposition du directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : Les statuts de l'association foncière de MOYEN, tels qu'adoptés par l'assemblée de ses propriétaires par délibération du 10 octobre 2011, sont approuvés.

Article 2 : Le sous-préfet de Lunéville et le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché à la mairie de MOYEN, adressé au président de l'association foncière de MOYEN, à qui il appartiendra de le notifier avec les statuts aux différents propriétaires et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Lunéville, le 12 janvier 2012

Pour le Préfet et par délégation,
Le Sous-Préfet de Lunéville,
Alexis ANDRES

Délais et voies de recours : Le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Arrêté n° 009 du 10 janvier 2012 concernant l'utilisation de sources lumineuses pour des comptages nocturnes d'animaux sauvages dans le département

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'environnement ;
VU le code de la route ;
VU l'arrêté ministériel du 1er août 1986 modifié, relatif à divers procédés de chasse, de destruction des animaux nuisibles et à la reprise de gibier vivant dans un but de repeuplement, et notamment l'article 11 bis ;
VU la nécessité de procéder à des comptages nocturnes pour suivre l'évolution des populations de lièvres, renards et cervidés dans le département ;
VU la demande présentée par le directeur du service technique de la fédération départementale des chasseurs de Meurthe-et-Moselle concernant l'utilisation de sources lumineuses ;

ARRETE

Article 1er : Le personnel technique de la fédération départementale des chasseurs est chargé de mettre en place des comptages nocturnes par Indice Kilométrique d'Abondance et est autorisé à utiliser des sources lumineuses pour le suivi des populations de lièvres, renards et cervidés sur les massifs cynégétiques n° 1 à 3 – 4A – 4B – 5 à 7 – 8A – 8B – 9A – 9B – 10 – 11A – 11B – 12 à 21 – 23 à 30 – 31 A – 31 B – 32A et 32B du plan de chasse cervidés départemental, comprenant chacun les communes listées ci-après :

Massif	Dates	Circuit	Communes concernées
1	27 janvier – 3 – 7 - 10 - 17 – 21 – 24 – 28 février 2012		Othe - Epiez sur Chiers - Charency Vezin - Villers le Rond - Saint Jean lès Longuyon - Petit Faily - Grand Faily - Allondrelle la Malmaison - Villette - Colmey - Longuyon - Viviers sur Chiers - Montigny sur Chiers - Cons la Grandville - Villers la Chèvre - Fresnois la Montagne - Tellancourt - Saint Pancré - Ville Houdlemont - Gorcy - Cosnes et Romain - Longwy - Lexy
2	13 – 20 – 25 janvier 1 – 8 – 15 - 17 – 22 février 2012		Mont Saint Martin - Longlaville - Saulnes - Herserange - Hussigny Godbrange - Thil - Villerupt - Tiercelet - Crusnes
3			Rehon - Mexy - Haucourt Moulaine - Cutry - Chenières - Villers la Montagne - Ugny - Doncourt lès Longuyon - Laix - Morfontaine - Tiercelet - Bréchain la Ville - Errouville - Fillières - Serrouville - Beuvillers - Malavillers - Mercy le Haut - Joppécourt - Ville au Montois - Baslieux - Beuveille - Pierrepont - Boismont - Bazailles - Han Devant Pierrepont - Mercy le Bas - Saint Supplet - Xivry Circourt - Preutin Higny - Domprix - Avillers - Audun le Roman
4A	18 – 24 janvier - 1 – 9 - 16 – 23 – 29 février 2012		Sancy - Anderny - Murville - Landres - Mont Bonvillers - Mairy Mainville - Tucquegnieux - Trieux - Bettainvillers - Mancieulles - Mance - Avril - Briey - Moutiers - Joeuf - Homécourt - Valleroy - Auboué - Moineville
4B			Piennes - Joudreville - Norroy le Sec - Anoux - Lantéfontaine - Lubey - Les Baroches - Ozerailles - Abbeville lès Conflans - Thuméréviller - Mouville - Béchamp - Fléville Lixières - Gondrecourt Aix - Affléville
5	2 – 9 - 15 – 17 – 21 - 24 – 28 février 2012		Hatrive - Labry - Giraumont - Batilly - Saint Ail - Jouaville - Doncourt lès Conflans - Saint Marcel - Bruville - Mars la Tour - Hannonville Suzémont - Ville sur Yron - Brainville - Allamont - Friaucourt - Jarny - Conflans en Jarnisy - Puxe - Boncourt - Jeandelize - Olley - Sponville - Puxieux - Xonville - Chambley Bussièrres - Hagéville
6	19 - 26 – 31 janvier 7 - 10 - 16 – 22 février 2012		Vandières - Prény - Thiaucourt Regniéville - Viéville en Haye - Vilcey sur Trey - Villers sous Prény - Norroy lès Pont à Mousson - Fey en Haye - Limey Remenauville - Euvezin - Pannes - Bouillonville - Essey et Maizerais - Saint Baussant - Flirey - Seicheprey - Bernécourt
7	19 – 26 – 31 janvier 7 – 10 - 16 - 22 février 2012		Dampvitoux - Dommartin la Chaussée - Saint Julien lès Gorze - Vandelainville - Bayonville sur Mad - Onville - Arnerville - Waville - Villecey sur Mad - Charey - Rembercourt sur Mad - Jaulny - Xammes
8A	17 – 18 - 20 – 24 – 25 – 31 janvier 1 - 3 –		Montauville - Mamey - Jézainville - Blénod lès Pont à Mousson - Griscourt - Gézoncourt - Martincourt - Lironville - Noviant aux Prés - Manonville - Domèvre en Haye - Rogéville - Tremblecourt - Manoncourt en Woivre - Minorville - Grosrouvres - Villers en Haye
8B	7 février 2012		Dieulouard - Belleville - Saizerais - Rosières en Haye - Avrainville - Jaillon - Andilly - Bouvron - Francheville - Villey Saint Etienne - Liverdun
9A	16 - 19 – 21 – 27 - 30 – 31 janvier 3 – 10 - 17 février 2012		Hamonville - Mandres aux 4 Tours - Royaumeix - Ansaucourt - Ménéville la Tour - Sanzey - Boucq - Lagney - Trondes
9B			Lucey - Bruley - Toul - Laneuveville Derrière Foug - Pagney Derrière Barine - Lay Saint Rémy - Foug - Ecrouves
10	20 – 27 30 – 31 Janvier 3 – 6 – 8 – 10 – 13 février 2012		Eply - Raucourt - Mailly sur Seille - Phlin - Thézey Saint Martin - Abaucourt - Rouves - Morville sur Seille - Port sur Seille - Clémery - Nomeny - Létrécourt - Chenicourt - Jeandelaincourt - Arraye et Han - Armaucourt - Lanfroicourt - Moivrons - Sivry - Belleau - Landremont - Sainte Geneviève - Loisy - Bezaumont - Atton
11A			
11B			Ville au Val - Autreville sur Moselle - Millery - Custines - Malleloy - Faulx - Bratte - Villers lès Moivrons - Leyr - Monteny - Bouxières aux Dames -
12	11 – 17 - 27 – 30 janvier 15 février 2012		Dommarthemont - Malzéville - Agincourt – Eulmont – Lay st Christophe – Dommartin s/s Amance – Bouxières aux Chênes - Laneuvelotte – Velaine – Seichamps – Dommartin – Laître - Amance - Cerville – Champenoux – Velaine s/s Amance – Pulnoy – Saulxures lès Nancy - Réméréville – Mazerulles – Erbéviller – Champenoux - Brin s/ Seille – Bey s/ Seille - Moncel – Bezange – Sornéville – Varangéville – Buissoncourt - Haraucourt - Lenoncourt – Art sur Meurthe - Drouville – Serres – Courbesseaux – Hoéville – Réméréville – Gellenoncourt – Maixe – Valhey – Einville au Jard - Arracourt – Juvrecourt – Réchicourt - Athienville - Bathelémont - Coincourt – Xures – Bures – Réchicourt – Parroy – Hénaménil - Bauzemont
13	1 - 2 - 3 - 6 - 8 – 10 – 14 février 2012		Aingeray - Sexey lès Bois - Velaine en Haye - Fontenoy sur Moselle
14			Gondreville - Dommartin lès Toul - Chaudeney sur Moselle - Villey le Sec
15	11 - 12 – 13 – 16 - 18 - 20 – 23 janvier 2012	15 Nord	Blénod-lès-Toul, Bulligny, Charmes-la-Côte, Choley-Ménillot, Domgermain, Gye, Mont-le-Vignoble, Moutrot
		15 E	Allamps, Bagneux, Barisey-la-Côte, Bulligny, Colombey-lès-Belles, Crézilles
		15 O	Barisey-au-Plain, Gibeauve, Mont-l'Etré, Saulxures-lès-Vannes, Uruffe, Vannes-le-Châtel
16	16 – 17 – 19 – 23 – 25 – 30 janvier 2012	16 O	Ochey, Sexey aux Forges, Pierre la Treiche, Biqueley
		16 E	Houdelmont, Pierreville, Xeuille, Bainville sur Madon, Maizières, Pont Saint Vincent, Viterne
17	18 - 19 - 20 - 23 - 25 - 30 janvier 1 février 2012	17 NE	Théod, Parey Saint Césaire, Autrey, Houdreville, Hammeville, Vitrey

		17 NO	Germigny, Crépey, Selaincourt, Dolcourt, Goviller, Favières, Saulxerotte, Battigny, Gélaucourt, Laloef, Vitrey
		17 S	Laloef, Gélaucourt, Battigny, Vandeleuille, Fécocourt, Aboncourt, Beuvezin, Tramont-Lassus, Tramont-Emy, Tramont-Saint-André.
18	23 - 24 - 26 - 30 janvier 1 - 3 février 2012	18 N	Frolois, Pulligny, Ceintrey, Voinémont, Benney, Lemainville, Ormes et Ville.
		18 S	Ormes et Ville, Haroué, Crantenoy, Vaudeville, Vaudigny, Xirocourt, Bralleville, Germonville.
19	25 - 26 - 30 - 31 janvier 1 - 2 - 3 - 6 - 8 - 10 février 2012	19 N	Clérey sur Brénon, Omelmont, Gerbécourt et Happlemont, Affracourt, Tantonville, Quevilloncourt, Etreval, Thorey Lyautey, Vroncourt, Ognéville, Vézelize.
		19 M	Jevoncourt, Saint-Firmin, Housséville, Praye, Forcelles Saint Gorgon, Chaouilley, Forcelles sous Gugney, Gugney, They sous Vaudémont, Eulmont, Vaudémont, Dommarie-Eulmont, Thorey-Lyautey.
		19 S	Saxon-Sion, Gugney, Forcelles sous Gugney, Diarville, Bouzanville, Fraignes en Saintois, Courcelles, Grimonviller.
20	10 - 18 - 26 janvier 2 - 9 février 2012		Ceintrey - Benney - Crevéchamps - Saint Remimont - Neuville sur Moselle - Laneuveville devant Bayon - Roville devant Bayon - Crantenoy - Leménil Mitry - Vaudeville - Mangonville - Bainville aux Miroirs - Grippont
21			Lupcourt - Manoncourt en Vermois - Rosières aux Salines - Coyviller - Azelot - Burthecourt aux Chênes - Tonnoy - Ferrières - Saffais - Vigneulles - Barbonville - Haussonville - Velle sur Moselle - Saint Mard - Domptail en l'Air - Romain - Lorey - Roville devant Bayon
22	Non compté		
23	1 - 7 - 10 - 17 - 24 février 2 - 9 mars 2012		Hudiviller - Anthelupt - Vitrimont - Fléville devant Nancy - Laneuveville devant Nancy - Sommerviller - Flainval - Crévic - Deuxville - Bauzémont - Raville sur Sanon - Bienville la Petite - Bonviller - Jolivet - Chanteheux - Moncel lès Lunéville - Rehainviller - Ville en Vermois
24	17-24 février 2 - 9 Mars 2012		Crion - Sionviller - Hénaménil - Parroy - Mouacourt - Xures - Vaucourt - Xousse - Remoncourt - Emberménil - Laneuveville aux Bois - Marainviller - Croismare -
25	1 - 7 - 10 - 17 - 24 février 2 - 9 mars 2012		Chazelles sur Albe - Saint Martin - Blémery - Domjevin - Manonviller - Leintrey - Vého - Reillon - Gondrexon - Autrepierre - Verdental - Avricourt - Repaix - Igney - Amenoncourt - Domèvre sur Vezouze - Herbéviller - Thiébauménil
26	12 - 16 - 24 - 31 janvier - 16 février 2012		Gogney - Tanconville - Frémonville - Blâmont - Barbas - Harbouey - Domèvre sur Vezouze - Halloville - Nonhigny - Parux - Montreux - Ancerviller - Neuville lès Badonviller - Saint Maurice aux Forges - Sainte Pôle - Montigny - Mignéville - Herbéviller
27			Bertrambois - Val et Chatillon - Cirey sur Vezouze - Petitmont
28			Merviller - Vacqueville - Pexonne - Fenneviller - Badonviller - Neufmaisons - Veney - Baccarat
29	13 - 19 - 25 janvier 8 - 13 février 2012		Fontenoy la Joute - Glonville - Deneuvre - Lachapelle - Thiaville sur Meurthe
30	12 - 16 - 24 - 31 janvier 16 février 2012		Marainviller - Moncel lès Lunéville - Laronxe - Saint Clément - Chenevières - Azerailles - Gélaucourt - Brouville - Reherrey - Vaxainville - Hablainville - Pettonville - Reclonville - Buriville - Ogéviller - Fréménil - Bénaménil - Thiébauménil
31A	13 - 19 25 janvier 8 - 13 février 2012		Hériménil - Rehainviller - Xermaménil - Fraimbois - Gerbéviller
31B			Fraimbois - Gerbéviller - Réménoville - Seranville - Vallois - Moyen - Vathiménil - Fliin
32A			Damelevières - Blainville sur l'Eau - Mont sur Meurthe - Lamath - Franconville - Haudonville - Morviller - Clayeures - Froville - Einvaux - Méhoncourt - Landécourt - Charmois - Haignéville - Brémontcourt
32B			Virecourt - Mangonville - Bainville aux Miroirs - Villacourt - Saint Germain - Loromontzey - Saint Rémy aux Bois - Borville - Rozelieures - Saint Boingt - Vennezey - Essey la Côte - Giriviller - Mattexey - Magnières

Article 2 : Cette autorisation est valable du 10 janvier au 9 mars 2012 en fonction des numéros de massifs cynégétiques comptés. Elle pourra être révoquée à tout moment en cas de non-respect des conditions d'utilisation.

Article 3 : Le service technique de la fédération départementale des chasseurs est chargé d'informer directement les services de gendarmerie ou de police et les maires des communes concernées de ces dates de comptage.

Article 4 : Le secrétaire général de la préfecture, madame et messieurs les sous-préfets, le directeur départemental des territoires et le président de la fédération départementale des chasseurs de Meurthe-et-Moselle sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée aux chefs du service départemental de l'office national de la chasse et de la faune sauvage, colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle, directeur départemental de la sécurité publique, directeur de l'agence de Meurthe-et-Moselle de l'office national des forêts, et sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 10 janvier 2012

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental,
Christophe FOTRÉ

ENVIRONNEMENT - EAU - BIODIVERSITE

Arrêté n° 54-DDT-DECHETS-2012-0001 du 8 janvier 2012 portant autorisation d'exploiter une installation de stockage de déchets inertes pris en application de l'article L.541-30-1 du code de l'environnement

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le règlement (CE) du Parlement européen et du Conseil n°1013/2006 du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets ;
VU le code de l'environnement, et notamment ses articles L 541-2-1-II, concernant les déchets ultimes, et L.541-30-1, concernant les ISDI, ainsi que les articles R.541-65 à R.541-75 et les articles R.541-80 à R.541-82 ;

VU le décret n°88-466 du 28 avril 1988 modifié relatif aux produits contenant de l'amiante ;
 VU l'arrêté du 7 juillet 2005 fixant le contenu des registres mentionnés à l'article 2 du décret n°2005-635 du 30 mai 2005 relatif au contrôle des circuits de traitement de déchets et concernant les déchets dangereux et les déchets autres que dangereux ou radioactifs ;
 VU l'arrêté du 29 juillet 2005 modifié fixant le formulaire du bordereau de suivi des déchets dangereux mentionné à l'article 4 du décret n°2005-635 du 30 mai 2005 ;
 VU l'arrêté du 28 octobre 2010 relatif aux installations de stockage de déchets inertes ;
 VU le décret du 11/07/2011 portant diverses dispositions relatives à la prévention des déchets ;
 VU l'arrêté préfectoral du 18 octobre 2011, modifiant l'arrêté préfectoral du 26 juin 2002, déjà modifié par celui du 10 mars 2009 ;
 VU la demande d'autorisation d'exploiter de La Direction Régionale de l'Aménagement et du Logement Lorraine – Direction Interrégionale des Routes EST du 29 octobre 2010, complétée le 29 novembre 2010 ;
 VU le courrier d'accusé de réception du dossier du 10 janvier 2011 ;
 VU la demande d'avis adressée au maire de AZERAILLES le 6 décembre 2011 ;
 VU l'avis du directeur départemental des territoires ;
 SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture ;

ARRETE

Article 1er : La DREAL Lorraine - DIR-Est dont le siège social est situé 10-16 promenade des Canaux à NANCY, est autorisée à exploiter une installation de stockage de déchets inertes, sise à AZERAILLES, au lieu-dit « Vallons des 7 chevaux », dans les conditions définies par le présent arrêté et ses annexes.

L'exploitation du site de l'installation est confiée à une personne techniquement compétente et nommément désignée par l'exploitant.

La présente autorisation est accordée sous réserve du droit des tiers et sans préjudice du respect des autres réglementations en vigueur, et notamment celle relative à l'eau et aux milieux aquatiques.

Article 2 : La surface foncière affectée à l'installation est de 20 103 m².

Cette surface est située sur les parcelles cadastrées suivantes :

Commune	Lieu-dit	Référence de la parcelle		Surface affectée à l'installation (m ²)	Surface affectée au stockage de déchets (m ²)
		Section	Numéro		
Azerailles	Vallons des 7 chevaux	ZR	38-39-40	20 103 m ²	20 103 m ²

Article 4 : Les travaux de stockage auront une durée de 2 mois, en régularisation de travaux effectués pendant l'aménagement à 2 x 2 voies de la RN 59.

Article 5 : La capacité totale de stockage est limitée à :

- déchets inertes, hors déchets d'amiante lié à des matériaux inertes : 110 000 tonnes

Article 6 : Une ampliation du présent arrêté sera notifiée :

- au maire de Azerailles,
 - au pétitionnaire.

Une ampliation du présent arrêté sera affichée à la mairie de Azerailles. Il est en outre publié au recueil des actes administratifs du département.

Article 8 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de NANCY dans le délai de deux mois à compter du jour de sa notification.

Article 9 : Le secrétaire général de la Préfecture, le directeur départemental des territoires et le maire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 8 janvier 2012

Le Chef du Service Environnement - Eau - Biodiversité,
 Jean-Luc JANEL

ANNEXE I

Titre I^{er} - Dispositions générales

1.1. - Définitions

Pour l'application des dispositions du présent arrêté, les définitions suivantes sont retenues :

Déchets inertes : déchets qui ne subissent aucune modification physique, chimique ou biologique importante. Les déchets inertes ne se décomposent pas, ne brûlent pas et ne produisent aucune autre réaction physique ou chimique, ne sont pas biodégradables et ne détériorent pas d'autres matières avec lesquelles ils entrent en contact, d'une manière susceptible d'entraîner une pollution de l'environnement ou de nuire à la santé humaine.

Installation de stockage de déchets inertes : installation d'élimination de déchets inertes par dépôt ou enfouissement sur ou dans la terre, y compris un site utilisé pour stocker temporairement des déchets inertes, à l'exclusion de ceux où les déchets sont entreposés pour une durée inférieure à trois ans afin de permettre leur préparation à un transport en vue d'une valorisation dans un endroit différent, ou entreposés pour une durée inférieure à un an avant leur transport sur un lieu de stockage définitif.

Installation interne de stockage : installation exploitée par un producteur de déchets pour ses propres déchets sur son site de production.

Installation collective de stockage : installation qui reçoit les déchets de plusieurs producteurs de déchets.

Exploitant : personne physique ou morale responsable de l'installation de stockage.

Eluat : solution obtenue lors de tests de lixiviation réalisés en laboratoire.

1.2. - Conformité aux plans et données techniques du dossier de demande d'autorisation

L'installation doit être implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints à la demande d'autorisation.

L'installation est exploitée conformément aux prescriptions fixées en annexe I du présent arrêté, sans préjudice des réglementations autres en vigueur.

Toute modification apportée par l'exploitant aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage et de nature à entraîner un changement des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet, accompagnée de tous les éléments d'appréciation nécessaires.

1.3. - Dangers ou nuisances non prévenues

Tout danger ou nuisance non susceptible d'être prévenu par les prescriptions du présent arrêté est immédiatement porté à la connaissance du préfet.

1.4. - Accidents – Incidents

L'exploitant déclare au préfet les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature, par leurs conséquences directes ou leurs développements prévisibles, de porter atteinte aux intérêts et activités mentionnés à l'article R.541-70 du code de l'environnement. En cas d'accident, l'exploitant indique toutes les mesures prises à titre conservatoire.

Il transmet au préfet un rapport d'incident ou d'accident, dans un délai de 15 jours après l'incident ou l'accident. Ce rapport précise notamment les circonstances et les causes de l'incident ou de l'accident, les effets constatés ou possibles à long terme sur les intérêts et activités mentionnés à l'article R.541-70 du code de l'environnement et les mesures prises ou envisagées pour éviter un incident ou accident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme.

1.5. - Contrôles et analyses, inopinés ou non

Indépendamment des contrôles explicitement prévus dans le présent arrêté, le préfet peut demander la réalisation de contrôles spécifiques, de prélèvements et d'analyses d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sols ainsi que l'exécution de mesures de niveaux sonores ou de vibrations et plus largement de mesures dans l'environnement.

Ces contrôles spécifiques, prélèvements et analyses sont réalisés par un organisme tiers choisi préalablement par l'exploitant à cet effet et soumis à l'approbation du préfet.

Tous les frais engagés lors de ces contrôles, inopinés ou non, sont supportés par l'exploitant.

1.6. - Consignes

Les consignes écrites et répertoriées dans le présent arrêté sont tenues à la disposition de l'autorité compétente en matière de police, systématiquement mises à jour et portées à la connaissance du personnel concerné ou susceptible de l'être, y compris en cas de sous-traitance.

Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement les contrôles à effectuer, en condition d'exploitation normale, en période de dysfonctionnement et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien, de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions imposées par le présent arrêté.

Titre II - Aménagement de l'installation

2.1. - Identification

Le site fait partie de l'aménagement de la RN 59 à deux fois deux voies.

2.2. - Accès à l'installation

L'installation est gérée dans le cadre du chantier des travaux de la RN 59.

2.3. - Moyens de pesée

sans objet

2.4. - Moyens de communication

sans objet

2.5. - Trafic interne

L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'installation. Les règles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée.

La vitesse de circulation des véhicules à l'intérieur de l'établissement est limitée à 40 km/h.

Les véhicules ne doivent pas être stationnés moteur tournant, sauf cas de nécessité d'exploitation ou de force majeure.

Les voies de circulation internes à l'établissement sont dimensionnées et aménagées en tenant compte du gabarit, de la charge et de la fréquentation de pointe estimée des véhicules appelés à y circuler. Ces voies doivent permettre aux engins des services de secours et de lutte contre l'incendie d'évoluer sans difficulté.

L'entretien de la voirie permet une circulation aisée des véhicules par tous les temps.

Les aires de stationnement internes permettent d'accueillir l'ensemble des véhicules durant les contrôles des chargements.

Titre III - Conditions d'admission des déchets

3.1. - Déchets admissibles

Peuvent être admis dans l'installation les déchets inertes ultimes respectant les dispositions du présent titre, autorisés par l'annexe II du présent arrêté.

Tout déchet inerte recyclable doit être recyclé

3.2. - Dilution

Il est interdit de procéder à une dilution ou à un mélange des déchets dans le seul but de satisfaire aux critères d'admission.

3.3. - Déchets interdits

Sont interdits :

- les déchets liquides ou dont la siccité est inférieure à 30 % ;
- les déchets dont la température est supérieure à 60°C ;
- les déchets non pelletables ;
- les déchets pulvérulents, à l'exception de ceux préalablement conditionnés ou traités en vue de prévenir une dispersion sous l'effet du vent.

3.4. - Document préalable à l'admission

Avant la livraison ou au moment de celle-ci, ou lors de la première d'une série de livraisons d'un même type de déchets, l'exploitant demande au producteur des déchets un document préalable indiquant :

- le nom et les coordonnées du producteur des déchets et, le cas échéant, son numéro SIRET ;
- l'origine des déchets ;
- le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets, en référence à la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R.541-8 du code de l'environnement ;
- les quantités de déchets concernées.

Le cas échéant, sont annexés à ce document :

- les résultats de l'acceptation préalable mentionnée au point 3.5 ;
- les résultats du test de détection de goudron mentionné au point 3.6 ;
- le bordereau de suivi de déchets dangereux contenant de l'amiante prévu par l'arrêté du 29 juillet 2005 susvisé ;
- les documents requis par le règlement du 14 juin 2006 susvisé.

Ce document est signé par le producteur des déchets et les différents intermédiaires le cas échéant.

La durée de validité du document précité est de un an.

Le document préalable est conservé par l'exploitant pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition des agents mentionnés à l'article L.541-44 du code de l'environnement.

3.5. - Procédure d'acceptation préalable

Pour mémoire.

Tout déchet inerte non visé par la liste de l'annexe II du présent arrêté, et avant son arrivée dans l'installation, doit faire l'objet d'une procédure d'acceptation préalable afin de disposer de tous les éléments d'appréciation nécessaires sur la possibilité de stocker ce déchet dans l'installation.

Cette acceptation préalable contient a minima une évaluation du potentiel polluant du déchet par un essai de lixiviation pour les paramètres définis à l'annexe III du présent arrêté et une analyse du contenu total pour les paramètres définis dans la même annexe. Le test de lixiviation à appliquer est le test normalisé NF EN 12457-2.

Les déchets ne respectant pas les critères définis en annexe III ne peuvent pas être admis.

3.6. - Déchets d'enrobés bitumineux

Les déchets d'enrobés bitumineux, relevant du code 17 03 02 de la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R.541-8 du code de l'environnement ne sont pas autorisés en stockage sur le site, même ne contenant pas de goudron.

3.7. - Contrôle lors de l'admission des déchets

Avant d'être admis, tout chargement de déchets fait l'objet d'une vérification des documents d'accompagnement, le cas échéant, du bordereau de suivi de déchets dangereux contenant de l'amiante prévu par l'arrêté du 29 juillet 2005 susvisé ou des documents requis par le règlement du 14 juin 2006 susvisé. S'il s'agit de déchets d'amiante lié à des matériaux inertes, le mesurage mentionné au point 6.2 et les contrôles mentionnés au point 6.4 sont également réalisés.

Un contrôle visuel des déchets est réalisé par l'exploitant à l'entrée de l'installation, lors du déchargement et lors du régalaie des déchets afin de vérifier l'absence de déchet non autorisé. Le déversement direct du chargement dans une alvéole de stockage est interdit sans vérification préalable du contenu et en l'absence de l'exploitant ou de son représentant.

3.8. - Accusé de réception

En cas d'acceptation des déchets, l'exploitant délivre un accusé de réception au producteur des déchets sur lequel sont mentionnés a minima :

- le nom et les coordonnées du producteur des déchets et, le cas échéant, son numéro SIRET ;
- le nom et l'adresse du transporteur et, le cas échéant, son numéro SIREN ;
- le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets, en référence à la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R.541-8 du code de l'environnement ;
- la quantité de déchets admise ;
- la date et l'heure de l'accusé réception.

En cas de refus, l'exploitant communique au préfet, au plus tard 48 heures après le refus :

- les caractéristiques et les quantités de déchets refusées ;
- l'origine des déchets ;
- le motif de refus d'admission ;
- le nom et les coordonnées du producteur des déchets et, le cas échéant, son numéro SIRET ;
- le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets, en référence à la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R.541-8 du code de l'environnement.

3.9. - Tenue d'un registre

L'exploitant tient à jour un registre d'admission, éventuellement sous format électronique, dans lequel il consigne pour chaque chargement de déchets présenté :

- la date de réception, la date de délivrance au producteur de l'accusé de réception des déchets, mentionné au point 3.8, et la date de leur stockage ;
- l'origine des déchets ;
- le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets, en référence à la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R.541-8 du code de l'environnement ;
- la masse des déchets, mesurée à l'entrée de l'installation ou, à défaut, estimée à partir du volume du chargement en retenant une masse volumique de 1,6 tonnes par mètre cube de déchets ;
- le résultat du contrôle visuel et, le cas échéant, celui de la vérification des documents d'accompagnement ;
- le cas échéant, le motif de refus d'admission.

S'il s'agit de déchets d'amiante lié à des matériaux inertes, le registre contient en outre les éléments mentionnés au point 6.7.

Ce registre est conservé pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition des agents mentionnés à l'article L. 541-44 du code de l'environnement.

Titre IV - Règles d'exploitation du site

4.1. - Bruit

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse pas être à l'origine de bruits aériens ou de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou constituer une gêne pour sa tranquillité.

Les émissions sonores ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones où celle-ci est réglementée :

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée incluant le bruit de l'installation	Emergence admissible pour la période allant de 7 heures à 22 heures sauf dimanches et jours fériés	Emergence admissible pour la période allant de 22 heures à 7 heures ainsi que les dimanches et jours fériés
35 dB(A) < Bruit ambiant ≤ 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)
Bruit ambiant > 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

Les niveaux admissibles en limites de propriété ne peuvent excéder 70 dB(A) pour la période de jour et 60 dB(A) pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite.

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique gênant pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est réservé à la prévention ou au signalement d'incidents ou d'accidents.

4.2. - Brûlage de déchets

Il est interdit de procéder au brûlage de déchets sur le site de l'installation de stockage.

4.3. - Propreté

L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.

L'exploitant assure en permanence la propreté des voies de circulation, en particulier à la sortie de l'installation de stockage, et veille à ce que les véhicules en sortant ne puissent pas conduire au dépôt de déchets ou de boues sur les voies publiques d'accès au site.

Les limites du périmètre intérieur sont régulièrement débroussaillées et nettoyées.

Lorsqu'ils relèvent de la responsabilité de l'exploitant, les abords de l'installation, comme par exemple l'entrée du site ou d'éventuels émissaires de rejets, font l'objet d'une maintenance régulière.

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires afin de réduire les nuisances pouvant résulter de l'installation, notamment :

- les émissions de poussières ;
- la dispersion de déchets par envol.

4.4. - Progression de l'exploitation

La mise en place des déchets au sein du stockage est organisée de manière à assurer la stabilité de la masse des déchets, en particulier à éviter les glissements.

Elle est également réalisée par zone peu étendue et en hauteur pour limiter en cours d'exploitation, la superficie soumise aux intempéries, mais aussi pour permettre un réaménagement progressif et coordonné du site selon le phasage contenu dans le dossier de demande.

4.5. - Plan d'exploitation

L'exploitant établit et tient à jour un plan d'exploitation de l'installation de stockage. Ce plan coté en plan et en altitude permet d'identifier les parcelles où sont stockés les différents déchets et notamment les alvéoles spécifiques dans lesquelles des déchets d'amiante lié à des matériaux inertes sont stockés.

4.6. - Déclaration annuelle

L'exploitant déclare chaque année les données ci-après :

- les quantités admises de déchets, en dissociant les quantités en provenance du département et celles d'autres provenances géographiques ;
- la capacité de stockage restante pour les déchets inertes et, le cas échéant, les déchets d'amiante lié, au terme de l'année de référence.

L'exploitant indique dans sa déclaration annuelle les informations permettant l'identification de l'installation.

Il y indique, le cas échéant, les événements notables liés à l'exploitation du site.

La déclaration est effectuée, selon le modèle figurant en annexe IV du présent arrêté, et est adressée au préfet.

L'exploitant effectue cette déclaration, pour ce qui concerne les données d'une année, avant le 15 mars de l'année suivante.

Titre V - Réaménagement du site après exploitation**5.1. - Couverture finale**

Une couverture finale est mise en place à la fin de l'exploitation. Son modelé permet la résorption et l'évacuation des eaux pluviales compatibles avec les obligations édictées aux articles 640 et 641 du code civil.

La géométrie en plan, l'épaisseur et la nature de chaque couverture est précisée dans le plan d'exploitation du site mentionné au point 4.5.

L'exploitant tient à la disposition du préfet, les justificatifs de la conformité de la couverture mise en place par rapport aux éléments portés dans le dossier de demande d'autorisation.

5.2. - Aménagements en fin d'exploitation

Les aménagements sont effectués conformément aux plans et autres documents joints à la demande d'autorisation.

Les aménagements sont effectués en fonction de l'usage agricole du site. L'aménagement du site après exploitation prend en compte l'aspect paysager.

5.3. - Plan topographique

A la fin de l'exploitation, l'exploitant fournit au préfet un plan topographique du site de stockage à l'échelle 1/500 qui présente l'ensemble des aménagements du site.

Une copie de ce plan du site est transmise au maire d'Azerailles.

Titre VI - Dispositions supplémentaires pour le cas du stockage de déchets d'amiante lié à des matériaux inertes**Pour mémoire.**

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les règles suivantes devront être respectées :

6.1. - Aménagements spécifiques

L'installation est équipée d'un moyen de pesée répondant aux exigences du point 2.3.

Afin de prévenir le risque d'envol de poussières d'amiante, une zone de déchargement adaptée à ces déchets est aménagée.

La zone de déchargement est équipée d'un dispositif d'emballage permettant de conditionner les déchets des particuliers réceptionnés non emballés.

6.2. - Règles d'exploitation spécifiques

Chaque chargement de déchets fait l'objet d'un mesurage, le cas échéant avec leur conditionnement, à l'entrée du site ou lors du déchargement.

Le déchargement, l'entreposage éventuel et le stockage des déchets d'amiante lié à des matériaux inertes sont organisés de manière à prévenir le risque d'envol de poussières d'amiante.

Ces déchets conditionnés en palettes, en racks ou en grands récipients pour vrac souple, sont déchargés avec précaution à l'aide de moyens adaptés, en veillant à prévenir une éventuelle libération de fibres. Les opérations de déversement direct du chargement sont interdites.

Les déchets d'amiante lié à des matériaux inertes sont stockés avec leur conditionnement dans des alvéoles spécifiques.

6.4. - Contrôle lors de l'admission de déchets d'amiante lié à des matériaux inertes

Un contrôle visuel des déchets est réalisé à l'entrée du site et lors du déchargement. L'exploitant vérifie que le type de conditionnement utilisé permet de préserver l'intégrité de l'amiante lié à des matériaux inertes durant sa manutention avant stockage et que l'étiquetage « amiante » imposé par le décret du 28 avril 1988 susvisé est bien présent.

Lors de la présentation de déchets d'amiante lié à des matériaux inertes, l'exploitant complète le bordereau prévu par l'arrêté du 29 juillet 2005 susvisé.

6.5. - Couverture quotidienne

Les alvéoles contenant des déchets d'amiante lié à des matériaux inertes sont couvertes quotidiennement et avant toute opération de régalaie d'une couche de matériaux présentant une épaisseur et une résistance mécanique suffisante.

6.6. - Couverture finale

Après la fin d'exploitation, une couverture d'au moins un mètre d'épaisseur est mise en place à laquelle il est ajouté une couche suffisante de terre végétale pour permettre la mise en place de plantations.

6.7. - Tenue du registre

En sus des éléments prévus au point 3.9, l'exploitant indique dans le registre des admissions, pour les déchets d'amiante lié à des matériaux inertes présentés dans l'installation :

- le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets contenant de l'amiante ;
- le nom et l'adresse du producteur des déchets et, le cas échéant, son numéro SIRET ;
- le nom et l'adresse des installations dans lesquelles les déchets ont été préalablement entreposés ;
- le nom et l'adresse du transporteur et, le cas échéant, son numéro SIREN ;
- l'identification de l'alvéole dans laquelle les déchets sont stockés.

6.8. - Obligation d'information

L'exploitant fait publier à ses frais le présent arrêté au bureau des hypothèques de la situation des immeubles.

ANNEXE II

**Liste des déchets admissibles dans l'installation de stockage
sans réalisation de la procédure d'acceptation préalable prévue au point 3.5**

CODE DECHET ^(*)	DESCRIPTION ^(*)	RESTRICTIONS
17 05 04	Terres et cailloux ne contenant pas de substances dangereuses	A l'exclusion de la terre végétale, de la tourbe, et des terres et cailloux provenant de sites contaminés
20 02 02	Terres et pierres	Provenant uniquement de jardins et de parcs et à l'exclusion de la terre végétale et de la tourbe
(*) Annexe II à l'article R.541-8 du code de l'environnement.		

Tous matériaux contenant de l'amiante est interdit sur le site..

ANNEXE III
Critères à respecter pour l'admission de déchets inertes
soumis à la procédure d'acceptation préalable prévue au point 3.5 pour mémoire

1° Paramètres à analyser lors du test de lixiviation et valeurs limites à respecter :

PARAMETRE	VALEUR LIMITE A RESPECTER exprimée en mg/kg de matière sèche
As	0.5
Ba	20
Cd	0.04
Cr total	0.5
Cu	2
Hg	0.01
Mo	0.5
Ni	0.4
Pb	0.5
Sb	0.06
Se	0.1
Zn	4
Chlorure (""')	800
Fluorure	10
Sulfate (""')	1 000 (")
Indice phénols	1
COT (carbone organique total) sur éluat (""')	500
FS (fraction soluble) (""')	4 000

(") Si le déchet ne respecte pas cette valeur pour le sulfate, il peut être encore jugé conforme aux critères d'admission si la lixiviation ne dépasse pas les valeurs suivantes : 1500 mg/l à un *ratio* L/S=0,1 l/kg et 6 000 mg/kg de matière sèche à un *ratio* L/S=10 l/kg. Il est nécessaire d'utiliser l'essai de percolation NF CEN/TS 14405 pour déterminer la valeur lorsque L/S=0,1 l/kg dans les conditions d'équilibre initial ; la valeur correspondant à L/S=10 l/kg peut être déterminée par un essai de lixiviation NF EN 12457-2 ou par un essai de percolation NF CEN/TS 14405 dans des conditions approchant l'équilibre local.

(""') Si le déchet ne satisfait pas à la valeur limite indiquée pour le carbone organique total sur éluat à sa propre valeur de pH, il peut aussi faire l'objet d'un essai de lixiviation NF EN 12457-2 avec un pH compris entre 7,5 et 8,0. Le déchet peut être jugé conforme aux critères d'admission pour le carbone organique total sur éluat si le résultat de cette détermination ne dépasse pas 500 mg/kg de matière sèche.

(""') Si le déchet ne respecte pas au moins une des valeurs fixées pour le chlorure, le sulfate ou la fraction soluble, le déchet peut être encore jugé conforme aux critères d'admission s'il respecte soit les valeurs associées au chlorure et au sulfate, soit celle associée à la fraction soluble.

2° Paramètres à analyser en contenu total et valeurs limites à respecter :

PARAMETRE	VALEUR LIMITE A RESPECTER exprimée en mg/kg de déchet sec
COT (carbone organique total)	30 000 (""')
BTEX (benzène, toluène, éthylbenzène et xylènes)	6
PCB (polychlorobiphényles 7 congénères)	1
Hydrocarbures (C10 à C40)	500
HAP (Hydrocarbures aromatiques polycycliques)	50

ANNEXE IV
Modèle de déclaration annuelle prévue au point 4.6

Nom de l'exploitant	
Adresse du siège social	
Nom de l'installation	
Nom du propriétaire de l'installation	
Adresse du site de l'installation	
N° SIRET	
Code APE	
Capacité restante au terme de l'année de référence relative aux déchets de déconstruction contenant de l'amiante (en tonnes)	
Capacité restante au terme de l'année de référence relative aux autres déchets inertes (en tonnes)	
Année concernée par la déclaration	
Eléments d'information sur l'exploitation de l'installation de stockage pendant l'année écoulée :	

LIBELLE ET CODE DU DECHET (Annexe II à l'article R.541-8 du code de l'environnement)		QUANTITE ADMISE ^(*) exprimée en tonnes	
CODE	LIBELLE	Déchets originaires du département où est localisée l'installation	Déchets originaires d'autres provenances géographiques

(*) la quantité admise, exprimée en tonnes, est celle mesurée à l'entrée de l'installation ou, à défaut, estimée à partir du volume des chargements admis pendant la période de référence, en retenant une masse volumique de 1,6 tonnes par mètre cube de déchets.

Nancy, le 8 janvier 2012

Le Chef du Service Environnement - Eau - Biodiversité,
Jean-Luc JANEL

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA COHESION SOCIALE

SOLIDARITE - INSERTION

Arrêté n° DDCS/SI/2011-166 du 12 janvier 2012 portant agrément pour l'exercice à titre individuel de l'activité de Mandataire Judiciaire à la Protection des Majeurs

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L. 472-1 et L. 472-2, R. 472-1 et R. 472-2 ;

VU la loi n°2007-308 du 5 mars 2007 portant réforme de la protection juridique des majeurs, notamment son article 44 ;

VU le schéma des mandataires judiciaires à la protection des majeurs et des délégués aux prestations familiales de Lorraine arrêté le 27 avril 2010 ;

VU le dossier déclaré complet le 13 Octobre 2011 présenté par Madame COLIN Anne épouse MARCHAL, domiciliée 17, rue du Général Leclerc 54850 MESSEIN en vue d'obtenir l'agrément pour l'exercice à titre individuel de l'activité de mandataire judiciaire à la protection des majeurs, destinée à exercer des mesures de protection des majeurs au titre du mandat spécial auquel il peut être recouru dans le cadre de la sauvegarde de justice ou au titre de la curatelle, de la tutelle dans le ressort du tribunal d'instance de Nancy ;

VU l'arrêté N°DDCS/SI/2010-74 du 16 Février 2010 fixant la liste des mandataires judiciaires à la protection des majeurs ;

VU l'avis favorable en date du 6 décembre 2011 du Procureur de la République près le tribunal de grande instance de Nancy ;

CONSIDERANT que Madame COLIN Anne épouse MARCHAL satisfait aux conditions de moralité, d'âge, de formation et d'expérience professionnelle prévues par les articles L.471-4 et D. 471-3 du code de l'action sociale et des familles ;

CONSIDERANT que Madame COLIN Anne épouse MARCHAL justifie d'une assurance en responsabilité civile dont les garanties sont susceptibles de couvrir les dommages que pourraient subir les personnes protégées du fait de son activité ;

CONSIDERANT que l'agrément s'inscrit dans les objectifs et répond aux besoins du schéma des mandataires judiciaires à la protection des majeurs et des délégués aux prestations familiales de Lorraine ;

SUR proposition du Directeur Départemental de la Cohésion Sociale ;

ARRETE

Article 1er : L'agrément mentionné à l'article L 472-1 du code de l'action sociale et des familles est accordé à Madame COLIN Anne épouse MARCHAL domiciliée 17, rue du Général Leclerc 54850 MESSEIN pour l'exercice à titre individuel en qualité de mandataire judiciaire à la protection des majeurs de mesures de protection des majeurs au titre du mandat spécial auquel il peut être recouru dans le cadre de la sauvegarde de justice ou au titre de la curatelle ou de la tutelle, dans le ressort du tribunal d'instance de Nancy.

L'agrément vaut inscription sur la liste des mandataires judiciaires à la protection des majeurs pour le ressort du tribunal d'instance susmentionné.

Article 2 : Tout changement concernant la nature et la consistance des garanties prévues par l'assurance en responsabilité civile, tout changement de catégorie de mesures de protection exercées ainsi que toute évolution du nombre de personnes qui exercent auprès du mandataire judiciaire à la protection des majeurs les fonctions de secrétaire spécialisé donnent lieu à un nouvel agrément dans les conditions prévues aux articles R. 471-1 et R. 472-2 du code de l'action sociale et des familles.

Article 3 : Dans les deux mois de sa notification ou de sa publication, le présent arrêté peut faire l'objet soit d'un recours gracieux devant le préfet de Meurthe et Moselle, soit d'un recours contentieux devant le tribunal administratif, 5 Place Carrière – CO 38 - 54036 NANCY CEDEX.

Article 4 : Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe Moselle et le Directeur Départemental de la Cohésion Sociale de Meurthe et Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au demandeur et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 12 janvier 2012

Le Préfet,
Raphaël BARTOLT

Arrêté n° DDCS/SI/2011-167 du 12 janvier 2012 portant agrément pour l'exercice à titre individuel de l'activité de Mandataire Judiciaire à la Protection des Majeurs

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L. 472-1 et L. 472-2, R. 472-1 et R. 472-2 ;

VU la loi n°2007-308 du 5 mars 2007 portant réforme de la protection juridique des majeurs, notamment son article 44 ;

VU le schéma des mandataires judiciaires à la protection des majeurs et des délégués aux prestations familiales de Lorraine arrêté le 27 avril 2010 ;

VU le dossier déclaré complet le 24 Octobre 2011 présenté par Madame PANTALACCI Danielle épouse MAYEUR domiciliée 160, rue de l'Améthyste 54320 MAXEVILLE en vue d'obtenir l'agrément pour l'exercice à titre individuel de l'activité de mandataire judiciaire à la protection des majeurs, destinée à exercer des mesures de protection des majeurs au titre du mandat spécial auquel il peut être recouru dans le cadre de la sauvegarde de justice ou au titre de la curatelle, de la tutelle dans le ressort du tribunal d'instance de Nancy ;

VU l'arrêté N°DDCS/SI/2010-74 du 16 Février 2010 fixant la liste des mandataires judiciaires à la protection des majeurs ;
VU l'avis favorable en date du 16 décembre 2011 du Procureur de la République près le tribunal de grande instance de Nancy ;
CONSIDERANT que Madame PANTALACCI Danielle épouse MAYEUR satisfait aux conditions de moralité, d'âge, de formation et d'expérience professionnelle prévues par les articles L.471-4 et D. 471-3 du code de l'action sociale et des familles ;
CONSIDERANT que Madame PANTALACCI Danielle épouse MAYEUR justifie d'une assurance en responsabilité civile dont les garanties sont susceptibles de couvrir les dommages que pourraient subir les personnes protégées du fait de son activité ;
CONSIDERANT que l'agrément s'inscrit dans les objectifs et répond aux besoins du schéma des mandataires judiciaires à la protection des majeurs et des délégués aux prestations familiales de Lorraine ;
SUR proposition du Directeur Départemental de la Cohésion Sociale ;

ARRETE

Article 1er : L'agrément mentionné à l'article L 472-1 du code de l'action sociale et des familles est accordé à Madame PANTALACCI Danielle épouse MAYEUR domiciliée 160, rue de l'Améthyste 54320 MAXEVILLE pour l'exercice à titre individuel en qualité de mandataire judiciaire à la protection des majeurs de mesures de protection des majeurs au titre du mandat spécial auquel il peut être recouru dans le cadre de la sauvegarde de justice ou au titre de la curatelle ou de la tutelle, dans le ressort du tribunal d'instance de Nancy.

L'agrément vaut inscription sur la liste des mandataires judiciaires à la protection des majeurs pour le ressort du tribunal d'instance susmentionné.

Article 2 : Tout changement concernant la nature et la consistance des garanties prévues par l'assurance en responsabilité civile, tout changement de catégorie de mesures de protection exercées ainsi que toute évolution du nombre de personnes qui exercent auprès du mandataire judiciaire à la protection des majeurs les fonctions de secrétaire spécialisé donnent lieu à un nouvel agrément dans les conditions prévues aux articles R. 471-1 et R. 472-2 du code de l'action sociale et des familles.

Article 3 : Dans les deux mois de sa notification ou de sa publication, le présent arrêté peut faire l'objet soit d'un recours gracieux devant le préfet de Meurthe et Moselle, soit d'un recours contentieux devant le tribunal administratif, 5 Place Carrière – CO 38 - 54036 NANCY CEDEX.

Article 4 : Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe Moselle et le Directeur Départemental de la Cohésion Sociale de Meurthe et Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au demandeur et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 12 janvier 2012

Le Préfet,
Raphaël BARTOLT

Arrêté n° DDCS/SI/2011-168 du 12 janvier 2012 modifiant et complétant l'arrêté n° DDCS/SI/2010-74 du 16 février 2010 fixant la liste provisoire des mandataires judiciaires du département de Meurthe-et-Moselle

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L. 471-2 et L. 474 – 1 du code de l'action sociale et des familles ;
VU la loi n° 2007-308 du 5 mars 2007 portant réforme de la protection juridique des majeurs, notamment ses articles 44 et 45 ;
VU la loi n° 2009-526 du 12 mai 2009 de simplification et de clarification du droit et d'allègement des procédures et notamment son article 116, § IV modifiant la loi 2007-308 du 5 mars 2007 ;
VU le décret n° 2008-1512 du 30 décembre 2008 fixant les modalités d'inscription sur les listes prévues aux articles L 471-2, L 471-3, L 474-1 et L 474-2 du code de l'action sociale et des familles ;
VU l'arrêté préfectoral n° DDCS/SI/2010-74 du 16 février 2010 fixant la liste provisoire des mandataires judiciaires (MJPM) du département de Meurthe et Moselle ;
VU les arrêtés préfectoraux des 7 février 2011, 1er mars 2011, 10 mars 2011, 14 avril 2011, 6 septembre 2011, 18 octobre 2011 et 16 décembre 2011 complétant l'arrêté susvisé du 16 février 2010 fixant la liste provisoire des MJPM de Meurthe et Moselle ;
VU l'arrêté préfectoral n° DDCS/SI/2011-166 du 12 janvier 2012 portant agrément de Madame COLIN Anne épouse MARCHAL pour l'exercice à titre individuel de l'activité de Mandataire Judiciaire à la Protection des Majeurs ;
VU l'arrêté préfectoral n° DDCS/SI/2011-167 du 12 janvier 2012 portant agrément de Madame PANTALACCI Danielle épouse MAYEUR pour l'exercice à titre individuel de l'activité de Mandataire Judiciaire à la Protection des Majeurs ;
VU la déclaration de l'Etablissement Public Intercommunal 3H SANTE 62, rue Poincaré 54480 CIREY SUR VEZOUZE pour la désignation de Madame ANTOINE Marie-Pierre épouse SEIGNE en date du 27/09/2011 et déclarée complète le 13/12/2011 sur avis favorable du procureur le 13/12/2011 ;
VU la déclaration du groupe ALPHA SANTE 51 rue de Wendel 57000 HAYANGE pour le Centre Hospitalier de Mont Saint Martin (54), les Maisons de Retraite Pasteur et les Peupliers de VILLERUPT (54) pour la désignation de Madame DI LIBERTO Barbara en date du 18/10/2011 et déclarée complète le 07/11/2011 ;
VU la déclaration du CHR Metz Thionville pour le Centre Hospitalier de Briey avec la désignation de Madame VOLCKAERT Véronique en date du 29/11/2011 qui interviendra par convention signée le 09/12/2011 ;
SUR proposition du Directeur Départemental de la Cohésion Sociale ;

ARRETE

Article 1er : La liste provisoire des personnes habilitées pour être désignées en qualité de mandataire judiciaire à la protection des majeurs par les juges des tutelles pour exercer des mesures de protection des majeurs au titre de la tutelle, de la curatelle ou du mandat spécial auquel il peut être recouru dans le cadre de la sauvegarde de justice, fixée par l'arrêté préfectoral n° DDCS/SI/2010-74 du 16 février 2010, est modifiée et complétée comme suit :

1° Tribunal d'instance de Nancy

a) pendant le délai mentionné au I, II et IV de l'article 44 de la loi du 5 mars 2007 mentionné ci-dessus

II) Personnes physiques exerçant à titre individuel :

Sont radiées de la liste les personnes suivantes :

- Madame BARTHELEMY Sophie, domiciliée 9, rue de Jéricho BP 60047 54220 MALZEVILLE
- Madame COULOMBET Colette, domiciliée 470, avenue André Malraux BP 19 54602 VILLERS LES NANCY
- Madame DUPONT Anne-Emilie, domiciliée 508, boulevard Roland Garros 54460 LIVERDUN
- Madame FRIDEY Line, domiciliée 27, rue du Chêne 54690 EULMONT
- Madame VIBRAC Line, domiciliée 9, rue de Jéricho BP 60047 54220 MALZEVILLE

III) Personnes physiques et service préposés d'établissement,

Sont radiées de la liste les personnes suivantes :

- M. NOIREZ Dominique, directeur, préposé d'établissement de l'Association de Gestion et d'Animation du Foyer Aristide Briand (AGAFAB), 3 rue Aristide Briand 54230 NEUVES-MAISONS
- Mme POIRIER Marie-Laure, directrice adjointe, préposé d'établissement à la Maison de retraite Saint Rémy, 14 rue Chanoine Jacob BP 3399 54015 NANCY
- Mme ROBERT Catherine, préposé d'établissement au Centre Hospitalier de TOUL, 1 cours Raymond Poincaré BP 310 54201 TOUL
- Mme WOLF Françoise, préposé d'établissement à la Maison de retraite Notre Maison, 52 rue des Jardiniers 54000 NANCY

b) au titre de l'article L 471-2 du code de l'action sociale et des familles :

II) Personnes physiques exerçant à titre individuel :

Sont ajoutées à la liste les personnes suivantes :

- Mme COLIN Anne épouse MARCHAL, domiciliée 17, rue du Général Leclerc 54850 MESSEIN
- Mme PANTALACCI Danielle épouse MAYEUR, domiciliée 160, rue de l'Améthyste 54320 MAXEVILLE

2° Tribunal d'instance de LUNEVILLE

a) pendant le délai mentionné au I, II et IV de l'article 44 de la loi du 5 mars 2007 mentionné ci-dessus

II) Personnes physiques exerçant à titre individuel :

Sont radiées de la liste les personnes suivantes :

- Madame BARTHELEMY Sophie, domiciliée 9, rue de Jéricho BP 60047 54220 MALZEVILLE
- Madame COULOMBET Colette, domiciliée 470, avenue André Malraux BP 19 54602 VILLERS LES NANCY

b) au titre de l'article L 471-2 du code de l'action sociale et des familles :

III) Personnes physiques et service préposés d'établissement

Est ajoutée à la liste la personne suivante :

Mme ANTOINE Marie-Pierre épouse SEIGNE, préposé d'établissement pour l'hôpital 3H SANTE, 62 rue Raymond Poincaré 54480 CIREY SUR VEZOUZE, la maison de retraite 6, rue Chanzy 54540 BADONVILLER, l'hôpital 17 rue Voise 54450 BLAMONT

3° Tribunal d'instance de BRIEY

a) pendant le délai mentionné au I, II et IV de l'article 44 de la loi du 5 mars 2007 mentionné ci-dessus

III) Personnes physiques et service préposés d'établissement

Sont radiées de la liste les personnes suivantes :

- Mme BODEVING Assomption, préposé d'établissement de la maison de retraite La Roseraie 29, rue Louis Quinquet 54260 LONGUYON
- M. DECLERCK Gabriel, préposé d'établissement du Centre Hospitalier Maillot 54140 BRIEY
- Mme HABAY Isabelle épouse CLEMENT préposé d'établissement de la maison de retraite Saint Louis, 2 rue Saint Louis 54400 LONGWY

b) au titre de l'article L 471-2 du code de l'action sociale et des familles :

III) Personnes physiques et service préposés d'établissement

Sont ajoutées à la liste les personnes suivantes :

- Mme DI LIBERTO Barbara, préposé d'établissement du groupe ALPHA SANTE - centre hospitalier Hôtel Dieu - 4 rue Alfred Labbé 54350 - MONT SAINT MARTIN, Maisons de retraite Pasteur et Les Peupliers à VILLERUPT (54)
- Mme VOLCKAERT Véronique, préposé d'établissement pour le Centre Hospitalier Maillot 54140 BRIEY par convention avec le CHR Metz Thionville

Article 2 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours administratif, soit gracieux auprès de Monsieur le Préfet de Meurthe-et-Moselle, soit hiérarchique auprès du Ministre chargé des solidarités et de la cohésion sociale, dans les deux mois à compter de sa notification.

Un recours contentieux peut être déposé auprès du Tribunal Administratif, 5 place Carrière CO 38 - 54036 NANCY CEDEX, également dans un délai de deux mois à compter de la notification, ou dans le délai de deux mois à partir de la réponse de l'administration si un recours administratif a été déposé, l'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois valant rejet implicite

Article 3 : Une ampliation du présent arrêté sera notifiée :

- aux intéressés
- aux procureurs de la République près les tribunaux de grande instance de NANCY et de BRIEY
- aux juges des tutelles – tribunaux d'instance de NANCY, LUNEVILLE et BRIEY

Article 4 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et le directeur départemental de la Cohésion Sociale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 12 janvier 2012

Le Préfet,
Raphaël BARTOLT

AUTRES SERVICES

RESEAU FERRE DE FRANCE

Décision du 16 décembre 2011 de déclassement du domaine public – RFF 20110419

Le Président du Conseil d'Administration,

VU le code des transports ;

VU la loi n°97-135 du 13 février 1997 modifiée portant création de l'établissement public " Réseau Ferré de France " en vue du renouveau du transport ferroviaire, et notamment son article 5 ;

VU le code général de la propriété des personnes publiques, et notamment son article L. 2141-1,

VU le décret n°97-444 du 5 mai 1997 modifié relatif aux missions et aux statuts de Réseau Ferré de France, et notamment son article 39 ;

VU le décret n°97-445 du 5 mai 1997 portant constitution du patrimoine initial de l'établissement public Réseau Ferré de France ;

VU le décret du 7 septembre 2007 portant nomination du Président de Réseau Ferré de France ;

VU la délibération du conseil d'administration de Réseau ferré de France en date du 29 novembre 2007 portant délégation de pouvoirs au président et fixant les conditions générales des délégations au sein de l'établissement ;

VU la décision du 16 mai 2011 portant organisation générale de Réseau ferré de France ;

VU la décision du 7 janvier 2008 portant délégation de pouvoirs au Directeur Régional Alsace-Lorraine Champagne-Ardenne ;

VU la décision du 2 avril 2004 portant nomination de Monsieur Philippe LAUMIN en qualité de Directeur Régional Alsace-Lorraine Champagne-Ardenne ;

CONSIDERANT que le bien n'est plus affecté à un service public ou à l'usage direct du public,

DECIDE

Article 1er : Les terrains nus sis à NANCY (Meurthe-et-Moselle) Lieudit Bd Joffre et Rue Gabriel Mouilleron, tels qu'ils apparaissent dans le tableau ci-dessous et figurant sous teinte jaune⁽¹⁾ sont déclassés du domaine public ferroviaire.

Commune	Lieu-dit	Références cadastrales		Surface (m²)
		Section	Numéro	
NANCY	Bd Joffre	BX	299	228
NANCY	Bd Joffre	BX	300	50
NANCY	Rue Gabriel Mouilleron	BZ	271	380

NANCY	Rue Gabriel Mouilleron	BZ	273	24
NANCY	Rue Gabriel Mouilleron	BZ	274	58
NANCY	Rue Gabriel Mouilleron	BZ	276p	4073
NANCY	Bd Joffre	BZ	262	143
			TOTAL	4956

Article 2 : La présente décision sera affichée en mairie de NANCY et publiée au recueil des actes administratifs de Nancy ainsi qu'au Bulletin Officiel de Réseau Ferré de France consultable sur son site Internet (<http://www.rff.fr/>).

Strasbourg, le 16 décembre 2011

Pour le Président et par délégation,
Le Directeur régional Alsace-Lorraine Champagne-Ardennes,
Philippe LAUMIN

⁽¹⁾ Ce plan, ainsi que les éventuelles annexes à la présente décision peuvent être consultés auprès de NEXITY Agence NSPM / Strasbourg 17, rue de la Haute Montée 67000 STRASBOURG.

AVIS ET COMMUNICATIONS

SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT

DIRECTION REGIONALE DES ENTREPRISES, DE LA CONCURRENCE, DE LA CONSOMMATION, DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI

AVIS relatif à l'extension d'un avenant salarial à la convention collective concernant les exploitations horticoles et pépinières du département de Meurthe-et-Moselle

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle

envisage de prendre, en application des articles L. 2261-26, R. 2231-1, D. 2261-6 et D. 2261-7 du code du travail, un arrêté tendant à rendre obligatoires, pour tous les employeurs et tous les salariés compris dans le champ d'application professionnel et territorial de la convention collective susmentionnée, les dispositions de l'avenant à ladite convention ci-après indiqué.

- Texte dont l'extension est envisagée :

Avenant n° 87 du 12 septembre 2011 – revalorisation des salaires concernant les exploitations horticoles et pépinières du département de Meurthe et Moselle

- Signataires

- Organisation d'employeur :

Le Syndicat horticole de Meurthe et Moselle.

- Organisations syndicales de salariés intéressées rattachées à la :

C.F.D.T.

C .F.E. /C.G.C.

C .G.T. /F.O.

C.F.T.C.

- Dépôt :

Direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle de Meurthe et Moselle à VANDOEUVRE-LES-NANCY.

Le texte de cet avenant pourra être consulté dans la direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle à VANDOEUVRE-LES-NANCY.

Dans un délai de quinze jours, les organisations professionnelles et toutes personnes intéressées sont priées de faire connaître leurs observations et avis au sujet de l'extension envisagée. Leurs communications devront être adressées à la préfecture du département de Meurthe-et-Moselle.

AUTRES SERVICES

CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY

DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES

Recrutement sans concours dans le grade d'agent des services hospitaliers qualifié en date du 16 janvier 2012

En application du décret n° 2007-1188 du 3 août 2007 (art. 10), relatif au Recrutement sans Concours des Agents des Services Hospitaliers Qualifiés, sont à pourvoir après inscription sur une liste d'aptitude :

- 38 postes d'Agents des Services Hospitaliers Qualifiés au CHU de NANCY

MODALITES DE CANDIDATURES

Aucune condition de titres ou de diplômes n'est exigée pour faire acte de candidature.

MODALITES D'INSCRIPTION SUR CETTE LISTE D'APTITUDE

Cette liste sera la résultante de :

1. Examen des demandes de candidature par une commission
2. Après sélection par la commission, audition publique des candidats préalablement retenus.

DEPOT DES DEMANDES DE CANDIDATURES

Les demandes d'inscription constituées de :

- une lettre de candidature
 - un curriculum vitae détaillé indiquant les formations suivies et les emplois occupés avec précision des durées
- sont à adresser à :

Centre Hospitalier Universitaire de NANCY
Direction des Ressources Humaines
Service des Concours et Examens – Bureau n° 11
29 Avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny – C.O. 60034
54035 NANCY CEDEX

- ou
- par lettre recommandée avec accusé réception
 - déposée au Bureau n° 11 – Service des Concours et Examens contre la remise d'une attestation de dépôt (au plus tard à 16h00).

UN DÉLAI DE 2 MOIS EST IMPARTI POUR DÉPOSER SA CANDIDATURE
A COMPTER DE LA DATE DE PUBLICATION DE CET AVIS

Nancy, le 16 janvier 2012

La Directrice des Ressources Humaines,
Diane PETTER

